

4512
886
866
+ 512
886
0 h 2
2 1 2
- 1 9

سكنا من الاعمال

L'application de la loi sur l'interruption de grossesse rencontre de grandes difficultés
LIBRE PAGE 8
LE DEBUT DE NOTRE ENQUÊTE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry
Directeur : Jacques Fauvet

1,20 F
Abonnement : 1 an : 120 F ; 6 mois : 60 F ; 3 mois : 30 F ; 15 jours : 10 F ; 5 jours : 5 F ; 1 jour : 1 F.
Taux de distribution : 100 %
S. RUE DES ITALIENS
75127 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 4207-22 Paris
Télex Paris n° 63572
Tél. : 770-91-29

PÉTROLE OU ENSEMBLE DES MATIÈRES PREMIÈRES ?

Les nouveaux « petits pas » de M. Kissinger

Il n'avait pas perdu l'usage de la parole. Il s'en fait. M. Kissinger était resté relativement silencieux depuis la démission de M. Nixon, se contentant, pour l'essentiel, d'accompagner M. Ford à Vladivostok et à la Martinique. Il reprendra, la semaine prochaine, ses pégrinations et les opérations diplomatiques qu'il affectionne : « tous azimuts » et sur le terrain. En huit jours, trajet compris, il visitera les cinq capitales du Proche-Orient, le plus directement impliquées dans le conflit israélo-arabe, dans les principales capitales de l'Europe occidentale, et il rencontrera, à Genève, M. Gromyko.

Avec son collègue soviétique, M. Kissinger devra d'abord reconstruire l'entente tissée à Vladivostok par MM. Ford et Brejnev, et dans laquelle les « congressmen » ont fait de sérieux progrès. Les sénateurs américains ayant posé des conditions politiques (libération des otages de la guerre des Six Jours, retrait des troupes américaines de l'Irak, etc.) à l'entrée en scène de la nation la plus favorisée — une des pièces maîtresses de l'édifice américano-soviétique. — Moscou décide de ne pas appliquer l'accord commercial conclu à Washington deux ans plus tôt. Le Kremlin et la Maison Blanche minimisent assés l'incident. M. Kissinger en rendant d'ailleurs ses complicités plus responsables que les Soviétiques.

À Paris, et dans les capitales européennes, M. Kissinger portera certainement du pétrole. Quels que soient la bonne volonté de part et d'autre, et les compromis verbaux, il est vain de se dissimuler que, sur le fond, la politique de la France et celle des États-Unis ne concordent pas. Pour Washington, la mobilisation de l'Occident face aux producteurs de pétrole est prioritaire, alors que pour la France — et même quelques autres pays européens — le plus urgent est d'engager le dialogue entre producteurs et consommateurs.

Cependant, l'essentiel de la nouvelle mission de M. Kissinger sera consacré au conflit du Proche-Orient. Le mandat ministériel des « casques bleus » expire le 24 avril dans le Sinaï et le 1^{er} juin sur le Golan. Il paraît difficile que l'Égypte et surtout la Syrie acceptent sa reconduction et, entre-temps, de nouvelles négociations dans le cadre d'un règlement n'ont pas été accomplies au fil des mois récemment amorcés. La dernière proposition n'avait été agréée par Damas qu'après que MM. Ford et Brejnev eurent proclamé ensemble à Vladivostok que toute solution devait tenir compte « des intérêts légitimes du peuple palestinien ».

Deux méthodes sont proposées, qui ne s'excluent pas nécessairement. Celle des « petits pas » a la faveur de M. Kissinger. Elle a déjà produit des accords de désarmement dans le Sinaï et le Golan. L'Égypte est prête à poursuivre dans cette voie et le nouveau « pas » est substantiel et sans précédent. Israël ne refuse pas la méthode de M. Kissinger, mais il ne veut pas de tout autres conditions. Le secrétaire d'État va donc s'employer d'abord à faire faire un « petit pas » de plus.

Mais en cas d'échec, il envisage d'une et d'autre méthode, qui à l'appui de l'O.E.C.E. : pour Moscou (et d'autres aussi pour Paris), il est urgent de parvenir à un accord global. Il faut donc réagir à nouveau à l'occasion israélo-arabe de Genève sous patronage soviéto-américain. Encore faudrait-il, cette fois, pour que le règlement soit complet, que les Palestiniens y participent. Or le chef du gouvernement israélien, M. Begin, a réaffirmé jeudi son opposition à toute négociation avec les Palestiniens.

Le désaccord est total entre États-Unis et producteurs sur l'objet de la conférence internationale sur l'énergie

Les travaux du comité directeur de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.), qui avaient commencé mercredi à Paris au siège de l'O.C.D.E., ont pris fin ce vendredi matin 7 février. Les dix-sept pays membres de l'Agence sont parvenus à un accord sur une politique commune d'économie d'énergie ; ils ont également arrêté des objectifs précis de réduction des importations de pétrole pour 1975. Les États-Unis ayant ainsi obtenu satisfaction, il est vraisemblable que l'A.I.E. donnera officiellement son feu vert à la tenue de la réunion préparatoire des pays « consommateurs » qui doit précéder la conférence internationale proposée par M. Giscard d'Estaing.

Simultanément, l'autre « camp » renforce, lui aussi, ses positions. À Dakar, les pays en voie de développement ont décidé de soutenir la proposition de l'OPEP de lier, lors de la prochaine conférence internationale, le problème du pétrole à celui des autres matières premières. Les États-Unis ne veulent pas en entendre parler, c'est donc l'objet même de la conférence qui se trouve en cause.

À Khartoum, où se tenait une conférence de l'alimentation destinée à préciser les conclusions de la réunion de Rome sur le même sujet, on a constaté une convergence entre « pays de la faim » et producteurs de l'« or noir », ces derniers cherchant à se libérer de la tutelle alimentaire américaine en aidant au développement de la production agricole dans les pays du tiers-monde (lire page 36).

PARIS : seize pays occidentaux appuient Washington

« C'est une bonne réunion ! » En prononçant ces mots, M. Thomas Anders, adjoint au secrétaire américain aux affaires économiques, arborait jeudi, à l'issue de la seconde journée du comité directeur de l'Agence internationale de l'énergie, un large sourire. Sans doute avait-il quelque raison d'être satisfait. Les États-Unis souhaitent que l'Agence élabore un programme cohérent d'économie d'énergie et se prononcent sur le principe d'une politique de développement des sources nouvelles d'énergie. Satisfaction leur a été donnée sur ces deux points.

Les dix-sept pays de l'Agence sont parvenus à un accord sur une politique commune d'économie d'énergie et des objectifs précis de réduction des importations de pétrole. Sans doute avait-il quelque raison d'être satisfait. Les États-Unis souhaitent que l'Agence élabore un programme cohérent d'économie d'énergie et se prononcent sur le principe d'une politique de développement des sources nouvelles d'énergie. Satisfaction leur a été donnée sur ces deux points.

Une déclaration de principe affirmant que les pays de l'Agence sont favorables à la mise en œuvre d'une politique visant au développement de nouvelles sources d'énergie devait être rédigée ce vendredi. On en restait à la pour l'instant. Des études complémentaires seront menées au cours des prochaines semaines. L'idée d'un prix-plancher pour le pétrole, avancée par M. Kissinger, a été jugée dans l'ensemble « audacieuse mais difficile à réaliser ». On en reparlera au cours de prochaines réunions.

DAKAR : le tiers-monde soutient l'OPEP

Dakar. — A vingt-quatre heures de la clôture de la conférence ministérielle des pays sous-développés sur les matières premières, les pays producteurs de matières premières autres que le pétrole paraissent décidés à soutenir les positions de l'OPEP face aux pays consommateurs. S'alignent sur la position exprimée par M. Layechi laker, ministre algérien du commerce, ils n'accepteront la proposition de M. Giscard d'Estaing de réunir une conférence internationale que dans la mesure où la question des matières premières autres que le pétrole sera inscrite à l'ordre du jour.

Cela dit, on ne saurait déduire de cette prise de position que s'est soudé à Dakar un bloc sans faille. PIERRE BIARNES.
(Lire la suite page 35.)

M. Sudreau remet son rapport sur la réforme de l'entreprise

Le gouvernement fera son choix dans les deux mois. M. Pierre Sudreau, président du comité chargé d'étudier une réforme de l'entreprise, devait remettre, ce vendredi 6 15 h. 30, son rapport au président de la République et à 16 h. 30 à M. Chirac. Le document, de quelque cent quatre-vingt pages, ne sera rendu public que le jeudi 13 février, pour laisser aux pouvoirs publics le temps de l'examiner avant toute réaction de l'opinion. C'est dans deux mois que le chef de l'Etat et le gouvernement arrêteront les positions à cet égard et mettront au point les projets de loi-cadre qui retiendront tout ou partie des propositions du comité.

Si le rapport Sudreau reste secret, on peut cependant avoir une certaine idée de son contenu, en parcourant les textes qui ont servi à sa préparation. Les conclusions des groupes spécialisés de réflexion réunis par M. Sudreau engagent notamment la possibilité pour les entreprises de confier aux représentants du personnel un tiers des sièges des conseils d'administration (ou de surveillance), un changement de cadre pour l'organisation du travail dans les ateliers et les usines, un meilleur partage des fruits de la croissance entre actionnaires et salariés, enfin des voies de recours nouvelles pour les représentants du personnel en cas de difficultés de l'entreprise.

Bien que le secret soit strictement maintenu sur le contenu du rapport que M. Sudreau a présenté au président de la République, on peut s'en faire une idée approximative en lisant les documents de synthèse préparés pour résumer les propositions de douze groupes de travail et de réflexion qui se sont réunis depuis le mois de juillet. Il convient cependant de demeurer prudent dans l'interprétation de ces textes (principes confidentiels — puisqu'ils ne laissent pas le comité Sudreau, qui probablement, en a également tenu compte. Le comité a d'ailleurs procédé à l'autorisation directe des représentants des groupements professionnels ou syndicaux dont il a retenu certaines suggestions.

Pour le groupe, toute organisation jugée représentative dans l'entreprise ou l'établissement doit pouvoir présenter des candidats, qu'ils appartiennent ou non à une centrale considérée comme représentative à l'échelon national. Il suggère d'encadrer les normes minimales des crédits d'heures accordés aux représentants du personnel dans les grandes entreprises et une meilleure protection des élus, notamment contre les licenciements.

Le comité d'entreprise pourrait voir ses attributions économiques accrues. L'assistance d'un expert-comptable serait généralisée dans les sociétés à responsabilité limitée. Un tableau de bord économique détaillé (recouvrant notamment les programmes d'activité, les changes de travail prévus, l'analyse de l'évolution des marchés, etc.) devrait être fourni tous les trois mois au comité d'entreprise, qui recevrait aussi un « bilan social » semestriel faisant apparaître en particulier l'évolution des rémunérations, les règles de promotion et leurs résultats, le bilan des programmes de formation, etc.

JACQUELINE GRAPIN.
(Lire la suite page 35.)

Au Portugal
de plus économique prévoit
aux petits entrepreneurs
et aux exploitants agricoles

De notre correspondant
L'Assemblée de l'Union nationale des agriculteurs portugais a voté ce vendredi 6 février, à Lisbonne, une loi qui vise à améliorer la situation économique des petits entrepreneurs et des exploitants agricoles. Cette loi prévoit notamment des mesures de soutien financier et technique pour ces catégories de producteurs. Elle vise également à faciliter l'accès au crédit et à promouvoir des formes nouvelles de coopération agricole.

525.21
Gratuit
Tous
appartient

525.21
Gratuit
Tous
appartient

525.21
Gratuit
Tous
appartient

525.21
Gratuit
Tous
appartient

AU JOUR LE JOUR SUR LES QUAIS

En déclarant au château de la Muette que leurs propositions constituaient un « préalable absolu » aux négociations avec les pays producteurs d'énergie, les Américains renouvellent le genre consistant à imposer des protections singulières qui donnent le choix entre l'esclavage et la misère.

MITTERRAND
la paille et le grain
TOUT EST SUJET A REFLEXION
LA PAILLE COMME LE GRAIN.
FLAMMARION
COLLECTION LA ROSE AU POING.
La pensée socialiste dans l'actualité.

MATO-GROSSO, western brésilien

I. — TERRES EN TRANSÉ
De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE
Sao-Felix-de-Araguaia. — Serzo : le mot, au Brésil, est encore plein des ténèbres de l'antévilain. L'intérieur sauvage et inhospitalier, l'immense monotonie verte ou grise du Brésil, baignée de fleuves, vibrante d'insectes, suante de fièvres, fêlée d'Indiens.

UNE CULTURE ORIGINALE
La personnalité galloise
An cours de la présente législature, le gouvernement de M. Harold Wilson sera appelé à se prononcer sur la compétence dévolue au Parlement du Pays de Galles, ainsi que sur ses modalités d'exercice. Les revendications galloises se fondent essentiellement sur la sauvegarde d'une culture originale.

L'INDRE-ET-LOIRE : La douceur et la difficulté de vivre
« Le Monde » publie samedi (éditions datées 9-10 février) un supplément de quatre pages sur le département d'Indre-et-Loire.

AFRIQUE

LA RÉBELLION EN ÉRYTHRÉE

L'armée éthiopienne aurait repris le contrôle d'Asmara

Les combats se poursuivent dans la province

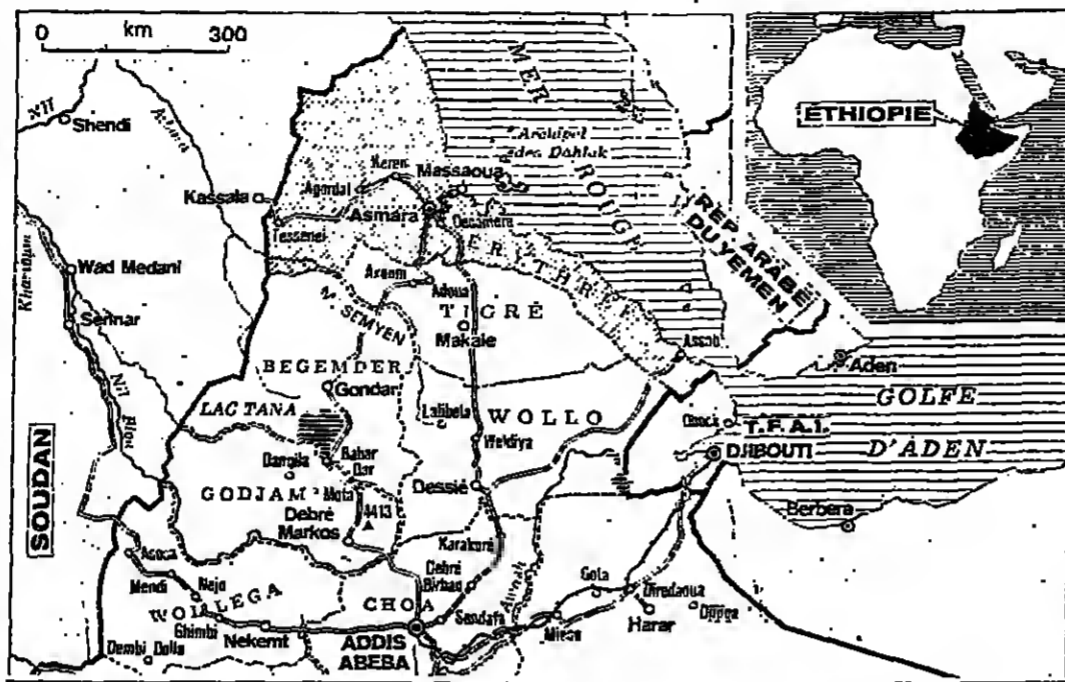
Le calme a régné jeudi 6 février à Asmara, chef-lieu de l'Érythrée, où l'armée éthiopienne paraît contrôler la situation. Une quinzaine de chars et de voitures blindées, venus d'Addis-Abeba, ont réussi à rejoindre la ville, qui est presque encerclée par les maquisards. Un détachement de parachutistes est également venu renforcer la garnison.

Les combats se sont déplacés vers le nord. Les gouvernements s'efforcent, vendredi matin, d'établir leur jonction avec la garnison de Keren, à 80 kilomètres au nord-ouest d'Asmara. Cette garnison, complètement isolée, se trouverait dans une situation critique. Jusqu'ici, cependant, les forces gouvernementales, appuyées par l'artillerie et l'aviation, ne sont pas parvenues à déloger les rebelles des positions qu'ils ont installées à une dizaine de kilomètres au nord d'Asmara.

Les combats auraient provoqué jusqu'ici la mort de plus de mille personnes, parmi lesquelles de nombreux civils. L'aviation éthiopienne aurait ouvert le feu, à Asmara, sur des rassemblements de population et grand nombre de personnes se seraient réfugiées dans les églises de la ville. Selon les témoignages des réfugiés étrangers, qui affluent depuis jeudi à Addis-Abeba, la population est largement acquiescente à la cause des rebelles, et de nombreuses défections ont été enregistrées, tant dans l'administration que dans la police. Des centaines de jeunes garçons et filles, ont rejoint les combattants du Front de libération.

D'après des témoins, la situation sanitaire serait catastrophique. Les hôpitaux manquent de sang, de plasma, de médicaments, d'eau et de nourriture. De source diplomatique digne de foi, on indique que la Croix-Rouge internationale n'a pas été autorisée par les autorités d'Addis-Abeba à se rendre à Asmara. Les organisations de secours se trouvent ainsi bloquées dans la capitale éthiopienne.

Les forces armées éthiopiennes manqueraient d'armes, de munitions et d'essence et leurs pertes



en hommes et en matériel seraient élevées. Le gouvernement éthiopien aurait adressé une requête aux États-Unis pour demander des armes. Faisant allusion à cette démarche, M. Woldeab Wolde-Mariam, président de la mission étrangère du Front de libération de l'Érythrée, a déclaré jeudi au Caire : « L'armée éthiopienne a un besoin désespéré d'armes et de munitions. Les autorités éthiopiennes se sont adressées en premier aux États-Unis et ont été refusées à adresser également à l'Union soviétique et à la Chine. Si les États-Unis ne leur donnent pas satisfaction, nous demandons à ces trois grands puissances de ne pas intervenir. Les États-Unis ont été inamicaux dans le passé, ils ont soutenu injustement la jédoirisme de l'Érythrée avec l'Éthiopie, et ont empêché les Éthiopiens de la réaliser en leur

journalisant du matériel militaire. Nous ne désirons cependant pas juger les Américains pour ce qu'ils ont fait dans le passé, nous les jugerons selon leur attitude dans le présent et l'avenir. » Quant à l'U.R.S.S., a poursuivi M. Wolde-Mariam, alors qu'il était auparavant favorable à la cause érythréenne, son attitude actuelle est pour le moins ambiguë. Le gouvernement éthiopien, de son côté, est vivement préoccupé par les livraisons d'armes et de munitions aux rebelles, qui disposent notamment de missiles à sol-air. Sam T. de fabrication soviétique. On estime, à Addis-Abeba, que l'essentiel de cet approvisionnement transite par le Soudan, pays qui, dans le passé, avait joué un rôle de médiateur entre le gouvernement éthiopien et le Front de libération de l'Érythrée. Le conseil militaire éthiopien a en-

voqué, jeudi, une délégation à Khartoum, qui a été reçue par le président Nemely. Les difficultés paraissent s'accroître pour le Conseil militaire, qui s'inquiète des conséquences possibles de la guerre civile sur l'attitude des Érythréens habitant Addis-Abeba, dont le nombre serait de deux à trois cent mille. Jusqu'ici, cette population reste sur le respectueux, et l'on ne signale pas d'arrestations. Cependant, des rumeurs persistent quant à l'état de la construction de trois camps de détention dans la région d'Addis-Abeba, qui seraient destinés à regrouper les Érythréens de la capitale. Ces rumeurs ont été formellement démenties par les dirigeants éthiopiens. On signale enfin une recrudescence des rixes paysannes dans la région du Menz, au nord de la capitale. — (A.F.P., A.P., U.P.J., Reuter.)

Rhodésie

Les nouveaux pourparlers de Dar-Es-Salaam pourraient ouvrir la voie à une conférence constitutionnelle

Un moment où se tient à Dar-Es-Salaam, capitale de la Tanzanie, une conférence au cours de laquelle les présidents Khama (Botswana), Nyerere (Tanzanie) et Kaunda (Zambie) discutent de l'avenir politique de la Rhodésie avec les représentants des mouvements nationalistes africains de ce pays, on apprend à Salisbury que quarante-cinq guerilleros ont été tués au cours de combats entre factions rivales du Zimbabwe African National Union (ZANU). Les incidents ont eu lieu au camp de Chifambo, situé au Mozambique, et auraient opposé des combattants divisés sur l'attitude à adopter vis-à-vis du cessez-le-feu.

De notre envoyé spécial

Dar-Es-Salaam — Dans l'impassé depuis plusieurs semaines, la négociation d'un règlement du problème rhodésien semble relancée. Après de sérieux marchandages, M. Ian Smith accepterait désormais la réunion, à Salisbury, d'une conférence constitutionnelle. C'est l'impression qui prévaut, vendredi 7 février, alors que les dirigeants africains discutent à la maison d'État de Dar-Es-Salaam.

Danses, drapeaux, banderoles, multitude d'écobiers, les Tanzaniens ont réservé un accueil chaleureux et coloré à leurs invités de vingt-quatre heures. Le président Julius Nyerere a accueilli à l'aéroport, jeudi, ses deux vieux collègues, les présidents Khama, du Botswana, et Kaunda, de Zambie, ainsi que les dirigeants de l'African National Congress du Zimbabwe (Rhodésie), Mgr Muzorewa, M. Joshua Nkomo et le révérend Sithole.

La veille, à Salisbury, une délégation de nationalistes africains s'était entretenue pendant deux heures avec le premier ministre rhodésien lui-même, pour la première fois depuis l'accord sur le cessez-le-feu du 11 décembre dernier. L'avant-veille, les trois principaux conseillers de M. Smith avaient fait le voyage de Lusaka pour y rencontrer le président Kaunda en trois jours.

Au moment où la tournée, apparemment peu fructueuse, de M. Smith dans la région prendrait fin, le président Nyerere avait lancé un avertissement sans nuances au régime de M. Smith, affirmant que si ce dernier continuait de priver les Africains de Rhodésie de leurs droits, la mino-

rité blanche serait confrontée à une guerre impitoyable. Ces nouvelles ne semblent pouvoir obtenir des nationalistes africains de Rhodésie qu'ils transigent sur le principe d'un gouvernement conjugué avec les Africains, mais de moins dans un avenir pas trop lointain. Or, M. Smith s'est refusé jusqu'ici à offrir publiquement aux Africains plus qu'une association.

Les discussions de Dar-Es-Salaam porteraient sur la libération de tous les détenus politiques africains, une amnistie générale, la levée de l'état d'urgence, le rétablissement des libertés politiques, ainsi que la levée de l'interdiction qui trappe le Zimbabwe African National Union (ZANU) et le Zimbabwe African People's Union (ZAPU).

Une fois le cessez-le-feu observé sur le terrain, une conférence constitutionnelle serait convoquée pour fixer l'avenir du pays. Sur le principe d'un gouvernement majoritaire à terme, les consultations discrètement engagées entre Salisbury, Pretoria et Lusaka semblent avoir permis de surmonter quelques obstacles. Malgré les démentis, M. Smith paraît avoir été à nouveau pressé par ses alliés sud-africains de faire un geste, ce qu'il a fini par consentir en acceptant de recevoir une délégation de l'A.N.C.

Certains estiment cependant à Dar-Es-Salaam que, le premier ministre rhodésien n'ayant fait aucune concession, va poursuivre des manœuvres dilatoires et tenter de diviser ses adversaires africains, puis depuis le 7 décembre dernier au sein de l'A.N.C. — (A.F.P.)

JEAN-CLAUDE POMONTI

Océan Indien

Madagascar

Le parti socialiste estime que la nomination du nouveau chef de l'État est anticonstitutionnelle

Tananarive (A.F.P.). — La première réaction émanant d'un parti politique, après la remise du pouvoir par le général Ramanantsoa au colonel Ratsimandrava, mercredi 5 février, a été celle du parti socialiste malgache (P.S.M.) de l'ancien président Tsiranana. Dans un communiqué, le P.S.M. dénonce ce qu'il appelle « une violation de la Constitution ». La nomination du colonel Ratsimandrava est « anticonstitutionnelle », affirme le P.S.M. selon lequel « seule la présidence est prévue et non le remplacement définitif ». La remise des pleins pouvoirs au colonel Ratsimandrava, ajoute-t-il, « est bel et bien une démission » du général Ramanantsoa. Dans ce cas, conclut le P.S.M., « seule la voix du peuple est souveraine ».

Cependant, la nouvelle équipe gouvernementale se présente dans un certain équilibre entre les civils et les militaires : sur sept membres, elle compte sept officiers sortis de grandes écoles et neuf civils, parmi lesquels six techniciens et trois membres du Conseil national populaire du développement (C.N.D.P.). En revanche, il y a une nette prédominance des éléments issus des régions côtières. Plus des deux tiers des ministres sont originaires de ces provinces, où vivent, il est vrai, 60 % des habitants.

Les raisons de l'éviction du capitaine de frégate Didier Ratsiraka

Le Monde

- publiera demain son supplément hebdomadaire
- LE MONDE ADOURÉ/ODI
- Entre quatre murs : Scènes de la vie conjugale, par Jean-François SIA.
- Petites annonces : cours solitaires et chauds lapins, par Gabrielle BOLIN.
- Au fil de la semaine : La sandomanie, par Pierre VILANSON-Font.
- Voyages : La Chine à petits pas.
- La géographie : Crise de l'homme-habitant, par Maurice LE LANC.
- La vie du langage, par Jacques COLLARD.
- RADIO-TELEVISION : Trois regards sur le Pain noir, par Jacques SICLER, Martin EYRA et Claude SARRAUTE.

DIPLOMATIE

M. Rumor à l'Élysée

LA FRANCE ET L'ITALIE CONSTATENT L'« IDENTITÉ DE LEURS ASPIRATIONS »

M. Mariano Rumor, ministre italien des affaires étrangères, poursuit ce vendredi 7 février ses entretiens avec son collègue français, M. Sauvagnargues. Jeudi, les deux ministres ont eu un premier entretien, qui a été suivi d'un déjeuner d'amicable. M. Rumor, bien que rien n'ait été dit de ces échanges de vues auxquels seuls assistaient les deux ambassadeurs, MM. Malraux et Lucret, on sait que rattachent les politiques des deux pays ont été aussi concordantes. Il n'existe aucun contentieux dans les relations bilatérales, et les vues des deux gouvernements sont très proches aussi bien à l'égard des problèmes européens (« renégociation britannique » que des problèmes internationaux (conflict du Proche-Orient, dialogue euro-arabe).

Pour les problèmes communautaires, il s'agit essentiellement de la renégociation britannique et de la fixation des prix agricoles : les ministres de l'Agriculture de la Communauté tiendront une réunion consacrée à ce sujet les 10 et 11 février à Bruxelles. D'autre part, les neuf ministres des affaires étrangères se réuniront le 13 février à Dublin.

Recevant M. Rumor à dîner, M. Sauvagnargues a notamment déclaré jeudi soir : « Depuis la période originelle de Gaspéri, Adenauer, Schuman, les relations franco-italiennes ont été et restent objectives, mais aussi la volonté de réussir. Dans ce monde trouble, nous avons les mêmes aspirations. » « Vous avez interprété non seulement mon opinion, mais celle des personnes ici présentes », a répondu M. Rumor, qui a défini ce qu'il a appelé « les trois cercles de la politique italienne » : celui de l'amitié franco-italienne, le « cercle européen » et la Méditerranée.

M. ETIENNE MANACHE, ambassadeur de France en Chine pendant près de six ans, est rentré jeudi 6 février en France. Avant d'achever sa mission à Pékin, il avait été reçu en audience par M. Teng Hsiao-ping, vice-premier ministre. Mardi, le ministre des affaires étrangères, M. Chloé Kuan-hua, avait offert un dîner en l'honneur de l'ambassadeur de France.

A Belgrade

Les parlementaires des pays européens réclament la conclusion rapide au niveau le plus élevé de la conférence sur la sécurité

De notre envoyé spécial

Belgrade. — A en juger par les résultats de la dernière conférence interparlementaire sur la coopération et la sécurité européennes qui s'est terminée le 6 février à Belgrade après une semaine de débats, ce ne sont pas les parlementaires des pays représentés à la C.S.C.E. (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) qui s'opposent à ce que cette conférence se termine rapidement au niveau le plus élevé.

Les vingt-cinq pays européens qui participent à la conférence de Belgrade avec les États-Unis et le Canada ont adopté à l'unanimité un texte qui va dans ce sens.

L'agence Tass et le département d'État ont annoncé, jeudi 6 février, que le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko, et le secrétaire d'État américain, M. Kissinger, se rencontreront à Genève les 16 et 17 février.

Les entretiens prendront place à l'issue de la tournée de M. Kissinger au Proche-Orient, qui commencera le dimanche 9 février. M. Kissinger se rendra d'abord en Israël (lundi soir 10 février), puis en Égypte (le 12), en Syrie (le 13), à nouveau en Israël (le même jour), en Jordanie (le 14) et en Arabie Saoudite. Le 16 février, il partirait pour Bonn, et de là il ira à Genève, puis à Londres et à Paris, avant de regagner Washington le 19 février.

Les gouvernements ouest-allemand, britannique et français seront ainsi mis directement au courant par le secrétaire d'État des résultats de ce nouveau voyage au Proche-Orient, qui vise essentiellement à permettre la conclusion d'un accord intermédiaire entre Israël et l'Égypte. Les rencontres avec M. Gromyko, prenant place à Genève, pourraient permettre de faire alors le point sur les possibilités de reprise dans cette même ville de la conférence sur le Proche-Orient, qui constitue l'un des objectifs essentiels de la diplomatie soviétique.

D'autre part le sous-secrétaire

de l'État chilien aux affaires étrangères, M. Valdes Fuga, a annoncé jeudi que M. Kissinger irait en visite officielle au Chili en mars.

M. RABIN : « La clé de la paix se trouve dans nos relations avec l'Égypte »

A quelques jours de la visite du secrétaire d'État, le premier ministre israélien, M. Rabin, a précisé à nouveau jeudi la position de son gouvernement sur un règlement au Proche-Orient.

Devant les étudiants de l'Institut polytechnique d'Haïfa, M. Rabin a déclaré : « La clé de la paix au Proche-Orient se trouve dans nos relations avec l'Égypte. Les territoires détenus dans le Sinaï nous permettent de prendre des risques afin d'atteindre la paix avec ce pays. Mais il faut d'ores et déjà qu'il soit évident qu'un accord ne sera pas seulement d'ordre militaire, il devra constituer un pas substantiel vers un règlement politique. » « Certes, toute concession comporte un risque », a ajouté M. Rabin, « mais il n'existe pas d'autre démarche vers la paix. Toutefois, quelle que soit notre volonté de céder une grande partie des territoires, nous ne renoncerons jamais aux frontières d'avant la guerre des Six jours. » — (A.F.P.)

bases étrangères », comme le demandaient les Roumains. En ce qui concerne l'Est, on ne peut accepter, les pays de l'Est ont accepté de se prononcer pour « l'élargissement de la libre circulation de la formation » et pour « l'accès à l'information afin de promouvoir la compréhension et la confiance internationales ».

Cependant, les pays de l'Est se sont heurtés au refus de leurs collègues de l'Ouest et de plusieurs pays neutres ou non alignés d'envisager « suite » à cette conférence. Les Neuf refusent de prévoir la création d'un organisme chargé, après la fin de la conférence, de surveiller l'application des accords conclus et d'en préparer éventuellement l'extension. La France, notamment, estime qu'il convient d'abord de constater si ces accords sont correctement exécutés. C'est seulement après, dans trois ans par exemple, qu'il sera possible de juger si on peut aller plus loin.

A Belgrade, les pays de l'Est ont soutenu vigoureusement une proposition finlandaise pour l'organisation en 1977 d'une troisième conférence interparlementaire et pour la réunion à l'avenir de telles assemblées sans intervention de l'Union parlementaire, qui avait convoqué les deux premières conférences sur la sécurité européenne. La suggestion finlandaise a été catégoriquement rejetée.

CE REFS D'INSTITUTIONNALISER une conférence interparlementaire européenne est dû essentiellement semble-t-il au désir de ne pas affaiblir le caractère mondial de l'Union interparlementaire et d'éviter la multiplication des assemblées pour ne pas provoquer un phénomène de saturation et de rejet. Il s'explique aussi par la volonté de ne pas réduire le rôle du Conseil d'Europe, qui ses membres les plus libéraux souhaitent ouvrir aux pays de l'Est. L'ouverture a été timidement esquissée au dernier moment par M. Minifé, ministre yougoslave des affaires étrangères.

A cet égard, il est significatif que la bataille contre la proposition finlandaise ait été menée par M. Vedovato, président italien de l'Assemblée consultative de Strasbourg. Bref, la compétition pour une future assemblée de la grande Europe a déjà commencé à Belgrade.

JEAN SCHWGBEL

سكنا في الراجل

سكنا من الامل

PROCHE-ORIENT

APRÈS AVOIR FUI LES RAIDS DE REPRÉSAILLES ISRAËLIENS Les habitants du Liban du Sud envisagent de réintégrer leurs foyers

De notre correspondant

Kfar-Choubat. — Il n'y avait pas une semaine que les habitants du Liban du Sud avaient fui les raids de représailles israéliennes, quand nous sommes allés rendre un compte rendu de la situation. Les habitants du Liban du Sud envisagent de réintégrer leurs foyers, mais sous réserve que les conditions de sécurité soient satisfaisantes. Les habitants du Liban du Sud envisagent de réintégrer leurs foyers, mais sous réserve que les conditions de sécurité soient satisfaisantes.

Libres opinions

CHANTAGE OU DÉTONATEUR ?

par CLAUDE BOURDET

L'INTERVIEW d'Henry Kissinger à Business Week, le 2 janvier, a officialisé l'idée d'une invasion des champs de pétrole. Mais auparavant, un article de U.S. News World Report, du 2 décembre, et un autre de Jack Anderson, paru dans plusieurs journaux le 17 décembre, évoquaient déjà ce projet. Une étude de R. W. Tucker, parue dans le numéro de janvier de la revue Commentary, organe de l'American Jewish Committee, et examinée les conditions de l'invasion, l'estimait facile. Le 20 décembre, un débarquement expérimental de deux mille « Marines », sur les côtes de Sardaigne, était filmé par la TV française. Le film, était projeté en France le 9 janvier. C'était, disaient les officiers devant la caméra, une expérience pour une éventuelle invasion des champs de pétrole, la troisième répétition depuis octobre. Enfin, le prêt du camp de Canjuers aux Américains par la France répond au même besoin d'entraînement. Depuis lors, les controverses dans la presse américaine montrent qu'il ne s'agit pas d'un jeu. Des généraux et des amiraux cités par Drew Middleton, dans le New York Times, ont défini l'opération comme « réalisable, mais politiquement désastreuse ».



de six enfants, incapable de résister aux assauts, l'Etat hébreu préfère ignorer cette réalité flagrante de la souveraineté nationale.

Ces hommes et ces femmes qui s'insurgent contre la passivité du pouvoir israélien méritent une reconnaissance paléstinienne, et ce d'autant plus que la cause de M. Yasser Arafat, et ses partisans, est celle de nos vies et de nos biens. La plupart des maisons de Kfar-Choubat ont été détruites, la dynamique ou endommagées par des obus. Plusieurs toits ont été éventrés par des roquettes. Des centaines de personnes ont été blessées, et des milliers de personnes ont été déplacées.

Une section départementale de l'Association nationale France-Israël, vient de se constituer à Marseille. Le comité directeur comprend le professeur Ivan G. Beltrami, stomatologue, président; MM. Chaurouh et Bardi, vice-présidents; Jean-Claude Bruin, secrétaire général; siège social: 88, rue Saint-Ferréol, Marseille (13008).

AMÉRIQUES

Pérou

LE CALME REVIENT LENTEMENT A LIMA • Les émeutes ont fait cent morts • La police annonce six cents arrestations

Lima (A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.). — Un calme relatif était revenu jeudi 6 février dans la soirée à Lima au lendemain des graves émeutes qui ont fait, selon un communiqué officiel, sans compter de morts et de très nombreux blessés. La police a précisé, de son côté, que le nombre des arrestations s'élevait à six cents.

qui remplirent le général Roberto Acosta, dont la démission était exigée par les grévistes, a dénoncé l'exploitation des troubles « par des éléments cherchant à créer la division ». Il a ajouté que la garde civile, forte de sa tradition civique, ne pouvait accepter que des éléments qui lui sont étrangers tirent parti de la situation à des fins subversives. La grève de la police, ignorée

tout aux patrouilles motorisées, s'étaient installés dans une caserne du quartier populaire de la Victoria. Mardi vers midi, les correspondants avaient été avertis qu'ils ne devaient pas transmettre de dépêches sur la grève car elle affectait la « sécurité ». Dans la matinée de mercredi, un détachement de l'armée prenait d'assaut la caserne, où la fusillade dura deux heures, tandis que la foule, profitant de l'absence de police dans les rues, envahissait le centre. Les magasins étaient pillés bien que l'armée ait ouvert le feu sur les groupes de personnes qui emportaient leur butin.

FERMETURE DES BUREAUX DE L'AGENCE REUTER

Lima (A.F.P.). — Les bureaux de l'agence Reuter à Lima ont été fermés jeudi soir par la police. Le correspondant de l'agence, M. Patrick Barkley, a été arrêté, et le gouvernement a déclaré qu'il serait expulsé. Des scellés ont été apposés sur les locaux de l'agence. Reuter a affirmé que l'agence n'avait pas d'informations qui démentiraient la réalité et présentait une image faussée et alarmante.

Les observateurs ont constaté le vide politique qui règne dans le pays. Aucun secteur civil ne s'est manifesté en faveur du régime du président Velasco Alvarado, sauf la Confédération générale des travailleurs (de tendance communiste).

Deux journalistes français, Nicole Bonnet et André Blondet, appréhendés dans la soirée de jeudi, ont été relâchés peu après. Ils ont déclaré avoir été traités avec courtoisie.

Quant à la masse des manifestants, elle venait en majorité des bidonvilles où vivent des chômeurs descendus des Andes dans l'espoir de trouver une vie meilleure dans la capitale.

Etats-Unis

Le sénateur Jackson annonce sa candidature à l'élection présidentielle de 1976

De notre correspondant

Washington. — Le sénateur Jackson a fait, jeudi soir 6 février, officiellement acte de candidature à l'investiture du parti démocrate pour l'élection présidentielle de 1976. Ses ambitions étaient connues depuis longtemps. Les milieux politiques le placent déjà nettement en tête dans la course à l'investiture. Ses concurrents actuels sont Carter (George), l'ancien gouverneur de Géorgie, l'ancien sénateur d'Oklahoma et le représentant Udall (Arizona). Cependant, les observateurs s'interrogent sur la sagesse de cette décision. Certains, les présidents montrent qu'un prompt départ « laissant les rivaux sur place peut assurer le succès. Mais, était donnée sa personnalité controversée, les deux dernières du démocrate ne donnaient pas trop de temps à ses adversaires pour s'organiser et se coaliser contre celui qui était le favori à la présidence.

A soixante-deux ans, après deux tentatives infructueuses, le sénateur Jackson n'avait pas manqué cette dernière chance de devenir candidat du parti démocrate, avec l'espoir, justifié par les derniers sondages (il est pressenti à égalité avec le président Ford) d'être élu en 1976. Sa candidature a été préparée avec l'application et le soin qui caractérisent cet homme qui ne laisse rien au hasard.

De notre correspondant

ment libéraux démocrates renforcée par les élections de novembre dernier et bien décidés à lui barrer la route. Mais, homme d'expérience (trente-quatre ans de vie parlementaire), parti le premier, disposant d'une belle organisation et d'une caisse électorale bien garnie, le sénateur Jackson bénéficie aussi indirectement de la pénurie de personnalités marquantes et attractives au sein du parti démocrate. Sa fortune politique dépendra beaucoup de la situation internationale, son crédit, quelque peu entamé par la réaction soviétique au « trade bill » et qui peut s'ensuivre pour l'immigration des juifs soviétiques, reste grand. Une reprise de la guerre froide ne pourrait que le favoriser.



Dale Carnegie, fondateur

L'appui des syndicats

Le sénateur Jackson a mené une campagne bruyante à la politique gouvernementale. Cette tactique a donné des résultats dans la mesure où il a réussi à rallier les adversaires de l'accord républicain, et notamment ceux du secrétaire d'Etat M. Kissinger. « La guerre des deux Henry » a évolué vers des fortunes diverses. Le sénateur peut compter sur l'appui des grands syndicats d'un certain nombre de post-gradés de la guerre froide, de libéraux mécontents de la diplomatie de M. Kissinger jugée trop conciliante envers l'Union soviétique, et surtout de la majorité de la grande fédération inter-syndicale de l'A.F.L.-C.I.O. et de son leader, M. Meany, nationaliste protectionniste et anti-soviétique déclaré.

Le sénateur Jackson a mené une campagne bruyante à la politique gouvernementale. Cette tactique a donné des résultats dans la mesure où il a réussi à rallier les adversaires de l'accord républicain, et notamment ceux du secrétaire d'Etat M. Kissinger. « La guerre des deux Henry » a évolué vers des fortunes diverses. Le sénateur peut compter sur l'appui des grands syndicats d'un certain nombre de post-gradés de la guerre froide, de libéraux mécontents de la diplomatie de M. Kissinger jugée trop conciliante envers l'Union soviétique, et surtout de la majorité de la grande fédération inter-syndicale de l'A.F.L.-C.I.O. et de son leader, M. Meany, nationaliste protectionniste et anti-soviétique déclaré.

Sachez parler en public dans 4 mois

EXPRIMEZ VOS IDEES. Développez assurance et facilité de contacts. Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie. 100 % pratique, enseignée dans 35 pays. Des anciens du Cours Dale Carnegie vous renseigneront à la conférence d'information gratuite

Lundi 10 Fév. à 19h.

Hôtel Hilton, 18, av. de Suffren, 75015 Paris - Métro Bir-Hakeim.

Autres sessions à Bayonne, Bordeaux, Cannes, Grenoble, Lens, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nice, Nîmes, Pau, St-Etienne, Tarbes, Toulouse, Tours, ainsi que Bruxelles. Renseignements: G. Weyna, 864-81-08 et 864-82-32.

Rhodésie

Les pourparlers de Dar-es-Salaam pourraient ouvrir la voie à une conférence constitutionnelle

Dar-es-Salaam. — Les pourparlers de Dar-es-Salaam, qui ont débuté le 2 février, pourraient ouvrir la voie à une conférence constitutionnelle. Les pourparlers de Dar-es-Salaam, qui ont débuté le 2 février, pourraient ouvrir la voie à une conférence constitutionnelle.

Europe

Les européens réclament un niveau le plus élevé pour la sécurité

Les européens réclament un niveau le plus élevé pour la sécurité. Les européens réclament un niveau le plus élevé pour la sécurité.

AMÉRIQUES

Bolivie

La marge de manœuvre du président Banzer ne cesse de se rétrécir

La Paz. — Mécontentement quasi général, agitation dans les mines et les universités, détérioration des relations avec l'Église, dissensions dans l'armée : trois mois après la dernière tentative de coup d'État, le gouvernement du général Banzer se retrouve confronté à des difficultés croissantes. Depuis le début de l'année, le ministre de l'Intérieur a déjà dénoncé deux nouveaux complots, dans lesquels auraient été impliqués l'ex-président Hernán Siles Suazo, leader de l'aile gauche du Mouvement nationaliste révolutionnaire. Toujours selon les autorités, les anciens présidents Víctor Paz Estenssoro et Juan José Torres auraient également été impliqués dans la « conspiration » tentée à la mi-janvier par un Front démocratique d'unité nationale regroupant la plupart des partis de gauche.

En fait, les mesures prises le 9 novembre dernier par le général Banzer pour imposer un « nouveau ordre » à la Bolivie n'ont fait qu'accroître le caractère dictatorial et l'isolement du régime. Revenant sur sa promesse d'organiser des élec-

tions en 1975 et de se retirer, l'actuel président avait alors formé un cabinet entièrement militaire et déclaré que les forces armées se maintiendraient au pouvoir jusqu'en 1980. La proclamation du « nouvel ordre » a également entraîné la prolongation de l'état de siège, la suspension des activités des partis politiques et des syndicats, ainsi qu'une mise au pas de la presse. Au cours des dernières semaines, la découverte de « réserves » complètes a fourni aux autorités un prétexte commode pour opérer de nouvelles arrestations dans les milieux les plus divers. Après de longues recherches, les forces de l'ordre ont finalement réussi à appréhender l'ex-président Siles Suazo, revenu clandestinement en Bolivie, et qui vient d'être expulsé.

Come l'a montré le grève qui a éclaté dans les mines à la suite de l'occupation par l'armée de quatre stations de radio, le gouvernement ne parvient cependant pas à étouffer totalement le malaise qui couve dans la population. En 1974, la Bolivie a,

certes, vu augmenter ses recettes grâce à ses ventes de pétrole et de minerais, et le solde de sa balance des paiements a atteint 25 millions de dollars, ce qui constitue une nette amélioration par rapport aux années précédentes. Mais la dette extérieure du pays dépasse toujours le milliard de dollars, et en raison d'une inflation galopante, qui a été supérieure à 60 % l'an dernier, le pouvoir d'achat de la majorité des Boliviens s'est constamment dégradé.

De vives critiques ont d'ailleurs été adressées à la politique économique du gouvernement par la Commission bolivienne de Justice et Paix, dépendant de la hiérarchie catholique. Dans un document récemment publié à La Paz, cet organisme a accusé notamment les autorités de « favoriser des groupes économiques et des puissances privilégiées ».

Alors que le gouvernement se proclame « humain et chrétien », les relations avec l'Église se sont subitement tendues à la suite de divers incidents. Au début de janvier déjà,

l'archevêque de La Paz avait publiquement protesté contre l'attitude d'agents des services de sécurité qui avaient pénétré de force dans l'église épiscopale, pour tenter d'arrêter le conseiller de Justice et Paix. Ensuite, c'est le cardinal José Clemente Maturín en personne qui s'est officiellement élevé contre la fermeture de la station de radio Pie XII et l'arrestation de deux pères oblats canadiens.

Maia en dernier ressort, l'avenir du régime du général Banzer dépend de l'évolution du rapport des forces au sein de l'armée. Certains militaires par exemple seraient partisans d'un retour à la normalité constitutionnelle. Le général Banzer, à son retour au Palacio Quemado, a reconnu que « les menaces contre le régime étaient permanentes », mais, a-t-il ajouté, « l'unité des forces armées est indéfectible ». Après trois ans et demi de stabilité aussi précaire que relative, la marge de manœuvre du général Banzer ne cesse de se rétrécir. JEAN-CLAUDE BUHNER.

Paraguay

APRÈS LA DÉCOUVERTE D'UN COMLOT

Une vague d'arrestations frappe tous les milieux politiques

Correspondance

Asunción. — Une vaste opération d'arrestations a été lancée, depuis le mois dernier, cinq mille militaires et tout l'appareil de sécurité et de répression du régime du général Stroessner. En dépit d'une censure renforcée, des premiers éléments d'information ont été divulgués par l'agence d'opposition Agencia Noticias Paraguaya (A.N.P.). Pour l'A.N.P., les arrestations, les mouvements de troupes et les nombreuses rumeurs qui ont couru dans la capitale, Asunción, ont provoqué un climat de terreur « comparable à la guerre civile de 1947 ».

Le nombre des arrestations varie selon les sources, au début du mois de janvier, entre 800 et 1.200, le premier chiffre étant

avançé par le parti radical. Appartenant à l'opposition légale, ce parti semble, jusqu'à présent, assez peu touché par la répression. Paradoxalement, c'est dans les rangs du parti officiel Colorado que l'on compte le plus de détections. D'importantes personnalités du régime ont été jetées en prison.

L'opération a commencé avec la découverte fortuite, le 29 novembre 1974, à Asunción, d'une « prison du peuple » (le *« Muro »* daté 19-3 décembre 1974). À cette occasion, six étudiants étaient arrêtés et un fut tué. Dans un communiqué, la police déclarait : « nous dénonçons un complot extrémiste bénéficiant du soutien de l'Armée révolutionnaire du peuple (A.R.P.) argentine ». Toujours de source officielle, les aveux des six étudiants auraient permis de découvrir un complot qui devait commencer en janvier par l'enlèvement de trois ministres et de trois dignitaires du régime : le riche A. Napou (dont la fortune, selon l'A.N.P., est estimée à des centaines de millions de dollars), des bénéficiaires qui valent de nombreuses opérations de contrebande ; l'industriel Blas Riquelme et le beau-fils du dictateur, M. Dominguez Dibb, qui a la haute main sur les paris et les jeux de hasard du Paraguay.

78 kilos de gélinite pour le cortège présidentiel

S'inspirant de l'attentat qui a coûté la vie à Ramiro Carrero Blanco en Espagne, les six détenus auraient également voulu tuer le dictateur lui-même : une camionnette Volkswagen chargée de 78 kilos de gélinite devait exploser au carrefour Antequera et 25 de Mayo, au passage du cortège présidentiel.

La police aurait été surprise par la précision des préparatifs : seule l'existence de complots très haut placés expliquerait cette connaissance des habitudes et des itinéraires officiels. Immédiatement, la répression s'est prise au mouvement populaire Colorado (Mopoco), qui regroupe des dissidents du parti officiel. Des militants de ce parti, interdits par le régime, furent enlevés sur le territoire brésilien et l'un de ses dirigeants, le docteur Golburu, réfugié en Argentine, fut l'objet d'une autre tentative d'enlèvement. Il devait être présenté par la police paraguayenne comme le responsable du complot contre le régime.

Le parti Colorado n'a pas été épargné. Il compte, en effet, de nombreux sympathisants du Mopoco qui contestent le caractère gouvernemental pro-brésilien du régime Stroessner. Des militaires, des fonctionnaires et même des présidents de section du parti officiel ont été arrêtés par la police. La purge semble avoir également touché des secteurs hostiles au Mopoco, tels l'ancien ministre de l'Intérieur et le chef de la police, MM. Insfran et Candia. Vingt officiers supérieurs et de nombreux agents de la police secrète ont déjà connu le même sort. De véritables battues ont été organisées à l'intérieur du pays pour appréhender des dirigeants locaux.

Le local du parti révolutionnaire fédératif a été également envahi par la police et onze de ses militants arrêtés. Le gouvernement s'en est pris également aux dirigeants du Mouvement unitaire indépendant, MM. Cesar Zubilla et Oscar Rodriguez, et à de jeunes artistes, MM. Carlos Troche, Dario Elias, Antonio Peci de nombreux Paraguayens étudiant en Argentine, qui profitaient des vacances de Noël pour rentrer dans leur pays, ont également été appréhendés. La situation dans les campagnes — qui avaient connu, en octobre dernier, une vague de répression (deux cent cinquante arrestations) — est mal connue. On parle déjà, pour la capitale, de dix morts sous la torture. L'identité d'un seul d'entre eux, le lieutenant Lopez Quiñonez, est connue.

La police paraguayenne essaie de maintenir le secret sur cette opération — la plus importante depuis les purges de 1969. Elle a arrêté le secrétaire général du quotidien A.S.C. Color, qui avait mentionné l'arrestation de l'ancien ministre de l'Intérieur.

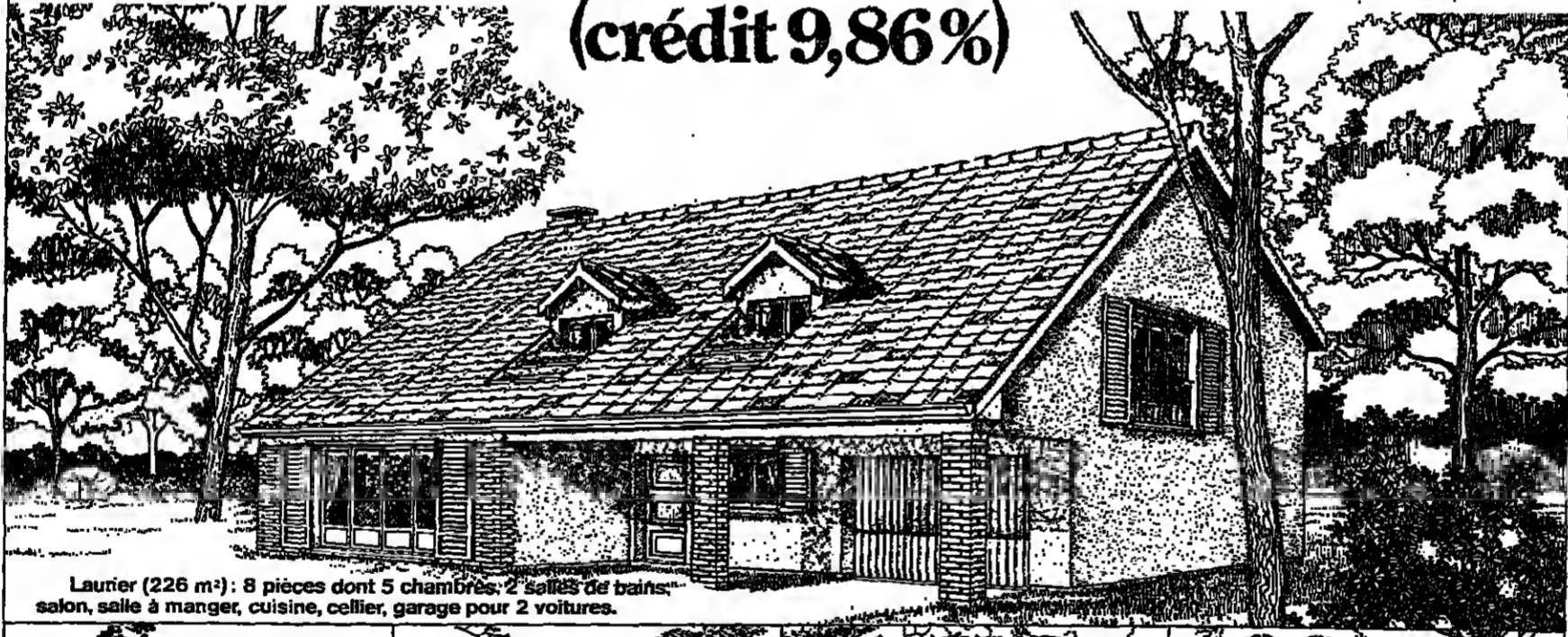
(Publique)

● SEXOLOGIE/POLITIQUE. Il peut encore rester quelques SEXPOL dans les kiosques, les gares, les drugstores et les bonnes maisons. Dans 150 villes et à Paris (centre). Mais le mieux est de s'abonner ! Un on, 10 numéros : 90 F. Le n° 2 (mars) a pour thème « Sexualité et médecine ». La Revue SEXPOL, B.P. 265, 75866 Paris Cedex 18

Grande ouverture d'un nouveau programme Kaufman & Broad à Soisy sur Seine.

Le Parc de Sénart Votre maison entourée des plus beaux chênes de France.

(crédit 9,86%)



Laurier (226 m²) : 8 pièces dont 5 chambres, 2 salles de bains, salon, salle à manger, cuisine, cellier, garage pour 2 voitures.

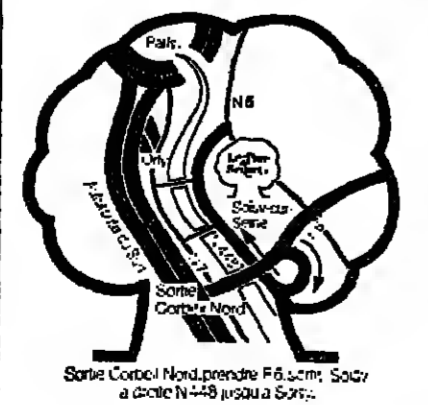
Nélier (157 m²) de plain pied : 6 pièces dont 4 chambres, 2 salles de bains, salon, cuisine, lingerie, cellier, garage pour 2 voitures. 313.800 F

Acacia (166 m²) : 7 pièces dont 4 chambres, 2 salles de bains, 1 cabinet de toilette, salon, salle à manger, cuisine, cellier, garage 2 voitures. 368.700 F

Erable (100 m²) : 6 pièces dont 3 chambres, salon, salle à manger, cuisine, salle de bains, wc, cellier et garage. 295.900 F

Gérard (141 m²) : 6 pièces dont 3 chambres, salon, salle à manger, cuisine, 2 salles de bains, lingerie, garage pour 2 voitures, petit. 276.500 F

...et un environnement vraiment exceptionnel.

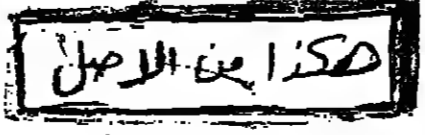


Des loisirs inimitables
Le Parc de Sénart, en bordure de l'une des plus belles forêts de France, offre des possibilités de promenade incommensurables. Cinq centres d'activités offrent la possibilité de pratiquer :
- le golf (club de 9 trous)
- le tennis (club de 12 courts)
- le canoë-kayak (club de 100 membres)
- le tir à l'arc (club de 100 membres)
- le tir sportif (club de 100 membres)
- le tir à l'arc (club de 100 membres)
- le tir à l'arc (club de 100 membres)

Une construction de qualité
Maison entièrement indépendante, habitable en permanence, chauffage central, isolation thermique et phonique renforcée, chauffage tout électrique (chauffage central, chauffage individuel), les maisons du Parc de Sénart sont toutes construites et réalisées dans la haute tradition de confort, de sécurité et de qualité Kaufman & Broad.

Venez visiter les 5 modèles de maisons du Parc de Sénart (toutes avec jardin et garage) de 10 à 20 ha, même le dimanche, le Parc de Sénart Chemin de l'Éclaircie, 91450 Soisy/Seine. Tél : 497.03.03

Kaufman & Broad: un style de vie



1516
822
1
869
+ 512
238
218
1042
218
1042

صكتان من الامل

AMÉRIQUES

Paraguay

LA DÉCOUVERTE D'UN COMplot

des arrestations dans les milieux politiques

Correspondant

Une vaste opération de police a été menée à Asunción, capitale du Paraguay, ces derniers jours. Elle a permis de découvrir un vaste complot visant à éliminer le président Stroessner.

Les services de sécurité ont arrêté plusieurs personnes impliquées dans ce complot. Parmi elles, des membres de la haute administration et des officiers militaires.

Le gouvernement a affirmé que ces arrestations étaient nécessaires pour garantir la stabilité du pays. Les personnes arrêtées ont été accusées de trahison.

Les autorités ont également saisi de nombreux documents liés à ce complot. Ces documents révélaient des contacts entre les personnes arrêtées et des agents étrangers.

Le président Stroessner a remercié le peuple paraguayen pour son soutien. Il a déclaré que le pays était sûr et que la démocratie était préservée.

Les arrestations ont été effectuées sans violence. Les personnes arrêtées ont été traitées avec respect. Elles ont été amenées à la prison de Asunción.

Le complot a été découvert grâce à l'efficacité des services de sécurité paraguayens. Cela démontre la capacité du pays à protéger sa souveraineté.

MATO-GROSSO, western brésilien

(Suite de la première page.)

Voilà, dans leurs villages appelés Serra-Nova, Serra-Nova, Ribeirão-Bonito, les défricheurs de la région. Nous sommes loin du Brésil côtier, avec ses plages généreuses et sa jactance. Ici, les visages sont de cendre, les regards alourdis par la malaria, les corps tout en os et en fièvre. Le sertanejo ou seringueiro d'un Grand Sud sortant du jeûne. Ses gestes sont rares, sa parole hêve — mais elle peut exploser.

A l'indien, il a emprunté la hutte et la culture sur brûlis. Ne connaissant pas la charrue, et encore moins l'engrais, il abat chaque année à la hache une

mière ville, c'est-à-dire du premier médecin. Sans courrier, sans voiture, l'eau puisée dans les ruisseaux quand il n'y a pas de puits, les lampes allumées au kérosène, le colon file au rouet de bois.

A quelques exceptions près, personne ne sait lire ou écrire. Malgré l'école, l'analphabétisme a un pouvoir de reproduction quasi illimité. Car l'école existe : une cabane ouverte aux poules et aux chèvres, qui attend que le groupe scolaire, en dur, soit terminé. Les enfants y vont deux ou trois ans, puis se désalphabétisent. Le journal, le livre sont inconnus. A la fin de la saison sèche, beaucoup d'écoliers ont la dor-de-olho, une inflammation des yeux et des

la transaction sans tenir compte des occupants des lieux, de ceux qu'on appelle posseiros parce qu'ils prennent possession de la terre sans en être les propriétaires. Il en est résulté une longue chaîne de violences.

A Santa-Anna, les paysans racontent comment la fazenda Abdalla, installée sur leurs champs, au bord du rio das Mortes, le fleuve des Mortes, les réduit aujourd'hui « à la famine ».

« Le grand nous a donné l'ordre de partir. Certains ont accepté les indemnités offertes : 1.000, 2.000 cruzeiros, une misère (21). La plupart ont refusé. Les policiers sont venus. Ils nous ont interdit de dépasser les enclos qui enferment nos vaches. L'un d'entre nous a eu sa maison, son champ brûlés, d'autres ont été menacés de mort. Depuis des mois, nous ne pouvons plus planter, nous sommes condamnés à l'indigence ! »

Et un posseiro de conclure, d'une phrase qui s'est fabriquée mais n'est pas :

« Nous sommes un peuple opprimé ».

A Serra-Nova, e Ribeirão-Bonito, dans tous les villages de posseiros, même scénario, mêmes plaintes. La fazenda est arrivée, avec ses tracteurs et ses avions. Elle est souvent gigantesque : Sula-Missa, société anonyme créée par une firme de São-Paulo, s'étend sur 570.000 hectares, la taille d'un département français. Les fazendeiros ont brûlé la forêt, planté de l'herbe, « fait du bœuf » à l'échelle industrielle. Et délogé les paysans.

d'entre eux ont été emprisonnés, frappés, tandis que leurs maisons étaient détruites au bulldozer. Les exemples abondent d'agriculteurs brutaux, vols, chasses. Ceux qui résistent reçoivent des intimidations à comparaître, à plusieurs centaines de kilomètres de chez eux, au commissariat de Barra-do-Garças, chef-lieu de la commune.

« Tout est fait pour les fatiguer, les obliger à partir, dit un avocat. La police militaire est corrompue. Elle obtient aux posseiros des terres ».

Face à la violence, le sertanejo est rarement pris au dépourvu. Il dispose d'un vocabulaire abondant, ancien, pour qualifier des états et des situations qui font partie, depuis longtemps, de son paysage mental. L'homme de main des fazendas, il l'appelle tour à tour pistoleiro, copanga, jaguato. Le maître de l'endroit est un mandochuca, un faiseur de pluies. Au sommet de l'oppression se trouve le tubarao, le requin. Le latifundiste qui s'empare des terres cultivées, et les « infeste » de pâturage, comme on dit dans la vallée, est un « requin ». Dans les conversations, le mot « requin » revient avec insistance — et avec naturel.

Pour faire comprendre que « Jésus est amour », un prêtre dira, pendant son sermon, que le Christ n'est pas un tubarao. A deux pas de la forêt amazonienne, c'est un véritable « Livre de la jungle » que les posseiros utilisent parfois quand ils racontent les brimades subies. Ainsi le fazendeiro, qui veut expulser un paysan, « fait le tigre » avec lui. Ou plus exactement le « jaguar », félin le plus connu dans la région.

Le sertanejo sait, sans le dire, que son histoire a toujours été tissée d'arbitraire. Il est l'héritier, pas si lointain, d'une société qui a d'abord traqué l'indien pour le réduire en esclavage, puis fondé

la richesse de ses plantations et de ses mines sur l'asservissement de noirs, lesquels ont été affranchis il y a moins d'un siècle. La structure latifundiaire a été imposée par l'immensité du territoire : pour administrer sa colonie, la cour de Lisbonne l'avait partagé entre ses chefs militaires, capitaines généraux, de régions où ils exerçaient une autorité de type quasi médiéval.

Un peu d'histoire et beaucoup de géographie suffisent donc aux yeux de certaines autorités à expliquer pourquoi la terre, au Brésil, n'a jamais cessé d'être « conflictuelle ». Depuis sa décou-

verte, le pays n'a-t-il pas toujours été à la conquête de lui-même, reculant, jour après jour ses frontières intérieures, sans cesse à la recherche de nouveaux espaces économiques ?

La marche vers l'ouest, les avancées vers le « lointain intérieur » ont entraîné des bandes d'aventuriers, de paysans sans terre, de jaguato, de victimes des sécheresses du Nord-Est, qui ont arraché la savane ou la forêt aux indiens avant de succomber, à leur tour, sous la loi du plus fort, c'est-à-dire des fazendeiros armés de titres de propriété, et protégés par leurs jaguato.



Le « Livre de la jungle » et de la violence

Dans le sud de la vallée, une société anonyme, la COREBRASA, a fait intervenir la police militaire contre des posseiros installés depuis quatre ans. Plusieurs

A quel étage ?

La dispute foncière a été compliquée par l'activité des spéculateurs, des grileiros, qui ont souvent vendu deux fois, voire trois fois les mêmes lots. « J'ai acheté une fazenda à Barra-do-Garças. — A quel étage ? » Racontée par l'hebdomadaire Veja, cette anecdote montre que les titres de propriété, dans le Mato-Grosso, arrivent à se « superposer ». L'absence de cadastre, la falsification des écritures facilitent les trafics. Dans plus de la moitié du Brésil, selon une carte de même hebdomadaire, des terres sont en litige. Parfois c'est le posseiro lui-même, assure-t-on, qui occupe sciemment une propriété privée dans l'espoir d'être expulsé... et indemnisé.

C'est pourquoi techniciens de ministères et hommes politiques montrent à l'égard de sertao et de ses problèmes, une résignation sceptique. Interrogé sur une révolte de posseiros, qui avait fait plusieurs morts, un député (gouvernemental) du Minas Gerais, M. José Bonifácio, nous répond :

« Vous avez, en France, des problèmes sociaux bien plus importants ? » Questionné sur le même sujet, un haut responsable du ministère de l'Agriculture répond par un proverbe : « Au Brésil, disputes de terres et disputes de terres ne finissent jamais ! »

Pourtant, la situation de la vallée de l'Araguaia ne laisse guère place au doute ni à la philosophie. Arrivés il y a vingt, trente ans, des petits hommes aux pantalons en loques, regardent sans comprendre les avions des fazendas jeter, pas loin de leurs pioches, des défoliants sur la forêt. Premiers occupants de la région, ils croyaient être des pionniers. Ils ne sont que des intrus, qui continuent de se saluer à la manière du sertao : « Comment ça va ? — Toujours vivant ! »

CHARLES VANHECKE.

Prochain article :
ARMÉE CONTRE EGLISE

parcelle de forêt, brûle le bois tombé à terre, et le centre fertile du sol où il cultive riz et maïs. Cette méthode éprouvée vite la terre, qui ne fournit guère plus de deux à trois récoltes, et doit retourner à l'état sauvage avant d'être, dix ou quinze ans plus tard, à nouveau brûlée et plantée.

Pilons en bois, râpe à manioc cloquée ou mur, provisions d'ail, de maïs, de cassavettes suspendues aux lances tressées qui forment l'ossature compliquée du rancho : on se croirait dans la case spacieuse et jaccassante de Macumama, le « héros sans caractère » de Mário de Andrade. Le lit est un hamac où dorment des marmottes plûtes de roquette, ou bien des hommes saisis par une « fièvre sauvage ». La grippe, la malaria, sont des « fièvres sauvages » : ici, elles durent plusieurs mois.

paupères. La plupart l'oussent. L'un a gardé une main paralysée à la suite d'une « fièvre ». Dès la petite enfance, le terrain est miné. Les intelligences s'arrêtent en cours de route.

« Pourquoi êtes-vous venu ici ?
La réponse est étonnante :
— Sous l'influence du monde ».

Quand il explique pourquoi il a quitté ses « pouilles » natales, le sertanejo dit souvent qu'il a été « influencé ». Celui-ci habite le Maranhão, dans le Nord : la terre ne lui appartenait pas. Alors il a marché vers l'ouest, comme le « monde » l'y incitait, parce qu'il avait entendu parler du Mato-Grosso comme de la terre promise. Serra-Nova est né, il y a quelques années, de ses espérances et de sa foi. A 180 kilomètres de la pre-

« A la chasse de Dame Meilleure »

Mêtré, le sertanejo parle pourtant une langue rare. Isolé par ses landes de l'évolution de la côte, il a changé le sens de certains verbes, modifié le nom des maladies, préservé les archaïsmes, les tournures littéraires du portugais colonial. Il ne vit pas, « il passe par la vie ». Il ne cherche pas à améliorer son sort, « il part à la chasse de Dame Meilleure ». Quand il manifeste ses sentiments, c'est avec pudeur : « l'heure des retrouvailles, mari et femme, père et enfants ne s'embrassent pas mais se touchent la main, du bout des doigts ».

La situation qui lui est faite pourrait l'amener à désespérer. Non ! Quant à lui l'on vent, sa gracieuse fille lui est chère : au moins se sent-il chez lui, producteur autonome, libre de toute soumission. Mais voilà que de nouveaux maîtres sont apparus. Des capitaines venus pour la plupart de São-Paulo ont été investis dans la vallée de l'Araguaia. Le sertao, qui semblait s'appartenir à personne, a été vendu en fait sur la carte, à des sociétés immobilières, puis revendu à des industriels incités à déduire de leurs impôts les sommes qu'ils placeraient dans l'élevage. En l'état de Mato-Grosso, propriétaire du sol, a fait

POURQUOI LES HOMMES MESURANT 1,80 m OU PLUS ET LES HOMMES FORTS PRÉFÈRENT S'HABILLER CHEZ « JOHN RAPAL »

PARCE QUE le styliste français de renommée mondiale qui a habillé les hommes forts et les hommes forts a mis au point avec JOHN RAPAL une superbe collection « Pils - à l'usage » de hommes, pardessus, gilet, vestes de sport, pantalons, chemises, pull-overs, etc.

PARCE QUE les hommes forts et les hommes forts sont agréablement surpris du choix immense qui leur est proposé et par leurs prix raisonnables.

PARCE QUE leurs vêtements sont livrés immédiatement.

PARCE QUE les hommes forts et les hommes forts sont agréablement surpris du choix immense qui leur est proposé et par leurs prix raisonnables.

ACTIVEMENT SOLIDES JOHN RAPAL

10, avenue de la République, 75011 PARIS

Ouvrez du mardi au samedi

Paris 11ème - Tél. 325-82-00

N° Paris 11ème, pas de subvention

DÉCOUVERTE DU MONDE

En République Populaire de Chine, du 9 avril au 3 mai

PÉKIN, SIAM, LOYANG, TCHENTCHEOU, CANTON, KOUEIJN, HONG-KONG

Quelques places disponibles auprès de

DARO VOYAGES

Tél. 260-26-84

rustiques au mont st-michel

après inventaire prix exceptionnels sur tous nos tapis

20% ORIENTS d'origine

15% CHINOIS ROUMAINS d'origine

Les Lisses de France

98 bd haussmann Paris 8

tél. 522 88 25 / 88 68

VELIZY 2 tél. 946 26 36

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

LIVRAISON GRATUITE DANS LA JOURNÉE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Séule adresse de vente : 37, av. de la République PARIS XI^e • Tél. 357.46.35 METRO PARMENTIER

Nicoprive diminue l'envie de fumer

Nicoprive chez votre pharmacien

Le Super Service Europcar

A partir de maintenant chez Europcar, un simple coup de téléphone et votre contrat est prêt.

Depuis des années, Europcar travaille à simplifier la location de voitures. Aujourd'hui, c'est fait, Europcar vous propose son Super Service.

Vous avez besoin d'une voiture ? Avec la carte Super Service Europcar, c'est facile. Réservez et venez. Une simple signature et, sans versement d'avance ni attente au comptoir, vous voilà au volant.

Vous voulez recevoir cette carte ? Envoyez-nous le bon ci-dessous. Tout simplement.

europcar

Pour recevoir une demande de carte, retournez ce bon à : EUROPCAR B.P. 53 - 92140 CLAMART - TEL. : 645.21.25.

Nom _____

Adresse _____

Europcar simplifie la location de voitures

2500 stations dans le monde dont le réseau National aux USA, en Amérique latine et dans le Pacifique.

EUROPE

Italie

La commission anti-Mafia communique certains dossiers à la justice

Rome. — Une commission d'enquête parlementaire est-elle tenue de communiquer ses dossiers à la justice ? Cette question n'aurait pas soulevé un vif débat en Italie si les trente députés et sénateurs harcelés depuis plusieurs semaines par le tribunal de Turin ne s'occupaient de la Mafia.

Le juge leur réclame diverses « biographies » de personnalités plus ou moins impliquées dans la « disparition », en mars 1971, de M. Pasquale Almerico, maître démocrate-chrétien de Camporeale, en Sicile. Ces pièces sont nécessaires au procès en diffamation intenté à l'écrit par Michele Pantaleone, spécialiste connu de la Mafia, par M. Giovanni Gioia, ministre de la marine marchande.

« Jamais », avait répondu le président de la commission, M. Luigi Carraro, sénateur démocrate chrétien. Nous sommes tenus, comme les autorités judi-

De notre correspondant

cières, au secret de l'instruction. Et d'évoquer le caractère confidentiel des témoignages recueillis par les parlementaires et pouvant mettre en cause des citoyens.

M. Carraro préférerait démissionner plutôt que de communiquer ses dossiers. Il vient de changer d'avis sous la pression d'autres membres de la commission, communistes et socialistes notamment, qui menacent de rendre eux-mêmes publiques les pièces incriminées. Compromis provisoire, la commission anti-Mafia ne remettra au tribunal de Turin que les cent cinquante pages qu'elle possède sur le milliardaire palermitain Vassallo. C'est déjà un grand point, car le dossier

permettrait d'établir nombre de liens entre « pouvoir mafioso » et pouvoir politique en Sicile.

Ce n'est pas la première fois que la commission, créée il y a treize ans, est sollicitée par les tribunaux. Les témoignages qu'elle a accumulés pourraient, dit-on, « faire sauter la moitié de la péninsule ». Ils sont pour le moment prudemment consignés dans des armoires bien closes.

Michele Pantaleone, auteur de *Anti-Mafia*, occasion marquée et de plusieurs autres ouvrages sur « l'honorable société », avait exigé les dossiers, et le juge de Turin s'était rallié à son point de vue. Le déterminant dont il a fait preuve pour les obtenir a pu faire croire à une opposition entre le pouvoir judiciaire et le Parlement.

R. S.

Portugal

M. CUNHAL: le parti socialiste s'est tourné vers des alliances de droite.

Dans une interview publiée par l'*Événement* de jeudi 6 février, M. Álvaro Cunhal, ministre d'État, secrétaire général du parti communiste portugais, s'explique notamment sur les « difficultés » de la coopération avec les socialistes.

« Au lieu de renforcer son unité avec le P.C. le Mouvement populaire et le M.F.A. dans la lutte contre la réaction et pour les transformations démocratiques profondes que la situation exige, le P.S. s'est subitement tourné vers des alliances de droite, a décliné une campagne anticommuniste, a mis en cause le M.F.A. et a essayé de freiner le processus révolutionnaire. »

« Le P.C.P. considère qu'il faut trouver aux problèmes politiques et économiques les réponses qui correspondent à nos propres réalités portugaises qui, en tout cas, exigent des transformations démocratiques profondes des structures politiques et économiques. Le P.S. voudrait transporter au Portugal un type occidental, dominé en fait par le capitalisme monopolistique. »

« A propos du Mouvement des forces armées, M. Cunhal déclare: « Le M.F.A. est un mouvement révolutionnaire démocratique, l'avant-garde politique de toutes les forces armées. Il a joué le rôle déterminant dans le renversement de la dictature fasciste, et, jusqu'à ce jour, il a garanti un plan médiateur la démocratisation et la décolonisation. (...) »

La crise irlandaise

L'IRA PROVISOIRE AURAIT MENACÉ D'ASSASSINER DEUX MINISTRES

(De notre correspondant.)

Dublin. — Malgré un démenti publié jeudi 6 février par l'IRA provisoire, le gouvernement de Dublin a confirmé dans la soirée les rumeurs qu'il avait faites la veille, selon lesquelles l'organisation extrémiste était résolue à assassiner deux ministres au cas où l'un de ses militants, M. Patrick Ward, succomberait à la grève de la faim qu'il poursuit depuis près d'un mois.

Cette affaire illustre la tension actuelle entre l'IRA provisoire et le gouvernement de Dublin, qui refuse toujours d'accepter le statut « politique » aux prisonniers membres de l'organisation extrémiste. Sept d'entre eux, détenus à la prison de Portlaoise, ne se sont pas alignés depuis plus de trois semaines.

L'état de M. Patrick Ward, qui a été transporté la semaine dernière dans un hôpital militaire, est le plus inquiétant, mais cinq autres détenus ont été hospitalisés jeudi.

De Paris, le ministre de la Justice, M. Coueur, se montre trop méfiant face aux revendications des prisonniers.

Une bonne partie de l'opinion admet cependant l'hypothèse selon laquelle l'IRA se sert de cette grève de la faim comme moyen de propagande, au moment où la reprise de sa campagne de violence en Ulster est unanimement condamnée. Il n'est pas exclu d'ailleurs qu'elle souhaite organiser quelque « enterrement de maris ». — J. M.

LONDRES PUBLIE UN LIVRE VERT SUR LE FUTUR GOUVERNEMENT DE L'ULSTER

Le gouvernement britannique a publié, mercredi 6 février, un livre vert, dans lequel il analyse les formes possibles de gouvernement que catholiques et protestants seront appelés à partager ensemble en Irlande du Nord.

La convention constitutionnelle édue sans doute en mars ou avril prochain, aura pour tâche de déterminer un nouveau statut pour la province qui remplacera le système actuel d'administration directe de Londres.

Le Livre vert énumère les mécanismes constitutionnels qui permettraient à des communautés religieuses ou linguistiques de coexister dans d'autres pays d'Europe. Se gardant de définir une solution particulière pour l'Irlande du Nord, il suggère simplement deux formes d'administration qui pourraient convenir à une cohabitation pacifique des deux communautés de la province: soit un exécutif collégial, comme celui qui a été révoqué en mai 1974 par la grève générale des protestants, soit un gouvernement composé de comités exécutifs spécialisés. Dans son avant-propos, le secrétaire d'État à l'Irlande du Nord, M. Merlyn Rees, souligne une nouvelle fois l'importance du partage du pouvoir par les deux communautés de la province. — (Reuter.)

LE DIFFÉREND GRÉCO-TURC SUR LA MER ÉGÉE

Ankara confirme son « acceptation de principe » de l'arbitrage de la Cour de La Haye

Le gouvernement turc a répondu officiellement, jeudi 6 février, à la proposition grecque de saisir la Cour internationale de justice du différend gréco-turc sur la délimitation du plateau continental de la mer Égée. Le premier ministre, M. Sadi İrmak, l'avait déjà acceptée le 29 janvier (le *Monde* du 1^{er} février).

La note d'Ankara est qualifiée à Athènes de « constructive à première vue ».

Le message turc affirme que la voie des négociations est la seule pour résoudre le problème, et rappelle qu'elle avait déjà proposé plusieurs fois d'entamer des pourparlers entre les deux pays « afin de trouver une solution juste et pacifique ». « Il convient de noter avec regret que les propositions turques n'ont pas été favorablement accueillies jusqu'ici par la Grèce, qui s'est refusée à entamer ces pourparlers », dit la note, confirmant que la Turquie accepte en principe d'aller devant le Tribunal international de La Haye. — (A.F.P.)

Les « réels contrastes » au sein du P. C. I.

De notre correspondant

Rome. — M. Giorgio Amendola est déçu. Non pas des tensions qui peuvent se manifester dans le parti communiste italien dont il est l'un des principaux dirigeants. Au contraire: M. Amendola regrette que les divergences d'opinions ne s'y expriment pas plus ouvertement. Il vient de l'écrire dans *Rinascita*, l'hebdomadaire du parti.

M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du P.C.I., avait récemment redéfini le projet de « compromis historique » avec la démocratie chrétienne. « Tout le monde est-il d'accord avec ce rapport ? Je voudrais bien le croire », écrit M. Amendola, qui est membre du bureau politique et de la direction du P.C.I. parce que l'on a approuvé la substance; mais l'expérience m'a appris à me méfier de la signification de certaines unanimités qui se révèlent ensuite fictives et masquent de réels contrastes.

De fait, tout un courant de gauche — représenté par M. Pietro Ingrao et certains syndicalistes — réclame le « compromis historique » du moins tel que le présente M. Berlinguer, mais, d'une manière générale, le débat a du mal à s'engager, les

partisans d'une participation prochaine des communistes au pouvoir laissant aux mêmes proues de timidité.

Pour des raisons de santé, M. Amendola ne pourra participer directement à la préparation du congrès de son parti, prévu en mars. Le vieux militant, lallé en bicheron, en profite pour donner quelques conseils. « Il existe, certes, un grand sens des responsabilités; la crainte de porter atteinte à l'unité du parti. Mais l'expérience démontre que l'unité n'a jamais été menacée d'une confrontation ouverte et loyale... Plus dangereuse pour l'unité du parti est la persistance de l'équivoque sournoise. »

Ce n'est pas la première fois que M. Amendola, qualifié de « droitier » par quelques-uns de ses adversaires présente une image ouverte du P.C.I., image qui conduit inévitablement à des comparaisons avec le P.C. français. Ce dernier, constate-t-on dans les milieux communistes de Rome, s'est durci depuis quelques semaines en accusant de déshonneur les Italiens; des membres du syndicat C.G.I.L., très proche du P.C.I., ont noté la même attitude de la part de la C.C.T. — R. S.

ASIE

Thaïlande

Un partisan de l'ancien régime est élu président de l'Assemblée

Près de deux semaines après les élections législatives, qui n'ont permis à aucun mouvement ni à aucune coalition de mouvements d'obtenir la majorité absolue des sièges, la situation politique demeure incertaine en Thaïlande.

La plupart des observateurs pensaient que M. Seni Pramot, chef du parti démocrate — un conservateur libéral — formerait le nouveau gouvernement en signant un pacte avec des formations qui n'ont pas de liens

trop étroits avec l'ancien régime des marchands. Or, jeudi 6 février, M. Prasit Kancharawat, qui fut ministre du commerce du maréchal Thanom Kittikachorn, a été élu président de l'Assemblée par une coalition d'anciens officiers supérieurs et d'hommes d'affaires siégeant à la Chambre. Personnalité d'une droite affirmée, M. Prasit est un riche commerçant; il a été autrefois membre de la formation politique dirigée par les militaires, et son propre parti n'a eu que seize élus

aux dernières élections. C'est à lui qu'il revient de conseiller au roi le choix d'un nouveau premier ministre; il pourrait opter en faveur de l'ancien général Pramarn Adiraksarn. De toute façon, les discussions sont bon train entre formations de droite afin de barrer la route aux démocrates de M. Seni Pramot. Mais il sera difficile à ces mouvements de constituer une équipe stable qui pourrait compter sur l'appui de la majorité des élus. — (A.F.P., Reuter, Times.)



de meknès à ispahan venez faire les souks

Jusqu'au 8 mars, au 1^{er} étage, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, la Turquie, l'Iran, et l'Afghanistan. Tout en souk. Des souks débordant de cuivres, de tuniques, de vannerie, de chemises, de robes, de sacs, de ceintures, de couvertures, d'armes, d'antiquités et de bijoux... Et entre deux souks, un petit café turc ou un petit thé à la menthe. En rentrant dans votre casbah, n'oubliez pas d'ôter vos babouches.

galeries lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE

VAC

avez donc votre v

le touris

مساحة للاصغر

سكنا من الامل

EUROPE

OUTRE-MER

Union soviétique

La «Pravda» accuse le régime chinois de s'appuyer «sur les baïonnettes»

Moscou. — Contrairement aux prédictions de certains observateurs américains notamment, l'Union soviétique ne paraît pas vouloir profiter du refroidissement de ses relations avec les Etats-Unis pour tenter d'améliorer ses rapports avec Pékin. C'est tout le contraire qui semble se passer. Au lieu de mettre une sourdine à ses critiques contre le maoïsme, la presse soviétique vient d'intensifier nettement la campagne qu'elle mène contre «la traïson des dirigeants de Pékin».

De notre correspondant

observateurs politiques de Moscou, M. Zorine et ses invités ont réaffirmé à cette occasion que le message nouveau, puisqu'il exigeait l'évacuation préalable par les Soviétiques des territoires contestés. Les interlocuteurs de M. Zorine ont réaffirmé que la fin de non-recevoir exprimée par M. Brejnev à Oulan-Bator le 26 novembre dernier était toujours représentative de la position soviétique.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

UN JEUNE FRANÇAIS, François Castévi, a été assassiné à Buenos-Aires, apprend-on jeudi 6 février. On précise de source policière que la victime, âgée de vingt-neuf ans, était en relation avec des mouvements révolutionnaires de gauche.

Cambodge

DEUX BATAILLONS D'ELITE engagés pour défendre les rives du Mékong ont été évacués jeudi 6 février sur Phnom-Penh. Seuls vingt-six hommes demeurent aptes au combat.

Danemark

LA CRISE OUVERTE PAR LA DEMISSION, il y a dix jours, du gouvernement libéral de M. Hartung ne sera pas dénouée par la formation d'une coalition des libéraux avec les sociaux-démocrates.

DANS UNE INTERVIEW A «L'HUMANITE»

Les P.C. des Antilles et de la Réunion réaffirment la nécessité pour les DOM de définir eux-mêmes leur avenir

L'Humanité publie, dans son numéro du 7 février, une interview des secrétaires généraux des partis communistes de Martinique, de Guadeloupe et de la Réunion (MM. Armand Nicolas, Guy Daninthe et Paul Vergès), qui avaient signé le 30 janvier, une déclaration commune dénonçant

A Saint-Pierre-et-Miquelon

L'ÉPREUVE DE FORCE EST ENGAGÉE ENTRE LA POPULATION ET LES AUTORITÉS

L'épreuve de force est engagée entre la population du territoire d'outre-mer de Saint-Pierre-et-Miquelon et les autorités. M. Olivier Sirm, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, a adressé, jeudi 6 février, à M. Albert Pen, sénateur socialiste, maire de Saint-Pierre, président démissionnaire du conseil général, un message dans lequel il lui indique qu'il ne peut accepter de conditions à une négociation tendant à faire revenir le conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon sur sa démission collective.

La prise irlandaise

PROPOSE D'ASSASSINER MATRES

Les chefs militaires de l'Armée républicaine irlandaise ont proposé d'assassiner le ministre britannique des Affaires étrangères, James Callaghan, en représailles de la mort de deux membres de leur organisation.

Le président de l'Assemblée

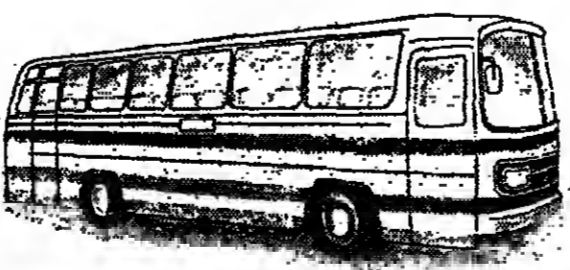
Le président de l'Assemblée nationale, M. Jean Lecanier, a annoncé qu'il ne se présenterait pas à la présidence de la République lors des élections de mai 1975.

neknès bahan ez faire souks... Tout en souk. Des souks de chemises, de robes, de couvertures, de bijoux... En rentrant n'oubliez pas d'acheter...

VACANCES

laissez donc votre voiture pour faire l'un de nos 80 circuits autocar

Tout augmente, mais ce n'est pas une raison pour ne pas partir en vacances. Il faut simplement ne pas faire de dépenses inutiles et mieux s'organiser. Laissez donc fêlé prochain votre voiture au garage et partez avec nous faire un circuit autocar dans toute l'Europe.



- paysages d'Italie, Hollande des polders, Europe Centrale, Provence Côte d'Azur, Forêt Noire, Espagne Maroc, tour de Suisse, Paris Moscou, Mont Saint-Michel, le petit train du Vivarais, paysage d'Espagne, Cap Nord et fjords, la Belgique, Autriche, Dalmatie Yougoslavie, Angleterre Ecosse, l'Allemagne.

le tourisme français 96, rue de la Victoire 75429 Paris - Tél. 285.38.38 32, avenue Félix-Faure 75015 Paris - Tél. 250.88.74 122, avenue Gabriel-Péri 93400 Saint-Ouen - Tél. 285.38.38 poste 280 Succursales : CAEN, EVREUX, LE HAVRE, LILLE, ROUBAIX, ROUEN, BRUXELLES

Le Tourisme Français est la plus importante organisation française de voyages en autocar. Profitez de son expérience.

Mon sieur _____ adresse _____ ville _____ code postal _____ désire recevoir la brochure de l'agence de voyages le Tourisme Français.

Joindre 2,50 F en timbres pour frais d'expédition.

POLITIQUE

M. Debré quitterait la majorité en cas de retour à l'atlantisme

M. Michel Debré a évoqué jeudi 6 février, au micro de France-Inter, le problème du cumul des fonctions de premier ministre et de secrétaire général de l'U.D.R. actuellement exercées par M. Chirac, en disant : « Je suis préoccupé par la situation dans laquelle des ministres prennent la responsabilité de partis politiques. J'admets qu'il puisse y avoir des ententes, mais à condition qu'elles soient provisoires. » M. Debré a assuré qu'il resterait « accroché » à l'U.D.R. tant que celle-ci demeurerait fidèle aux options gaullistes.

L'ancien premier ministre a marqué son « hostilité foncière » à l'égard du scrutin proportionnel pour les élections législatives et sa « méfiance pour une dose de proportionnelle » aux élections municipales, car cela aboutit à « détruire l'autorité ». A propos

de l'évolution de la gauche, M. Debré a estimé que si les socialistes devaient un jour participer au gouvernement, il y aurait alors changement de majorité et obligation de procéder à de nouvelles élections.

Exprimant sa désapprobation d'un éventuel retour à une politique atlantiste, il a assuré : « Ce jour-là, je ne serais plus partie de la majorité. » Enfin, condamnant « une soi-disant Assemblée européenne élue au suffrage universel », il a jugé cette perspective contraire aux intérêts de la nation.

A propos de la situation économique, M. Debré a estimé que le gouvernement s'est plus attaqué aux causes conjoncturelles qu'aux causes profondes de l'inflation, et il a dénoncé « la responsabilité financière des Etats-Unis dans la crise pétrolière » en reprochant à M. Henry Kissinger de refuser d'admettre celle-ci.

Mme GISCARD D'ESTAING DÉDOMMAGE LA FAMILLE GIRAC

Mme Giscard d'Estaing a adressé une lettre à M. et Mme Girac dans laquelle elle écrit notamment : « Nous regrettons de ne pas avoir pu venir dîner à votre table. »

Cette modeste famille limousine avait été, il y a quinze jours, victime d'une mauvaise plaisanterie : deux inconnus lui avaient annoncé : « Le président de la République viendra dîner chez vous, demain soir. Préparez-lui des cassoles de grenouilles. »

La lettre de Mme Giscard d'Estaing était accompagnée d'un colis de victuailles : un jambon, un bleu d'Auvergne et de la confiserie pour les onze enfants. L'envoyé de la préfecture de la Haute-Vienne chargé de remettre le présent était également porteur d'un chèque de 200 F.

M. Jacques Soustelle, député réformateur du Rhône, parlementaire en mission, a déclaré, jeudi 6 février devant l'American Club de Paris, avant de partir pour un voyage d'études aux Etats-Unis : « L'indépendance économique et politique de la France dans le monde d'aujourd'hui suppose, à nos yeux, une Europe démocratique fortement structurée et une communauté atlantique fondée sur la coordination et la concertation. Les trois termes, France, Europe et Amérique, peuvent et doivent être associés pour la sauvegarde de la paix et des libertés. »

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a déposé, dans une déclaration publiée jeudi 6 février, « l'alignement de la politique française sur la politique et les intérêts américains ». Il appelle « les travailleurs et les démocrates à exiger du pouvoir giscardien qu'il rompe avec une telle orientation et qu'il condamne publiquement la politique américaine de la canonnière contraire aux intérêts de la paix dans le monde et aux intérêts nationaux français ».

LES RELATIONS ENTRE LE P.C. ET LE P.S.

M. Mitterrand : nos partenaires ont-ils toujours l'intention de voir la gauche triompher ?

De notre correspondant régional

Lyon. — Invité à Lyon du Cercle Edouard-Herriot, dont le président est M. Auguste Pinton, sénateur du Rhône et président de la fédération départementale des radicaux de gauche, M. Mitterrand a, jeudi 6 février, au cours d'un débat, renouvelé son analyse de l'éventualité d'une victoire de l'union de la gauche aux élections législatives et des possibilités qu'aurait alors celle-ci de gouverner. Il a expliqué : « Je réponds au parti communiste, qui me dit : « Vous parlez de Chirac au lieu de parler de Chirac au lieu de ». En vérité, si M. Chirac n'intervient aujourd'hui, c'est parce qu'il est en train de créer une situation qu'il ne pourra peut-être pas transformer, mais qui peut être celle de la gauche si elle devient majoritaire aux prochaines élections législatives, que ce soit en 1978, ou ce soit avant ou après. Car alors le chef du gouvernement de la gauche tout appuyé par un gouvernement de la gauche unie et une majorité de la gauche unie, sera en mesure d'appliquer le programme commun de cette gauche. Tout cela est déjà virtuel si le président ne dispose plus d'une majorité présidentielle, s'il ne dispose plus tout simplement d'une majorité parlementaire. C'est la première fois depuis 1958 que le régime s'effleure de telle sorte que les données du pouvoir n'ont plus aucune correspondance avec celles qui existaient en 1958. (...)

Le problème est alors de savoir si, dans l'esprit de nos partenaires, quelque chose a pu changer, et je pense que le parti communiste comme les radicaux de gauche nous apporteront une réponse à cette question. Ont-ils toujours, les uns et les autres, l'intention de voir la gauche triompher ? Sont-ils toujours convaincus que seule l'union de la gauche peut permettre cette victoire ? Sont-ils toujours

convaincus qu'il faut gouverner sur la base du programme commun ? Sont-ils toujours convaincus qu'il faut aller aux prochaines élections avec ce programme commun de gouvernement impliquant, dans l'esprit des électeurs, que si nous l'emportons nous gouvernerons sans poser d'autres questions ?

Devant ces certitudes, il m'arrive de me désole et de me demander si, au fond, une rivalité mineure ne pourrait pas adoucir une cause majeure. Sinon, pourquoi compliquer tout cela, dire que c'est l'un des trois partis qui conditionne la victoire de la gauche, alors que chacun des trois est indispensable aux autres ?

M. Mitterrand a profité de son passage à Lyon pour participer à un débat au micro de Radio-Rhône-Carlo. En ce qui concerne les relations entre le P.C.F. et le P.S., il a précisé : « J'ai le choix entre deux attitudes : me taire toujours et, dans ce cas-là, on me reprochera mon « étrange silence », citation prise chez un leader communiste, — pariez toujours et je risquerai alors de m'agiter autour que le parti communiste, être aussi bavard que lui et fatiguer tout le monde; ou m'exprimer un peu, c'est ce que je fais de temps à autre. Je ne veux pas relancer la querelle, car je ne suis pas dans la querelle. L'union de la gauche et le programme commun sont toujours la règle. J'ai retrouvé une photo de l'Humanité lors du congrès d'Epinay-sur-Seine avec ce titre : « Le P.S. va-t-il glisser à droite ? » et bien, si cela se passe maintenant, c'est bien qu'après Epinay-sur-Seine, je suis rassuré. »

LES MALHEURS DE SOPHISTES

C'est tout de même curieux de diriger des partis communistes : au Portugal, en France, en Union soviétique. Que sait-on, par exemple, des raisons du durcissement du parti communiste français ?

— Il veut prendre le pouvoir.

— Et les raisons du durcissement du parti communiste français ?

— Lui, c'est autre chose, il se durcit pour ne pas prendre le pouvoir. Pensez, dans la conjoncture de crise économique actuelle !

— Parce qu'il n'y a pas de crise économique au Portugal ?

— Pardon ?

— Rien. Mais l'Union soviétique n'a-t-elle pas quelques choses à voir dans tout cela ?

— Evidemment. Son propre durcissement, la coup d'arrêt qu'elle inflige à la détente sont le signe qu'elle entend maintenir le statu quo. Par conséquent, elle ne souhaite pas que les partis communistes occidentaux parviennent au pouvoir.

— Je comprends. Mais alors, — l'Union soviétique qui maintient la détente, elle souhaite que le P.C. occidental prenne le pouvoir.

— Pas du tout. Lorsqu'elle jouait le rôle de la détente.

M. GEORGES MARCHAIS VA TENIR UNE CONFÉRENCE DE PRESSE

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F. qui est sorti mercredi 5 février de l'hôpital Lariboisière, où il avait été admis le 14 janvier à la suite d'un incident coronarien, tiendra une conférence de presse lundi 10 février.

Le bureau politique du P.C.F. qui a siégé jeudi 6 février, a adopté une déclaration qui précise :

« Pendant que le ministre de l'Intérieur annonce un accroissement des pouvoirs de police dans tout le pays, le gouvernement apporte un soutien de plus en plus ouvert à l'extrême principal de toutes les forces de progrès dans le monde : l'impérialisme américain. (...)

« A la veille du congrès de Paris, François Mitterrand réaffirme une nouvelle fois son intention d'affaiblir le parti communiste. Le congrès socialiste se caractérisera essentiellement par un glissement à droite et par le refus d'une action commune d'ampleur nationale. »

« Dès le mois de septembre, le parti communiste français a préconisé une telle action, marquée notamment par sa tenue de meetings communs dans toutes les grandes villes. Cette proposition garde toute sa valeur. »

M. ESTIER : pas d'unanimité, source de confusion.

M. Claude Estier, membre du secrétariat du P.S., note, dans l'éditorial de l'hebdomadaire l'Unité, à propos des débats du congrès de Pau :

« La ligne de gauche, qui n'est que le monopole d'aucun courant, est intégralement maintenue. Le texte de la motion majoritaire en fait foi, et qu'il y ait désormais dans le parti une majorité et une minorité, ce qui est parfaitement normal dans une organisation démocratique et sans doute préférable à un unanimisme, source de confusion, n'autorise personne à parler de « glissement à droite ».

M. PONIATOWSKI ne s'est pas grandi

Répondant aux déclarations de M. Poniatowski sur le droit d'intervention de la police dans les écoles et les universités et sur la clémence excessive des juges, le premier secrétaire du P.S. a noté :

« M. Poniatowski a un côté fier-à-bras, il relève le menton, cela fait généralement à la droite. En face de M. Chirac qui fonce contre un bulldozer, on apparaît aussi ferme, aussi dur, pour le maintien d'un ordre public que personne ne menace. L'université, l'église, sont considérées comme des lieux où, plus qu'ailleurs, on doit respecter les autres; cela fait partie de la noblesse de notre civilisation qui ne peut être à la merci d'une boutade d'un ministre de l'Intérieur. Il y a là un côté provocateur qui me choque. Cette mise à l'index des magistrats pour leur reprocher leur clémence... Je ne soutiens de cette femme en prison pour un chèque sans provision de quelques francs, son enfant s'est suicidé. La justice n'est pas toujours clémence pour le pauvre. »

« Mais il existe assez de magistrats qui ont conscience de leur rôle pour préférer leur indépendance aux injonctions du ministre de la police. M. Poniatowski ne s'est pas grandi. »

M. ESTIER : pas d'unanimité, source de confusion.

M. Claude Estier, membre du secrétariat du P.S., note, dans l'éditorial de l'hebdomadaire l'Unité, à propos des débats du congrès de Pau :

« La ligne de gauche, qui n'est que le monopole d'aucun courant, est intégralement maintenue. Le texte de la motion majoritaire en fait foi, et qu'il y ait désormais dans le parti une majorité et une minorité, ce qui est parfaitement normal dans une organisation démocratique et sans doute préférable à un unanimisme, source de confusion, n'autorise personne à parler de « glissement à droite ».

M. ESTIER : pas d'unanimité, source de confusion.

M. Claude Estier, membre du secrétariat du P.S., note, dans l'éditorial de l'hebdomadaire l'Unité, à propos des débats du congrès de Pau :

« La ligne de gauche, qui n'est que le monopole d'aucun courant, est intégralement maintenue. Le texte de la motion majoritaire en fait foi, et qu'il y ait désormais dans le parti une majorité et une minorité, ce qui est parfaitement normal dans une organisation démocratique et sans doute préférable à un unanimisme, source de confusion, n'autorise personne à parler de « glissement à droite ».

M. ESTIER : pas d'unanimité, source de confusion.

M. Claude Estier, membre du secrétariat du P.S., note, dans l'éditorial de l'hebdomadaire l'Unité, à propos des débats du congrès de Pau :

« La ligne de gauche, qui n'est que le monopole d'aucun courant, est intégralement maintenue. Le texte de la motion majoritaire en fait foi, et qu'il y ait désormais dans le parti une majorité et une minorité, ce qui est parfaitement normal dans une organisation démocratique et sans doute préférable à un unanimisme, source de confusion, n'autorise personne à parler de « glissement à droite ».

M. ESTIER : pas d'unanimité, source de confusion.

M. Claude Estier, membre du secrétariat du P.S., note, dans l'éditorial de l'hebdomadaire l'Unité, à propos des débats du congrès de Pau :

« La ligne de gauche, qui n'est que le monopole d'aucun courant, est intégralement maintenue. Le texte de la motion majoritaire en fait foi, et qu'il y ait désormais dans le parti une majorité et une minorité, ce qui est parfaitement normal dans une organisation démocratique et sans doute préférable à un unanimisme, source de confusion, n'autorise personne à parler de « glissement à droite ».

M. ESTIER : pas d'unanimité, source de confusion.

M. Claude Estier, membre du secrétariat du P.S., note, dans l'éditorial de l'hebdomadaire l'Unité, à propos des débats du congrès de Pau :

« La ligne de gauche, qui n'est que le monopole d'aucun courant, est intégralement maintenue. Le texte de la motion majoritaire en fait foi, et qu'il y ait désormais dans le parti une majorité et une minorité, ce qui est parfaitement normal dans une organisation démocratique et sans doute préférable à un unanimisme, source de confusion, n'autorise personne à parler de « glissement à droite ».

M. ESTIER : pas d'unanimité, source de confusion.

M. Claude Estier, membre du secrétariat du P.S., note, dans l'éditorial de l'hebdomadaire l'Unité, à propos des débats du congrès de Pau :

« La ligne de gauche, qui n'est que le monopole d'aucun courant, est intégralement maintenue. Le texte de la motion majoritaire en fait foi, et qu'il y ait désormais dans le parti une majorité et une minorité, ce qui est parfaitement normal dans une organisation démocratique et sans doute préférable à un unanimisme, source de confusion, n'autorise personne à parler de « glissement à droite ».

60 000 SOLUTIONS A VOTRE PROBLEME DE LOGEMENT DANS construction neuve & ancienne

La revue immobilière la plus complète.

Le numéro de février est paru.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 5 F

bon pour un numéro gratuit de la revue construction neuve & ancienne

Dans ce numéro vous trouverez 500 pages d'annonces immobilières :

- appartements neufs et anciens
- nouveaux villages
- villas et pavillons neufs et anciens
- terrains
- maisons de campagne

Pour le recevoir gratuitement, chez vous, veuillez remplir ce bon et l'envoyer à : C.N.A. 15, Av. Gourgaud 75017 Paris.

Nom : _____

Adresse : _____

Profession : _____

éditions sociales
andré marc vial

germinal et le « socialisme » de zola

es LES CLASSIQUES DU PEUPLE CRITIQUE

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

Dans le numéro de février de **magazine littéraire**

ROLAND BARTHES

un entretien des études

un article de R. B. retrouvé

et l'actualité littéraire

En vente dans tous les kiosques 6 francs.

MAGAZINE LITTÉRAIRE
40, rue des Saints-Pères
75007 Paris
Tél. 544-14-04 - 544-14-51

ALDES ANTASTION

MOULÈRES

COLETTE ANGLAIS 59

LES INVENTAIRE

COULEZ VOUS!

EN STOCK

صلى الله عليه وسلم

ÉDUCATION

SCIENCES

Avec le premier tir de la fusée Diamant BP-4 à Kourou

Le Centre national d'études spatiales a renoué avec le succès

De notre envoyée spéciale

Kourou (Guyane). — Les techniciens du Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) ont renoué avec le succès en lançant, jeudi 8 février, à 17 h. 35 (heure de Paris), depuis la base guyanaise de Kourou, la fusée Diamant BP-4, porteuse d'un satellite scientifique Starlette, de 47 kilos, destiné à l'étude de la gravité terrestre et de la forme de notre planète (« Le Monde » du 7 février). La fusée s'est comportée normalement et a placé Starlette sur une orbite très proche de l'orbite nominale. Selon les premières mesures, Starlette graviterait entre 803 et 943 kilomètres d'altitude, dans un plan incliné à 45,8 degrés sur l'équateur.

Pour ce premier lancement de la fusée Diamant BP-4, qui a été accompagné, une demi-heure plus tard, d'une fusée-sonde météorologique Superarea, les ingénieurs du C.N.E.S. n'avaient rien prévu de spectaculaire. Ils n'ont pas voulu prendre aucun risque. Primitivement fixé au 9 novembre 1974, le lancement avait été retardé à la suite des résultats des derniers calculs sur les déformations du lanceur en vol. Ces déformations de nature vibratoire sont temporaires et normales, mais leur niveau était élevé et les techniciens ont préféré déplacer le bloc de lancement et l'orientation de la fusée qui permet de piloter le second étage, ce qui a pris un certain temps.

Ces derniers jours, la date de lancement et l'heure du tir ont été maintes fois modifiées, tantôt à cause d'incidents techniques mineurs comme une légère pollution du premier étage pendant le remplissage des réservoirs, tantôt à cause de conditions atmosphériques médiocres.

Starlette est un satellite si simple qu'il a coûté seulement 2 millions de francs, dont le quart pour les réflecteurs laser dont il est équipé. Complètement passif, Starlette a une durée de vie pratique de dix ans. Il doit servir au moins dix à vingt ans.

Les vices laser commencent avec une station française installée à Grasse (Alpes-Maritimes) dans trois semaines environ, lorsque l'orbite de Starlette aura été précisée, grâce à des photographies prises par sondes européennes Ariane, la qualité des équipes pourra être maintenue.

DOMINIQUE VERGUESE.

LES LYCÉENS « MAJEURS »

Les commissions académiques proposent un « contrat » entre l'élève et l'établissement

Les commissions académiques créées en novembre 1974 par M. René Haby, ministre de l'éducation, pour étudier les problèmes posés aux établissements scolaires par l'abaissement de la majorité à dix-huit ans, viennent de terminer leurs travaux. Les comptes rendus ont été rédigés par les recteurs, et le ministre de l'éducation a présenté à la presse, le jeudi 6 février, une première synthèse (1).

Les commissions ont estimé à l'unanimité que l'âge ne devait pas entraîner de ségrégation entre

les lycéens. C'est donc une solution d'ensemble applicable à tout le second cycle qui est demandée avec des clauses spécifiques pour les élèves majeurs. Plus qu'un statut minimal du lycéen, c'est la notion d'un « contrat » liant l'élève à l'établissement qui est retenue. L'inscription du lycéen reviendrait, à préciser M. Sauret, directeur des lycées au ministère de l'éducation, à adhérer à ce contrat — directement pour les mineurs, par l'intermédiaire des parents pour les mineurs — et notamment au règlement ou « code » intérieur de chaque établissement.

Les commissions ont également proposé des missions partielles qui seraient appelées à discuter des clauses les concernant et, éventuellement, à se substituer, pour eux, aux commissions de classe.

Dans l'ensemble, les élèves participant aux commissions ont demandé à être associés étroitement à la vie de l'établissement, à l'élaboration des règles de vie en collectivité et de discipline. Mais ils ne remettent généralement pas en cause le système éducatif existant. Ces conclusions, a précisé M. Sauret, ne sont pas éloignées des mesures envisagées par le ministre. « Sur certains points, a-t-il ajouté, ces conclusions sont même plus loyales. M. René Haby est notamment favorable à la suppression du contrôle des sorties pour tous les lycéens. Il souhaite, d'autre part, que les « contrats » entre élèves et établissements fassent l'objet de discussions dans toutes les classes.

Les conclusions des commissions, comme les mesures que le ministre envisage, font preuve d'une nette évolution par rapport à la circulaire publiée en septembre dernier (Le Monde du 8 novembre 1974). Celle-ci, en effet, envisageait pas de « profonds changements » des règlements intérieurs, mais simplement, la possibilité d'une libéralisation pour les classes terminales. D'autre part, les parents restaient les interlocuteurs de l'administration, recevant notamment toute correspondance concernant l'élève (notes, convocations, etc.), sans que le lycéen majeur s'opposât expressément à cette diffusion.

LA RÉFORME DEVRA PERMETTRE AUX ENSEIGNANTS D'ACQUÉRIR UN « SAVOIR-FAIRE PÉDAGOGIQUE »

déclare M. Giscard d'Estaing

An cours d'un déjeuner qui a réuni à l'Élysée, jeudi 6 février, quatre enseignants ou administrateurs de l'éducation autour de M. René Haby, ministre de l'éducation, le président de la République a indiqué les principes sur lesquels devait se fonder la réforme du système éducatif. Selon M. Giscard d'Estaing, les mesures qui seront adoptées la semaine prochaine au conseil des ministres répondront au souci « d'assurer à tous les élèves un savoir commun minimum » et de donner aux enseignants « un savoir-faire pédagogique ». Le président de la République a également insisté sur la revalorisation de l'enseignement technique professionnel, qui sera considéré « à égalité avec l'enseignement général ». À sa sortie de l'Élysée, M. Haby a indiqué que la réforme n'entrerait pas en application avant la rentrée de 1976.

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État aux universités, annonce dans un communiqué qu'il a saisi le ministre du Travail du problème de la reconnaissance des diplômes universitaires de technologie (D.U.T.) dans les conventions collectives. La commission supérieure des conventions collectives sera également saisie. Cette reconnaissance, réclamée depuis plusieurs années par les étudiants des instituts universitaires de technologie, est encore cette année la raison principale de la grève entreprise depuis plus de quinze jours par les étudiants des I.U.T. de la région parisienne. Des grèves se sont tenues jeudi au ministère du Travail pour exposer leurs revendications. La veille, plusieurs centaines d'entre eux avaient manifesté en compagnie de représentants des fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la métallurgie, à l'Union des industries métallurgiques et minières.

Advertisement for 'MONDIAL MOQUETTE' featuring various carpet and rug options with prices and quality guarantees. Includes text like 'RESTE LE MOINS CHER!', 'A QUALITE EGALE', and '100% NYLON'. Lists various models like 'MOQUETTE DECOREE', 'SUPER TAPIS AIGUILLETE', and 'MOQUETTE ANGLAISE'.

(1) Chaque commission, présidée par le recteur de l'académie, se compose de vingt-quatre membres : douze élèves titrés au sort par les délégués des classes terminales de lycée et de collèges d'enseignement technique; quatre parents d'élèves désignés par l'association des parents respectivement par les professeurs choisis par les conseils d'administration de trois établissements de lycée et de trois lycées et de C.E.T.; trois chefs d'établissement, un inspecteur et un conseiller principal d'éducation choisis par le recteur.

ARMÉE

M. Bourges : l'armée doit offrir un visage humain à la jeunesse

« L'armée n'est pas un corps séparé dans la nation. La servitude, le sacrifice, elle est en droit de compter en retour sur l'armée et la gratitude. Elle doit recevoir les moyens nécessaires à l'accomplissement de ses tâches », écrit M. Yvon Bourges, ministre de la défense, dans l'ordre du jour qu'il vient d'adopter en conseil des ministres, pour son entrée en fonctions.

« Le progrès, des techniques militaires, des armes, des matériels exigent de tous et dans tous les domaines un effort permanent d'imagination, d'adaptation et d'exemple. L'inspiration doit être lancée en permanence. La réflexion et l'action à conduire pour que l'organisation des unités et des services, les carrières et les fonctions, les méthodes et les moyens correspondent aux exigences d'une défense efficace et aux aspirations du temps, ne doivent pas être le privilège de quelques-uns, de quelques chefs, et à tous les échelons, vous devez y participer. »

« Corps vivant de la nation, accablé dans l'accomplissement de son devoir à l'égard de la communauté, l'armée doit lui offrir un visage humain et moderne, et s'efforcer de favoriser l'épanouissement de chacun et, plus étroitement liée à la vie du pays, contribuer au progrès de tous », écrit encore le ministre de la défense.

Deux jeunes gens vêtus de l'uniforme du 2^e RIMA de Perpignan, masqués de cagoules blanches, ont réuni une conférence de presse jeudi soir à l'hôtel de Perpignan. Se présentant comme membres du « comité des soldats du 2^e RIMA », ils ont précisé que ce comité avait été formé en novembre 1973, pour donner le caractère fascinant de certains cadres.

Les deux jeunes gens n'ont apporté aucune précision supplémentaire sur les conditions dans lesquelles un appel du 2^e RIMA a subi de graves sévices dans la nuit du 23 au 24 janvier (Le Monde du 4 février).

D'autre part, le comité de défense des appelés, soutenu par diverses organisations d'extrême gauche, dont la Ligue communiste révolutionnaire et le P.S.U., appelle à une manifestation ce vendredi 7 février devant la mairie de Perpignan.

Advertisement for 'LE CHOMAGE : COTE D'ALERTE' featuring '30 JOURS D'EUROPE' and 'GRATUIT' offers. Includes contact information for 'La vie quotidienne de 260 000 000 d'Européens' and 'des Belles-Feuilles Paris 16^e'.

Vertical advertisement for 'magasin littéraire' and 'ROLAND BARTHES' featuring various literary titles and contact information for 'MAGASIN LITTÉRAIRE'.

PRESSE

LE SYNDICAT DU LIVRE ET LES SYNDICATS DE JOURNALISTES ÉCRIVENT À M. CHIRAC

Après le refus opposé par le cabinet du premier ministre à la demande des syndicats de participer à la « table ronde » sur la presse du 12 février, la Fédération française des travailleurs du livre (C.G.T.) et l'Union nationale des syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.) rendent publique la lettre qu'ils ont adressée à M. Chirac.

« Nous sommes bien convaincus, y lit-on, que l'objet de cette « table ronde » est strictement limité, mais il ne concerne pas moins des problèmes sur lesquels nos organisations ont des points de vue et des positions à faire valoir.

« En effet, « les améliorations » à apporter au régime fiscal de la presse « influent directement sur les conditions d'emploi, de travail et de salaires ».

Maintenant leur demande, la F.F.T.L. et l'U.N.S.J. notent que l'invitation du premier ministre à rencontrer M. André Rossi « ne peut suffire, l'expérience de certaines de nos organisations qui l'ont déjà rencontré l'attestent ».

AU ONZIÈME NUMÉRO

« L'Imprévu » suspend sa publication

	France-Sov	Parisien lib.	Le Monde	Le Figaro	L'Aurora	L'Humanité	Quot. de P.	Libération	L'Imprévu
JANVIER									
Lundi 27	238 130	123 239	127 968	101 539	60 829	23 710	6 831	4 703	26 730
Mardi 28	233 360	122 903	119 615	102 398	60 096	23 018	6 643	3 893	17 625
Mercr. 29	239 235	129 301	119 063	103 127	61 510	23 516	6 431	4 084	9 933
Jourd. 30	231 779	121 882	121 235	103 702	61 282	24 269	6 957	4 206	9 014
Vendr. 31	246 264	123 990	129 390	99 777	60 796	23 689	6 912	4 205	3 981
FEVRIER									
Sam. 1 ^{er}	221 425	123 161	98 945	97 885	73 445	29 914	5 266	3 794	3 987
Lundi 2	242 820	129 694	122 415	103 181	60 285	21 875	7 148	4 947	2 883
Mardi 3	234 914	129 237	128 825	104 804	63 374	23 172	7 148	4 511	2 524

LA VENTE DE « L'IMPRÉVU » ET DES QUOTIDIENS À PARIS

Après un succès de curiosité le premier jour, la vente de l'Imprévu n'a cessé de diminuer rapidement. En outre, le nouveau quotidien n'a guère pris de lecteurs aux autres journaux parisiens, à peine au Quotidien de Paris et moins encore à Libération.

Autres phénomènes de presse qui ressortent de ce tableau des ventes à Paris (à l'exclusion des bibliothèques de gare et de métro) : la poussée de vente les jours de tiercé pour les quotidiens qui

les accordent une large place ; et, d'autre part, la vente plus importante des journaux du soir qui, le vendredi 31, ont eu la primauté de remaniement ministériel : le vendredi d'après, le 24, le Monde avait vendu à Paris 124 165 exemplaires et France-Sov 240 600.

Enfin, on note la baisse traditionnelle des ventes des journaux le samedi, en particulier pour ceux dont la mise en place a lieu l'après-midi ou qui ne partent pas du tiercé.

de lancement assez ambitieuse, a décidé de se saborder moins de deux semaines après sa naissance.

Ses directeurs, MM. Michel Butel et Bernard-Henri Lévy, déclarent d'ans un communiqué : « Les amateurs du journal ont maintes fois répété qu'ils ne se reconnaissent d'autre contrat, politique et moral, que celui qui passait avec leurs lecteurs. L'échec des ventes après onze jours de parution est là pour le prouver : ce contrat, les lecteurs l'ont rompu ; mais nous n'en avons pas nous-mêmes tenu toutes les promesses, tant sur le plan rédactionnel que sur le plan technique ».

« Il faut tirer les conséquences de cet échec qui entraveront de frempin à la repartition de l'Imprévu dans des conditions toutes différentes ».

Dans son dernier numéro, publié vendredi 7 février, l'Imprévu écrit : « Nous avions annoncé enfin qu'un journal ne devait vivre que sur ses ventes réelles (...), qu'il

Le quotidien de l'Imprévu devait disparaître ; nous sommes loin de ces trente mille lecteurs... M. Bernard-Henri Lévy, dont le père a financé le lancement de l'Imprévu, a précisé qu'il ne renoncera pas pour autant au projet d'un quotidien. Le projet est contraire, d'arrêter l'expérience manquée de l'Imprévu avant d'avoir épuisé toutes les ressources financières dont il dispose, laisse pressager une nouvelle tentative dans un avenir plus ou moins rapproché.

La direction du quotidien Sud-Ouest nous prie de faire savoir qu'elle n'a nullement l'intention, comme le bruit en courrait, d'apporter son soutien au nouvel hebdomadaire des Hautes-Pyrénées, la Tribune (Le Monde du 6 février), afin de le transformer un jour en quotidien rival de la Nouvelle République des Pyrénées, la Tribune de la Dépêche du Midi.

Des délégués de l'agence France Presse par les dirigeants des différents groupes politiques représentés au Parlement sont organisées depuis quelques jours à l'initiative de M. Jean Marin, président-directeur général. Ces visites ont lieu alors que s'achève la deuxième phase de la construction du nouvel immeuble de l'agence, place de la Bourse, et que va être introduit, dans le traitement de l'information un système informatique de communication des messages.

Démarche des harbis auprès de M. Pompidou. — Des représentants des associations de harbis ont demandé à M. Michel Pompidou, ministre suppléant du président de la République pour que leurs problèmes soient évoqués lors du voyage que M. Valéry Giscard d'Estaing effectuera à Alger au mois d'avril.

Ces problèmes concernent essentiellement la possibilité pour les harbis de passer de France en Algérie, pour y rencontrer leurs familles.

RELIGION

A LA TÉLÉVISION

Dieu insaisissable

Ambitieux émission. Elle ne pouvait être que décevante. Cette conversation à bâtons rompus sur Dieu, le 5 février, à TF1, se tenait exclusivement entre gens de bonne compagnie.

Les uns étaient pour, d'autres contre, d'autres oscillaient entre les « oui » et le « non ». L'unité du débat n'était pas à chercher ailleurs que dans le niveau culturel de ces hommes de science, de ces écrivains, de ces philosophes pour lesquels l'existence de Dieu est un thème de réflexion, un sujet de discussion, un problème abstrait de civilisation. Est-ce pudor, est-ce maladresse, est-ce hésitation ? Il a été fort peu question de spiritualité, de mysticisme, d'angoisses métaphysiques ou tout bonnement psychologiques.

Le téléspécialiste Jean-Louis Le Goff, président de la Fédération mondiale des athées, « il correspond à une conception plus élevée de la responsabilité et de la dignité de l'homme ».

L'athéisme n'est pas une chose « à gâcher », affirme le français, président de la Fédération mondiale des athées, « il correspond à une conception plus élevée de la responsabilité et de la dignité de l'homme ».

L'avenir de l'homme. Les participants de cette émission sont, semble-t-il, tombés d'accord pour dire que le problème de Dieu était insoluble en ce sens que ni croyants ni incroyants n'étaient capables de se convaincre mutuellement, mais que la « chance de Dieu » était qu'aucune organisation économique et sociale ne saurait jamais combler l'homme.

Dans l'Ancien Testament, Dieu était bavard, ou, plus exactement, les auteurs du livre sacré étaient parvenus à tout bout de champ. Dans le Nouveau Testament, Jésus s'exprime au nom de son Père devant, avare de ses mots. Depuis, Dieu est silencieux, étrangement absent. Cette discrétion, scandaleuse aux yeux de certains, à laquelle l'archevêque de Paris a fait allusion, annonce que le temps de l'homme est arrivé. C'est-à-dire le temps de la recherche et de la création. Conformément à ce qui est dit dans la Genèse, l'homme soumet la Terre à ses desirs.

Est-il une tâche plus exaltante pour le croyant que celle de défricher la route qui puisse relater la civilisation moderne au Dieu des chrétiens qui s'est défilé dans l'Apocalypse comme l'avenir de l'homme ? En 1975, année du vingtième anniversaire de la mort de Teilhard de Chardin, il y a là une ample matière à réflexion.

Le croyance en Dieu, a noté, pour sa part, M. Jean d'Ormesson, est indépendante de nos conceptions scientifiques, philosophiques, morales et métaphysiques. Si on choisit Dieu, c'est personnel par le cœur. Le pari de Pascal réponde à M. Francis Jeanson (auteur de la Foi d'un incroyant) qui le taxe « d'épicaire métaphysique ».

M. Louis Lapin-Ringuet a parlé d'une maladie hospitalière, coupée du reste du monde, qui trouve sa joie et son bonheur dans le prière.

Le croyance en Dieu, a noté, pour sa part, M. Jean d'Ormesson, est indépendante de nos conceptions scientifiques, philosophiques, morales et métaphysiques. Si on choisit Dieu, c'est personnel par le cœur. Le pari de Pascal réponde à M. Francis Jeanson (auteur de la Foi d'un incroyant) qui le taxe « d'épicaire métaphysique ».

L'existence de Dieu dans le monde serait-il un baptême à la foi en Dieu ? Pas toujours en

Le croyance en Dieu, a noté, pour sa part, M. Jean d'Ormesson, est indépendante de nos conceptions scientifiques, philosophiques, morales et métaphysiques. Si on choisit Dieu, c'est personnel par le cœur. Le pari de Pascal réponde à M. Francis Jeanson (auteur de la Foi d'un incroyant) qui le taxe « d'épicaire métaphysique ».

Le croyance en Dieu, a noté, pour sa part, M. Jean d'Ormesson, est indépendante de nos conceptions scientifiques, philosophiques, morales et métaphysiques. Si on choisit Dieu, c'est personnel par le cœur. Le pari de Pascal réponde à M. Francis Jeanson (auteur de la Foi d'un incroyant) qui le taxe « d'épicaire métaphysique ».

Le croyance en Dieu, a noté, pour sa part, M. Jean d'Ormesson, est indépendante de nos conceptions scientifiques, philosophiques, morales et métaphysiques. Si on choisit Dieu, c'est personnel par le cœur. Le pari de Pascal réponde à M. Francis Jeanson (auteur de la Foi d'un incroyant) qui le taxe « d'épicaire métaphysique ».

Le croyance en Dieu, a noté, pour sa part, M. Jean d'Ormesson, est indépendante de nos conceptions scientifiques, philosophiques, morales et métaphysiques. Si on choisit Dieu, c'est personnel par le cœur. Le pari de Pascal réponde à M. Francis Jeanson (auteur de la Foi d'un incroyant) qui le taxe « d'épicaire métaphysique ».

Le croyance en Dieu, a noté, pour sa part, M. Jean d'Ormesson, est indépendante de nos conceptions scientifiques, philosophiques, morales et métaphysiques. Si on choisit Dieu, c'est personnel par le cœur. Le pari de Pascal réponde à M. Francis Jeanson (auteur de la Foi d'un incroyant) qui le taxe « d'épicaire métaphysique ».

Le croyance en Dieu, a noté, pour sa part, M. Jean d'Ormesson, est indépendante de nos conceptions scientifiques, philosophiques, morales et métaphysiques. Si on choisit Dieu, c'est personnel par le cœur. Le pari de Pascal réponde à M. Francis Jeanson (auteur de la Foi d'un incroyant) qui le taxe « d'épicaire métaphysique ».

Le croyance en Dieu, a noté, pour sa part, M. Jean d'Ormesson, est indépendante de nos conceptions scientifiques, philosophiques, morales et métaphysiques. Si on choisit Dieu, c'est personnel par le cœur. Le pari de Pascal réponde à M. Francis Jeanson (auteur de la Foi d'un incroyant) qui le taxe « d'épicaire métaphysique ».

Le croyance en Dieu, a noté, pour sa part, M. Jean d'Ormesson, est indépendante de nos conceptions scientifiques, philosophiques, morales et métaphysiques. Si on choisit Dieu, c'est personnel par le cœur. Le pari de Pascal réponde à M. Francis Jeanson (auteur de la Foi d'un incroyant) qui le taxe « d'épicaire métaphysique ».

Le croyance en Dieu, a noté, pour sa part, M. Jean d'Ormesson, est indépendante de nos conceptions scientifiques, philosophiques, morales et métaphysiques. Si on choisit Dieu, c'est personnel par le cœur. Le pari de Pascal réponde à M. Francis Jeanson (auteur de la Foi d'un incroyant) qui le taxe « d'épicaire métaphysique ».

Le croyance en Dieu, a noté, pour sa part, M. Jean d'Ormesson, est indépendante de nos conceptions scientifiques, philosophiques, morales et métaphysiques. Si on choisit Dieu, c'est personnel par le cœur. Le pari de Pascal réponde à M. Francis Jeanson (auteur de la Foi d'un incroyant) qui le taxe « d'épicaire métaphysique ».

Le croyance en Dieu, a noté, pour sa part, M. Jean d'Ormesson, est indépendante de nos conceptions scientifiques, philosophiques, morales et métaphysiques. Si on choisit Dieu, c'est personnel par le cœur. Le pari de Pascal réponde à M. Francis Jeanson (auteur de la Foi d'un incroyant) qui le taxe « d'épicaire métaphysique ».

Le croyance en Dieu, a noté, pour sa part, M. Jean d'Ormesson, est indépendante de nos conceptions scientifiques, philosophiques, morales et métaphysiques. Si on choisit Dieu, c'est personnel par le cœur. Le pari de Pascal réponde à M. Francis Jeanson (auteur de la Foi d'un incroyant) qui le taxe « d'épicaire métaphysique ».

Le croyance en Dieu, a noté, pour sa part, M. Jean d'Ormesson, est indépendante de nos conceptions scientifiques, philosophiques, morales et métaphysiques. Si on choisit Dieu, c'est personnel par le cœur. Le pari de Pascal réponde à M. Francis Jeanson (auteur de la Foi d'un incroyant) qui le taxe « d'épicaire métaphysique ».

Le croyance en Dieu, a noté, pour sa part, M. Jean d'Ormesson, est indépendante de nos conceptions scientifiques, philosophiques, morales et métaphysiques. Si on choisit Dieu, c'est personnel par le cœur. Le pari de Pascal réponde à M. Francis Jeanson (auteur de la Foi d'un incroyant) qui le taxe « d'épicaire métaphysique ».

Le croyance en Dieu, a noté, pour sa part, M. Jean d'Ormesson, est indépendante de nos conceptions scientifiques, philosophiques, morales et métaphysiques. Si on choisit Dieu, c'est personnel par le cœur. Le pari de Pascal réponde à M. Francis Jeanson (auteur de la Foi d'un incroyant) qui le taxe « d'épicaire métaphysique ».

Le croyance en Dieu, a noté, pour sa part, M. Jean d'Ormesson, est indépendante de nos conceptions scientifiques, philosophiques, morales et métaphysiques. Si on choisit Dieu, c'est personnel par le cœur. Le pari de Pascal réponde à M. Francis Jeanson (auteur de la Foi d'un incroyant) qui le taxe « d'épicaire métaphysique ».

Parce qu'aujourd'hui ce n'est pas le moment de se séparer de son argent.

Citroën vous propose une autre façon de disposer d'une voiture: ECOPLAN

Une CITROËN neuve sans dépenser toutes vos économies. De nos jours, il vaut mieux faire travailler son argent que de le dépenser. C'est pourquoi Citroën vous propose une autre façon de disposer d'une voiture : "ECOPLAN". Avec "ECOPLAN", vous pouvez partir au volant d'une Citroën neuve sans dépenser toutes vos économies.

Pour acheter une voiture, le plus gênant c'est souvent l'importance du versement comptant. Avec "ECOPLAN", vous n'avez pas de gros apport personnel à verser, mais simplement 3 mois de dépôt de garantie et 1 mois d'avance, soit pour une GSpécial : 2 590 F. Comme cela vous pouvez disposer immédiatement d'une voiture sans casser votre tirelire!

Pourquoi se presser de payer. Avec "ECOPLAN" vos règlements sont faibles, puisque étalés sur 48 mois, de plus ils sont dégressifs. Vos 12 derniers mensualités pour une GSpécial ne seront que de 408 F.

Si l'on reprend votre voiture actuelle, il se peut même que vous repartiez avec de l'argent. En effet, si votre voiture vaut plus de 2 590 F, on vous remboursera tout de suite la différence, afin que vous partiez au volant d'une GSpécial neuve avec de l'argent en poche. En fait, c'est quand on change de voiture qu'on a le plus besoin d'argent.

"ECOPLAN" offre tellement d'avantages que Citroën a édité une brochure détaillée qui, sur simple demande, vous donnera toutes les informations complémentaires.



Disposez d'une GSpécial neuve avec : **2590F**

ECOPLAN

Coupon-réponse à retourner à : Citroën ECOPLAN 75747 Paris Cedex 15. Je désire recevoir sans engagement de ma part la brochure ECOPLAN.

Nom _____ Adresse _____

CITROËN

L'IMPREVU!

moins de trente mille lecteurs l'Imprévu devait disparaître ; nous sommes loin de ces trente mille lecteurs... M. Bernard-Henri Lévy, dont le père a financé le lancement de l'Imprévu, a précisé qu'il ne renoncera pas pour autant au projet d'un quotidien. Le projet est contraire, d'arrêter l'expérience manquée de l'Imprévu avant d'avoir épuisé toutes les ressources financières dont il dispose, laisse pressager une nouvelle tentative dans un avenir plus ou moins rapproché.

Les interviews collection dirigée par Jacques Duquesne

nouvelles

Jacques Duquesne interroge **le Père CHENU** "Un théologien en liberté"

Jean Puyo interroge **le Père CONGAR** "Une vie pour la vérité"

déjà paru

Jacques Duquesne interroge **Mgr Gabriel MATAGRIN** "Un nouveau temps pour l'Eglise"

le Centurion

informations catholiques internationales

Dans son numéro du 1^{er} février

LA FOI D'UN MINISTRE une interview de René LENOIR

LE NUMERO : 350 F ABONNEMENT 1 AN : 70 F 163, boulevard Malesherbes 75-PARIS 17^e (227-85-95) C.C.P. PARIS 82-10-20

BON pour un numéro GRATUIT

N'oubliez pas de nous donner votre nom et votre adresse.

Le Monde de l'éducation

AU SOMMAIRE DU N° 3

- Les communistes et l'enseignement
- Les enfants d'émigrés : des étrangers dans la classe
- René GUINANT : La famille au programme
- QUEBEC : La révolution peu tranquille des collégiens
- L'éducation à l'étranger
- Vie de la classe
- Votre enfant et l'école
- Universités et grandes écoles
- Formation continue
- Les livres
- Les revues

Prix de vente : 5 F

Tarif des abonnements (11 numéros par an)

Vote normale France D.O.M. T.O.M. Europe Par avion Europe (y compris Turquie d'Asie, Afrique, Chypre, Maldives, Algérie, Maroc et Tunisie) Afrique Francophonie, Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion, Comores, Madagascar, Laos, Sud-Vietnam, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles Hébrides, Polynésie française, République Émirats, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Égypte, Syrie, Birmanie, Chine, Corée, Hongkong, Japon, Indonésie, Malaisie, Maldives, Philippines, Singapour, Taïwan, Timor, Thaïlande, Nord-Vietnam, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanie, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie

LE MONDE DE L'ÉDUCATION Service des Abonnements 5, rue des Italiens, 75401 PARIS CEDEX 09 - C.C.P. 4207-23

سید الفاضل

سكنا من الامم

SOCIÉTÉ

EN ITALIE

La libéralisation de l'avortement fait l'objet d'une demande de référendum

De notre correspondant

Rome. — La campagne pour la libéralisation de l'avortement a franchi un nouveau pas, mercredi 5 février, avec le dépôt d'une demande officielle de référendum par M. Marco Penella et ses amis l'ancien secrétaire général du parti radical, qui anime maintenant la « ligue du 13 mai » — date du référendum, l'an dernier, sur le divorce — s'est rendu à la cour de cassation en compagnie de plusieurs personnes parmi lesquelles une religieuse en civil et le directeur de l'Espresso.

Cet hebdomadaire a décidé, en effet, de patronner directement le recueil de demi-million de signatures nécessaires pour provoquer un scrutin Déjà, ses lecteurs sont invités à remplir des bulletins réponse qui serviront à mettre en place des « comités locaux de coordination ». Le but est de supprimer les articles du code pénal punissant l'avortement. Par le vote juridique qu'elle créerait, cette « dépenalisation » obligerait les partis politiques à adopter une nouvelle loi, plus libérale.

Les promoteurs du référendum pourraient réunir cinq cent mille signatures sans trop de difficultés. Mais à partir du moment où la campagne sera officiellement ouverte, ils ne disposeront que de quatre-vingt-dix jours pour atteindre cet objectif. En cas de succès — et si aucune modification de la loi n'est intervenue entre-temps — le référendum aurait lieu entre le 15 avril et le 15 juin 1975.

Pour le moment, M. Penella joue sur la victoire. L'emprisonnement de deux dirigeants du parti radical, M. Gianfranco Spadolini et Mme Adele Faccio, après la découverte d'une clinique clandestine à Florence, embarrasse toutes les grandes formations politiques qui rivalisent de prudence et d'hypocrisie. Aucune ne veut faire le premier pas, ni dans un sens ni dans l'autre. Diverses propositions de loi ont été mises au point, mais leurs auteurs paraissent peu pressés de les déposer au Parlement.

Le débat, pourtant, est bien engagé. On a assisté en première page du *Corriere della Sera* à une passe d'armes entre Pasolini et Moravia. Orsini a écrit deux tribunes — qui eurent les uns à l'antiféminisme, les autres à l'homosexualité — le cinéaste s'était déclaré « contre la légalisation de l'homocide ». L'autour des *Indignités* a aussitôt réagi en accusant son vétéral Pasolini de « chercher depuis quelque temps le scandale » et (suprême injure !) de réagir « comme un catholique ». Un autre écrivain célèbre, Leonardo Sciascia, a pris à son tour la plume pour défendre la personne de Pasolini et contester ses propos.

La majorité des Italiens n'ont pas eu le temps de se faire des opinions aussi tranchées. La réflexion sur l'avortement en est encore à ses débuts. On attend d'un jour à l'autre une prise de position de l'épiscopat, partagé entre deux tendances : celle, très dure, du cardinal Florini (Florence) et celle, plus nuancée, des évêques français. De son côté, le Cour constitutionnelle a été invitée par deux magistrats à se prononcer sur la légalité des articles du code concernant l'avortement. Bien embarrassée, elle s'est donné quinze jours supplémentaires de réflexion, mais, quelle qu'elle soit, sa décision n'évitera pas aux partis politiques et au Parlement de prendre leurs responsabilités.

KOBERT SOLE

L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'INTERRUPTION DE GROSSESSE

Réserves, difficultés, lenteurs et impatience

Pronuée le 17 janvier dernier, la loi relative à l'interruption de la grossesse est, comme l'a souligné récemment le ministre de la Santé, applicable immédiatement. Aucun des décrets, arrêtés ou règlements d'application qui devraient être promulgués dans les six mois, n'est, en effet, essentiel.

à cette mise en œuvre. En revanche, les réserves morales, les problèmes d'organisation et les réserves du corps médical suscitent un peu partout en France des difficultés du même ordre que celles qui ont été rencontrées aux Etats-Unis et au Grand-Bretagne. Les femmes qui se heurtent à des refus catégoriques ou à des renvois aux autorités ministérielles, constatent qu'il leur faut toujours et dans l'immédiat recourir à la solution néerlandaise ou britannique... et ont le sentiment que la loi n'a rien changé. C'est faire montre d'une compréhensible impatience.

avaient joué un rôle moteur important dans l'organisation de l'accueil aux femmes en détresse. Il n'est pas aisé de passer du jour au lendemain de la condamnation criminelle et de l'opprobre, à l'accueil compréhensif et à la solidarité, qu'elle soit ou non dissuasive. Les femmes concernées et qui se trouvent un peu partout en difficulté en font la douloureuse expérience. La modification législative n'était qu'une étape dans le processus nécessairement lent de la tolérance que d'une conception nouvelle du rôle médical dans la maîtrise de la procréation.

Le ministère de la Santé prévoit de faire publier et distribuer gratuitement un « carnet à feuilles amovibles » destiné aux trois consultations médicales et sociales (deux entretiens avec le médecin et une consultation dans un centre social) dont la femme doit avoir justifié avant de se faire avorter. Le temps matériel de cette impression explique quelle ne puisse être immédiate.

Les problèmes de la technique à employer, de la nécessité (ou non) d'hospitaliser, du paiement des actes accomplis et du matériel utilisé doivent être résolus par les médecins et les administrateurs hospitaliers, qui les étudient actuellement. La série d'enquêtes de nos correspondants doit nous

commencer la publication montre que si les réserves médicales sont très puissantes en certains régions la volonté d'aboutir à des solutions humaines est manifeste ailleurs. Et il est vraisemblable que les dispositions qu'entendent adopter certains grands cliniques mutualistes offriront un modèle aux établissements hésitants. Mais il n'est pas douteux que l'obligation de pratiquer l'interruption de grossesse dans un établissement hospitalier entravera l'action des groupements tels que le Mouvement français pour le planning familial ou les centres d'orthogénie qui, tant aux Etats-Unis qu'aux Pays-Bas et en Suède,

RENNES : une clinique privée prend de vitesse l'hôpital public

De notre envoyé spécial

Rennes. — « Depuis la publication de la loi sur l'interruption de grossesse, nous avons tous les jours des femmes qui viennent nous demander de les avorter. Nous avons eu jusqu'à cinq demandes dans la même journée. La nouvelle loi aura en au moins cent fois plus pour les professeurs Toulouze et Dubois, « patrons » du service de gynécologie et de maternité de l'Hôtel-Dieu, au centre hospitalier régional de Rennes. Selon eux, le rôle de médecin n'est pas de « régler toutes les situations désagréables pour les femmes ».

« Nous ne jugeons pas les médecins qui pratiquent l'avortement, nous acceptons même de leur apporter à titre gratuit. Mais nous ne voulons pas, affirment les professeurs Toulouze et Dubois, que cela se fasse dans notre maternité. » Cette intranquillité semble quelque peu en contradiction avec l'optimisme de M. Muraud, directeur du centre hospitalier régional, qui affirme que « cela démarre », probablement vers une cinquantaine d'interruptions de grossesse par semaine à Rennes, qui sera certainement, dans un premier temps, le seul endroit du département où ce service sera disponible. Il faut donc déplorer une douzaine de lits, alors même que, aux dires de son directeur, le C.H.R. en manque. Contrairement aux professeurs Toulouze et Dubois, qui préconisent la création d'un service spécialisé, M. Muraud estime qu'il devrait y avoir une répartition entre différents services, gynécologie et chirurgie par exemple, pour éviter la création d'un « avortoir ».

dans une chambre de malade transformée à cet effet, où le cabinet de toilette est de vestiaire. Comme il n'y a qu'un médecin, le délai de rendez-vous est long. Les autres centres n'est contre cette consultation, mais personne ne fait d'efforts pour la développer. « C'est le seul médecin est venu me voir pour apprendre à poser un stérilet. »

REACTIONS AUX MESURES EN FAVEUR DES FEMMES ANNONCÉES PAR Mme GIROUD

Mme Ariette Lagulier, ancienne candidate de l'Union ouvrière à l'élection présidentielle, déclare à RTL que ces projets ne représentent « rien ». « Ce ne sont pas des réformes et des intentions qui peuvent changer quelque chose au sort des femmes qui souffrent aujourd'hui », a-t-elle affirmé.

450F en clinique privée

En tant que responsable local de Planning familial, il y a longtemps que le Dr Bohec se préoccupe de l'avortement, sans le pratiquer lui-même. Pour l'instant, la récente loi de semble avoir changé grand-chose. Comme le Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception (MLAC) local, le Planning familial continue d'organiser des voyages à l'étranger, et surtout en Angleterre, l'aéro-drome voisin de Dinard-Pleurtuit ayant une liaison quotidienne avec Londres.

« Le Mouvement de la jeunesse communiste française estime que ces mesures ne régleront rien quant au fond des graves problèmes posés à la masse des jeunes filles », déclare Mme Giroud, présidente de la C.F.P. « Le M.J.C.F. de la condition féminine, c'est un ministère sans crédits. »

« Il faut ensuite trouver du personnel qui accepte de pratiquer l'interruption de grossesse, des infirmières ou des sages-femmes, mais surtout des médecins, et en nombre suffisant pour que chaque opératoire ne soit pas commis et répété cinq ou six fois par jour et acte professionnellement peu intéressant. Jusqu'à présent, aucun médecin n'est intervenu en tant que chef de clinique ou interne, ne s'est encore porté volontaire, peut-être à cause de l'opposition des « patrons », les professeurs Toulouze et Dubois, sur leur carrière. Une solution serait peut-être, selon M. Muraud, de donner à des praticiens installés en ville, la possibilité de venir eux-mêmes à l'hôpital y opérer leurs patientes.

« Les associations féministes orthodoxes (C.F.P., Union-Congrès, etc.) demandent que soit reconnue la valeur éducative et sociale du travail de la mère à la maison et que, en conséquence, soit accordé aux mères qui restent à leur foyer pour élever un enfant de moins de cinq ans ou plus de trois enfants un salaire maternel égal au SMIC, ouvrant droit à la sécurité sociale et à la retraite. L'attribution de ce salaire maternel équivaut au pourcentage de la cotisation à l'assurance-maladie des enfants et de l'indemnité de 50 F par jour et par enfant) dépense largement le salaire maternel demandé. »

« La loi est dure mais c'est la loi »

« Je bricole dans mon coin », dit le docteur Bohec, orthogénologue, vice-président du Planning familial de Rennes, membre de l'Association nationale pour l'étude de l'avortement (A.N.E.A.). Depuis quatre ans, il tient une consultation d'orthogénie, une matinée par semaine, à la maternité de l'Hôtel-Dieu. Le docteur Bohec, praticien exerçant en ville, est volontaire ; il ne dispose, pour cette « consultation », d'aucun personnel et travaille, sans téléphone,

« Est-ce donc un problème de lits, d'opératoires, ou de tactique ? Les problèmes posés par l'avortement ont déjà été soumis au C.H.R. et à la commission médicale consultative, qui devrait prochainement proposer une solution satisfaisante pour chacun, et permettant d'appliquer la loi. La loi est dure, mais c'est la loi », déclare M. Muraud, qui estime qu'en Bretagne l'avortement ne sera pas facile à faire admettre, quand il a déjà été si difficile de faire accepter la contraception.

« MISE AU POINT. — Après la publication dans le *Monde* du mercredi 5 février, de l'article intitulé « Le mot femme au féminin », le mouvement féministe le Spirale a réagi, contrairement à ce qui a été écrit. Il ne se veut pas apolitique. Le Spirale a ajouté, néanmoins, qu'elle n'est liée à aucun organisme politique.

« La loi est dure mais c'est la loi »

« MISE AU POINT. — Après la publication dans le *Monde* du mercredi 5 février, de l'article intitulé « Le mot femme au féminin », le mouvement féministe le Spirale a réagi, contrairement à ce qui a été écrit. Il ne se veut pas apolitique. Le Spirale a ajouté, néanmoins, qu'elle n'est liée à aucun organisme politique.

« MISE AU POINT. — Après la publication dans le *Monde* du mercredi 5 février, de l'article intitulé « Le mot femme au féminin », le mouvement féministe le Spirale a réagi, contrairement à ce qui a été écrit. Il ne se veut pas apolitique. Le Spirale a ajouté, néanmoins, qu'elle n'est liée à aucun organisme politique.

« MISE AU POINT. — Après la publication dans le *Monde* du mercredi 5 février, de l'article intitulé « Le mot femme au féminin », le mouvement féministe le Spirale a réagi, contrairement à ce qui a été écrit. Il ne se veut pas apolitique. Le Spirale a ajouté, néanmoins, qu'elle n'est liée à aucun organisme politique.

« MISE AU POINT. — Après la publication dans le *Monde* du mercredi 5 février, de l'article intitulé « Le mot femme au féminin », le mouvement féministe le Spirale a réagi, contrairement à ce qui a été écrit. Il ne se veut pas apolitique. Le Spirale a ajouté, néanmoins, qu'elle n'est liée à aucun organisme politique.

« MISE AU POINT. — Après la publication dans le *Monde* du mercredi 5 février, de l'article intitulé « Le mot femme au féminin », le mouvement féministe le Spirale a réagi, contrairement à ce qui a été écrit. Il ne se veut pas apolitique. Le Spirale a ajouté, néanmoins, qu'elle n'est liée à aucun organisme politique.

« MISE AU POINT. — Après la publication dans le *Monde* du mercredi 5 février, de l'article intitulé « Le mot femme au féminin », le mouvement féministe le Spirale a réagi, contrairement à ce qui a été écrit. Il ne se veut pas apolitique. Le Spirale a ajouté, néanmoins, qu'elle n'est liée à aucun organisme politique.

« MISE AU POINT. — Après la publication dans le *Monde* du mercredi 5 février, de l'article intitulé « Le mot femme au féminin », le mouvement féministe le Spirale a réagi, contrairement à ce qui a été écrit. Il ne se veut pas apolitique. Le Spirale a ajouté, néanmoins, qu'elle n'est liée à aucun organisme politique.

« MISE AU POINT. — Après la publication dans le *Monde* du mercredi 5 février, de l'article intitulé « Le mot femme au féminin », le mouvement féministe le Spirale a réagi, contrairement à ce qui a été écrit. Il ne se veut pas apolitique. Le Spirale a ajouté, néanmoins, qu'elle n'est liée à aucun organisme politique.

« MISE AU POINT. — Après la publication dans le *Monde* du mercredi 5 février, de l'article intitulé « Le mot femme au féminin », le mouvement féministe le Spirale a réagi, contrairement à ce qui a été écrit. Il ne se veut pas apolitique. Le Spirale a ajouté, néanmoins, qu'elle n'est liée à aucun organisme politique.

« MISE AU POINT. — Après la publication dans le *Monde* du mercredi 5 février, de l'article intitulé « Le mot femme au féminin », le mouvement féministe le Spirale a réagi, contrairement à ce qui a été écrit. Il ne se veut pas apolitique. Le Spirale a ajouté, néanmoins, qu'elle n'est liée à aucun organisme politique.

ION

LA TÉLÉVISION

Incalculable

Tout est en marche pour la libéralisation de l'avortement. Le ministre de la Santé, Jacques Chirac, a annoncé que les décrets, arrêtés ou règlements d'application qui devraient être promulgués dans les six mois, n'est, en effet, essentiel.

L'avenir de l'homme

Les études de l'avenir de l'homme sont en marche. Le ministre de la Santé, Jacques Chirac, a annoncé que les décrets, arrêtés ou règlements d'application qui devraient être promulgués dans les six mois, n'est, en effet, essentiel.

Les études de l'avenir de l'homme sont en marche. Le ministre de la Santé, Jacques Chirac, a annoncé que les décrets, arrêtés ou règlements d'application qui devraient être promulgués dans les six mois, n'est, en effet, essentiel.

Les études de l'avenir de l'homme sont en marche. Le ministre de la Santé, Jacques Chirac, a annoncé que les décrets, arrêtés ou règlements d'application qui devraient être promulgués dans les six mois, n'est, en effet, essentiel.

Les études de l'avenir de l'homme sont en marche. Le ministre de la Santé, Jacques Chirac, a annoncé que les décrets, arrêtés ou règlements d'application qui devraient être promulgués dans les six mois, n'est, en effet, essentiel.

Les études de l'avenir de l'homme sont en marche. Le ministre de la Santé, Jacques Chirac, a annoncé que les décrets, arrêtés ou règlements d'application qui devraient être promulgués dans les six mois, n'est, en effet, essentiel.

Les études de l'avenir de l'homme sont en marche. Le ministre de la Santé, Jacques Chirac, a annoncé que les décrets, arrêtés ou règlements d'application qui devraient être promulgués dans les six mois, n'est, en effet, essentiel.

Les études de l'avenir de l'homme sont en marche. Le ministre de la Santé, Jacques Chirac, a annoncé que les décrets, arrêtés ou règlements d'application qui devraient être promulgués dans les six mois, n'est, en effet, essentiel.

LA FOI D'UN MINISTRE. Une interview de René LENOIR. BON pour un numéro GRATUIT. Education.

PIANOS ORGUES CLAVECINS piano center 242.26.30

PIANOS ORGUES CLAVECINS piano center 242.26.30

PIANOS ORGUES CLAVECINS piano center 242.26.30

PIANOS ORGUES CLAVECINS piano center 242.26.30

Nationales. Résolues. Energiques. Maintenez vous logique avec vous-même. BMW 1602, 1802, 2002, 2002 TI.

PIANOS ORGUES CLAVECINS piano center 242.26.30

PIANOS ORGUES CLAVECINS piano center 242.26.30

PIANOS ORGUES CLAVECINS piano center 242.26.30

PIANOS ORGUES CLAVECINS piano center 242.26.30

PIANOS ORGUES CLAVECINS piano center 242.26.30

Nationales. Résolues. Energiques. Maintenez vous logique avec vous-même. BMW 1602, 1802, 2002, 2002 TI.

PIANOS ORGUES CLAVECINS piano center 242.26.30

PIANOS ORGUES CLAVECINS piano center 242.26.30

PIANOS ORGUES CLAVECINS piano center 242.26.30

PIANOS ORGUES CLAVECINS piano center 242.26.30

صوتنا من الامل

CARNET

JUSTICE

Un syndicat de policiers « s'associe entièrement » aux déclarations du ministre de l'intérieur

La Fédération générale des syndicats indépendants de la police nationale... M. MONATE : surprenant

TÉMOIGNAGE

Quand la loi opprime les hommes

Prêtre, responsable de la paroisse Saint-Hippolyte, 27, avenue de Choisy, à Paris-13... M. Youssef Chabbat, le travailleur hospitalisé à la Pitié...

Naissances

— Christian et Marie Bobot, née Henneguin, sont heureux d'annoncer la naissance de...

Décès

— Mme René Cases et ses enfants ont le deuil de faire part du décès de...

Remerciements

— Le président du conseil d'administration... Mme Maurice KROUCH, née Gisèle Goldmann...

Visites et conférences

SAMEDI 8 FÉVRIER VISITES GUIDÉES ET PROMENADES... M. Maurice Ragoz, son épouse...

BERTEIL soldes Prêt à porter de luxe Hommes-Femmes Sportswear 3, place Saint-Augustin 75008 Paris de 10 à 19 heures

DANS LA PRESSE DU 6 JUILLET 1939

Les Établissements R. DIDIER NEVEUR publiaient leurs réalisations et leurs nouveautés pour le broissage des cheveux. Ils atteignent d'ailleurs la perfection dans leur spécialité.

Image of hair brushes and text: LA PERFECTION ENFIN RÉALISÉE DANS LE BROISSAGE DE LA CHEVELURE... En 1975, fidèles au souci de qualité et au maintien de cette perfection...

NEUILLY - s. - SEINE Salle des ventes du Roule 150 av. du Roule, Neuilly-s.-Seine

du 27 janvier au 15 février 1975 Un salon tout cuir, très belle qualité, coussins garnis duvet. Le canapé 3 places + 2 fauteuils 8.650 F

LE D'APPEL D'AIX EN-PROVENCE Milliers des Baumettes De notre correspondant

DIVERS PAS DE CALAIS Cause de l'explosion de l'explosif de Drocourt Cause Inconnue

LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME : maladie calculée. La Ligue des droits de l'homme communique...

ILLAGE DE L'ITALIE M. Camille Laurens, secrétaire général du Centre national des indépendants et paysans...

SPORTS

Automobilisme

Après sa décision de maintenir le Grand Prix National à Clermont-Ferrand

LA FÉDÉRATION FRANÇAISE S'EXPOSE A L'INTERDICTION DE L'ÉPREUVE

M. Jean-Marie Balestre, président de la Fédération française du sport automobile (F.F.S.A.), a confirmé le 6 février, au cours d'une conférence de presse, que le comité directeur de sa fédération avait décidé que le Grand Prix de France (6 juillet) devrait bien avoir lieu sur le circuit de Charade, à Clermont-Ferrand. L'opposition manifestée par les pilotes, pour des raisons de sécurité, comme les réserves exprimées par la Commission sportive internationale (C.S.I.), pour le même motif, n'ont en définitive eu aucune influence concrète sur le choix du comité directeur.

A priori, le problème à résoudre paraissait pourtant simple. Ceux qui sont au premier chef concernés par la sécurité — pilotes, constructeurs — souhaitent que le Grand Prix soit organisé sur un circuit permanent moderne et sûr (Le Castellet ou Dijon-Prévost) et ils avaient l'espoir que leurs arguments seraient retenus. Quelle autre priorité peut-il en effet y avoir en sport automobile que de tout faire pour assurer le maximum la sauvegarde des pilotes ? Toute autre considération, économique, administrative, fédérale, politique, n'est en comparaison que secondaire, même quand beaucoup d'intérêts sont en jeu.

Les organisateurs de Clermont-Ferrand considèrent qu'il sera techniquement impossible d'assurer correctement la préparation du Grand Prix de France si les pilotes et la C.S.I. ne font pas connaître leur position avant la fin du mois de février. A l'opposé, la position de la C.S.I. est la suivante : une inspection sera effectuée deux mois avant la date de l'épreuve, donc le 6 mai. Dans l'hypothèse où les travaux demandés n'auraient pas été menés à bien — et leur réalisation est impossible — l'interdit sera décidé.

F. J.

UN JUNIOR CHAMPION DE FRANCE DE DESCENTE

C'est un junior de dix-huit ans, Jean-Jacques Bertrand, de Valenciennes, qui a remporté, jeudi 6 février, le titre de champion de France de descente. Sur la piste Emile-Allais de Megève, il a battu deux autres Savoyards, Patrick Brye et Bernard Rossat-Mignod.

Les favoris de la course, Patrick Pellat-Pinet et Michel Dujon ont abandonné après une chute.

Classement

1. Jean-Jacques Bertrand, 1 min. 43 sec. 86 ;
2. Patrick Brye, 1 min. 43 sec. 90 ;
3. Bernard Rossat-Mignod, 1 min. 46 sec. 93 ;
4. René Arpin-Pont, 1 min. 46 sec. 36 ;
5. Patrick Andoulet, 1 min. 48 sec. 15 ;
6. Philippe Martin, 1 min. 48 sec. 83 ;
7. James Fugnat, 1 min. 48 sec. 02 ;
8. Noël Perro, 1 min. 47 sec. 13 ;
9. Jean-Pierre Futhod, 1 min. 47 sec. 18 ;
10. Laurent Mazilli, 1 min. 47 sec. 22 ;
11. Patrick Ciprielli, 1 min. 48 sec. 13 ;
12. Claude Ferrand, 1 min. 48 sec. 13 ;
13. René Benoît Guyot, 1 min. 48 sec. 13 ;
14. Georges Baets, 1 min. 48 sec. 13 ;
15. Serge Roman, 1 min. 48 sec. 13 ;
16. Jean-Michel Garcia, 1 min. 48 sec. 13 ;
17. Gilles Eybert, 1 min. 48 sec. 13 ;
18. Jacques Martin, 1 min. 48 sec. 13 ;

Lire notre chronique sportive page 19 dans le « Monde du tourisme et des loisirs ».

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 03
C.C.P. 4267 - 23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - O.G.M. - T.O.M.
ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)
30 F 160 F 232 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 273 F 402 F 530 F

ÉTRANGER
par messagerie
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS SUISSE
115 F 218 F 307 F 400 F

II - JAPON
125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Football

BASTIA - NICE EN SEIZIÈME DE FINALE DE LA COUPE DE FRANCE

Voici le résultat du tirage au sort des seizièmes de finale de la Coupe de France de football, qui seront joués par matches « aller » et « retour » les 2 et 6 mars :

Rennes - Metz ou Cambrai ; Paris F.C. - Lille ; Angers - Lorient ; Brest - Valenciennes - le 2 et 3 ou Neuix-les-Mines ou Epinal ; Brest - Lens ; Saint-Etienne - Le Puy ; Bordeaux ou Châteaurenard - Sochaux ; Toulon - Lorient ; Bastia - Nice ; Marseille - Montluçon ; Nancy - Saint-Louis ; Sète - Paris-Saint-Germain ou Saint-Dié ; Besançon - Strasbourg ; Caen - Martigues ou La Palud-Montpellier ; Rouen - Troyes.

Basket

Le Clermont Université Club (CUC) a été battu d'un point par les Italiennes de Sesto-San-Giovanni (61-60) en quart de finale de la Coupe de France. Au match « aller », les Clermontois avaient gagné par 70 à 59.

Hippisme

Le Prix de Châteaurenard, disputé le 6 février, à Vincennes, est réservé au pari tiercé, a été remporté par Cito d'Orléans, suivi de Carmen L et de Corina Williams. La combinaison gagnante est 7, 15, 14.

Bibliographie

L'ANNÉE DU CYCLISME
Ceux qui s'intéressent au sport de la bicyclette prendront plaisir à relire ce livre écrit par Pierre Chany, l'homme qui a fait connaître au grand public le cyclisme en France. L'ouvrage est riche en couleurs et fertile en surprises, d'autant que dans l'Année du cyclisme qui leur est proposée par l'auteur, Pierre Chany évoque notamment les exploits de Merckx, de Poulidor, de Zoete et d'Alain Santy. Il explique comment Merckx a remporté coup sur coup le Tour de France et le championnat du monde après une longue série d'insuccès et dit pourquoi Poulidor, en dépit de ses trente-huit ans, est resté, ici et là, son plus grand adversaire. Il fait pénétrer le lecteur dans la coulisse, il le guide dans la caravane et même dans le peloton. Le commentaire s'appuie largement sur l'indiscrétion, sur l'écoulement de l'heure des bilans. De très nombreuses illustrations ainsi que des palmarès complètent le récit et confèrent à cet ouvrage une présentation luxueuse la valeur d'un document. — J. A.

L'Année du cyclisme, Pierre Chany, Calmann-Lévy, 228 pages, 64 F.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 7 février 1975 :

UN DÉCRET
Portant publication de l'accord européen sur l'instruction et la formation des instructeurs (ensemble de deux annexes), fait à Strasbourg le 25 octobre 1974.

UN ARRÊTÉ
Fixant le nombre d'emplois offerts aux officiers, au titre de l'année 1975, dans les corps de fonctionnaires relevant du secrétariat d'Etat à la culture.

BIBLIOTHEQUE ou DISCOTHEQUE

composez à votre gré le décor de vos loisirs

TRES BELLE BIBLIOTHEQUE MODERNE. Fabrication avec très soignée. Revêtement Epoxy. Ongles plastiques blancs. Quatre tubes carrés avec vitres et miroirs incrustés. Assemblage par vis ultra cylindrique. Auto-régulé grâce à sa structure de montage CLEEN. Cette bibliothèque est idéale, la juxtaposition d'une autre bibliothèque permet d'obtenir un ensemble modulable parfaitement adapté avec des dimensions au bord.

Dimensions : larg. 889 mm, prof. 372 mm (deux largesurs de pieds) H 1850 mm. Livrée prête à monter avec clés sans outils et notices.

399 F TTC. BIB 2

299 F TTC. DIS 1

opération promotionnelle trois CLEEN

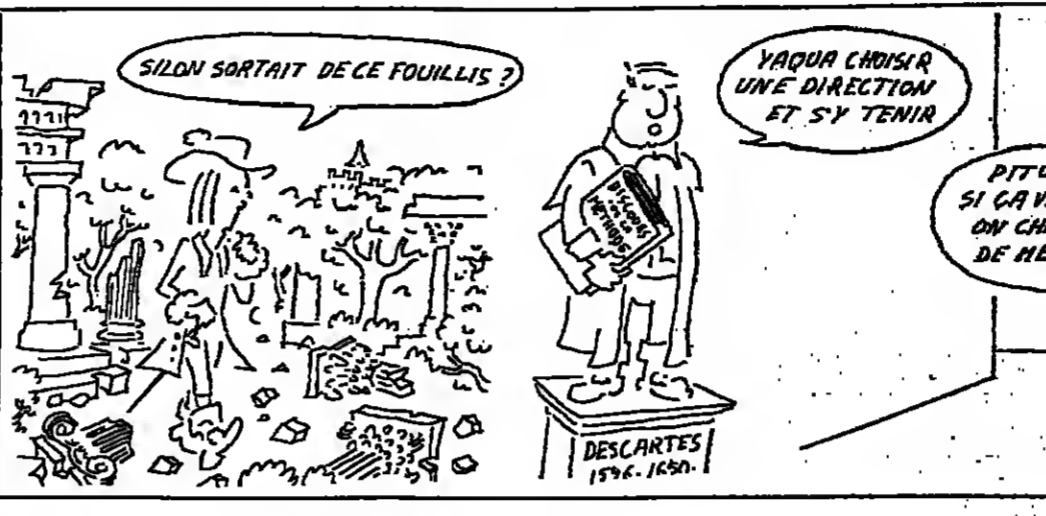
CLASSEZ VITE ET BIEN 99

Information Exposition
35 AV. FRIEDLAND
PARIS 8^e M^o Etoile

AUJOURD'HUI

SILON, YAQUA et PITUCÉ

DE GUY BÉART
DESSINS DE KONK



MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable de temps en France entre le vendredi 7 février à 6 heures et le samedi 8 février à 24 heures :

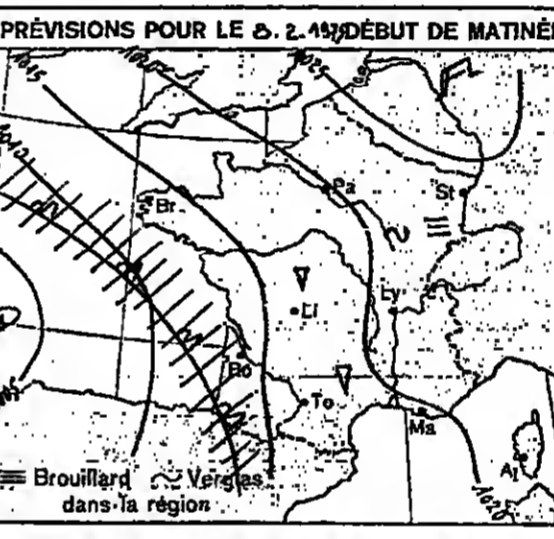
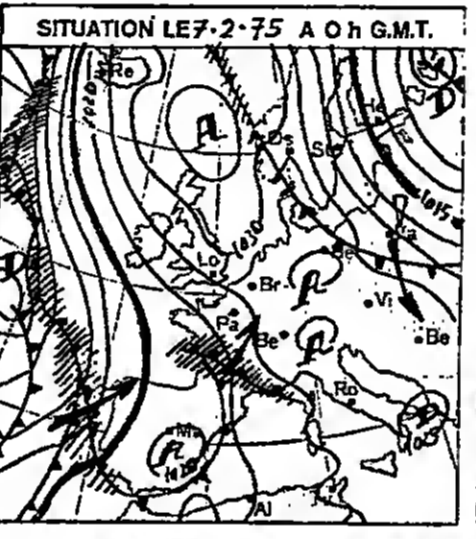
La zone dépressionnaire méditerranéenne dirigée en courant perturbé sur le sud-ouest de l'Europe, mais les hautes pressions, qui persisteront de la mer de Norvège à l'Italie, s'opposent à la progression des perturbations à travers la France.

Samedi 8 février, des côtes de l'Atlantique au Midi méditerranéen, le temps sera doux, souvent nuageux avec des pluies passagères ou des averses qui tendront à s'intensifier, tandis que les vents, de sud-est à sud, se renforceront un peu. Des éclaircies assez belles apparaîtront toutefois sur le Sud-Ouest au cours de l'après-midi.

Sur le reste du pays, la matinée sera assez fraîche, mais les pluies se localiseront principalement de la France à l'Alsace et à la Franche-Comté, ainsi qu'en Bretagne, quelques heures après la disparition de quelques bruyères. En revanche, des nuages et des pluies venant de l'Atlantique gagneront le sud et l'ouest du Bassin parisien, le Morvan et le nord du Massif Central. Les vents, faibles à modérés, souffleront de l'est ou du sud-est.

Vendredi 7 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1022 millibars, soit 761 millibars au-dessus du niveau de la mer.

Températures les plus élevées indiquées le maximum enregistré au cours de la journée du 6 février ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7 ; Biarritz, 16 et 7 degrés ;



— Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

Zone de pluie ou neige / averses / orages / Sens de la marche des fronts

Front chaud / Front froid / Front occlus

Formation permanente

L'Association nationale des assistants de service social (ANAS) organise, sous la conduite d'un sociologue chargé de recherches au C.N.R.S., et animée par un assistant de service social, une session ayant pour thème « Travail social et institutions ». Analyse des pratiques et méthodologie de l'action (première séquence du 12 au 15 mars 1975).

* Renseignements à l'ANAS, 3, rue de Stockholm, Paris-8^e, Tél. 322-06-98.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1071

HORIZONTELEMENT

I. Où bien des grues finissent en tête ; Doivent leur emploi au fait qu'elles ne peuvent plus après une bonne coupe. — II. Garçon manqué ; Cela fait du bruit quand il se met à parler. — III. Orientations ; Sujet de maintes conférences. Est très apprécié. — IV. Paroles pieuses. — V. Ville étrangère ; Près de Cologne. — VI. Conjonction ; Se montre le plus rapide ou le plus polyvalent ; Fruit. — VII. Sire pesant ; Maotivité reconstruit. — VIII. Éléments constitutifs d'animales croisées. — IX. Souffle chaud ; Partie d'une flûte. — X. Titre abrégé. — XI. Fronte une entente plus que cordiale. — XII. Contient donc une bonne dose de latex ; Jeunes, ils ont parfois un bel avenir devant eux. — XIII. Sur la rose des vents ; Figure mythologique ; Brille dans sa spécialité. — XIV. Déformé ; Pourvus d'une couche peu meubleuse. — XV. Source de bruits ; But d'excursions ; Salubres. — XVI. Langue ; Chemins non carrossables.

VERTICALEMENT

I. Des gens qui ne rêvent que de sorcier ; S'étiend sous l'arbre quand il fait beau. — II. Ne demande qu'à jouer une autre partie ; Point biblique. — III. Symbole chimique ; D'un auxiliaire ; Se livre à des lettres érudites. — IV. Ne dit pas un mot de ce qu'il pense ; Crack. — V. Dans une célèbre alternative ; Ont les caractères de la bruyère. — VI. Cracque ; Vieille tige ; Plaque. — VII. Crucelle ; Chante au paradis ; Très capable. — VIII. Canton de France ; Nappe d'un auxiliaire ; Se livre à des lettres érudites. — IX. Le faux plat à certains ; Souvent redéfinie par une cour. — X. Ancienne figure ; Abandonnerai. — XI. Sim-

Solution du problème n° 1070

Horizontalement

I. Orde. Agr. II. Nageuse. III. Gâté. Sa. Du. — IV. Lesde. V. V. Es. Aethus. — VI. Atlas. — VII. Mit. Reel. — VIII. Riset. — IX. Aies. Esta. — X. Ile. — XI. Désespoir.

Verticalement

I. Onglée. Rald. — 2. Raies. Mille. — 3. Égée. Sa. — 4. EE. Dates. — 5. Ussel. — 6. Ass. — 7. G. Vises. — 8. Eau. — 9. Roussel. — 10. Estai.

GUY BROUTY.

Circulation

L'USAGE DES PNEUS A CRAMPONS

Sont autorisés à circuler équipés de pneumatiques à crampons, du 15 novembre 1974 au 15 mars 1975 (avec prolongement possible, compte tenu des circonstances locales) : les véhicules de transport en commun ; les véhicules de transport de marchandises dont le poids total autorisé en charge est inférieur à 3,5 tonnes, les poids lourds de plus de 3,5 tonnes ayant reçu une autorisation spéciale délivrée par les préfets, pour certaines catégories et dans certaines conditions.

Tous ces véhicules doivent rouler à moins de 90 kilomètres à l'heure et porter le disque « 90 ».

D'autre part, s'il s'agit de pneumatiques à crampons achetés après le 1^{er} août 1974, ceux-ci doivent être à structure radiale ; le diamètre des crampons ne doit pas dépasser 9 millimètres. S'il s'agit de pneus achetés avant cette date, et qui comportent des crampons de plus de 9 millimètres, leur utilisation est tolérée jusqu'au 15 mars 1975. A partir de l'hiver 1975-1976, ils seront définitivement interdits.

L'EXTINCTEUR N'EST PAS OBLIGATOIRE DANS LES AUTOMOBILES

Il n'est pas envisagé de rendre obligatoire en France la présence d'un extincteur à bord de chaque véhicule en raison du coût de ce dispositif et de sa très faible efficacité au point de vue de la sécurité. répond le ministre de l'équipement à une question de M. Jacques Médéric, député et maire de Nice. « En effet, l'impudence des extincteurs de petit modèle à maintenir les incendies conduisant à une collision, dès lors qu'une certaine quantité d'essence a été répandue, a été clairement démontrée par de nombreuses expériences. C'est pourquoi, indique le ministre, dans les enceintes nationales, l'intérêt est porté en priorité sur la protection des véhicules de transport afin de réduire le nombre de victimes, supprimer, ou du moins de limiter, les écoulements d'essence en cas de collision, ainsi que sur les moyens (coupe-circuit, fusibles) de prévenir l'incendie en évitant la production d'étincelles électriques en cas de choc. » (Journal officiel du 18 janvier.)

A L'HOTEL DROUOT

Samedi

EXPOSITION de 11 heures à 18 heures

S. 1. - Tableaux mod. M^o Robert. S. 2. - Bel anneau, M^o Boisgrard. S. 3. - Bel anneau, M^o le Blanc. S. 4. - Bijoux, argentier, M^o Ben-Gelmann. Oger.

S. 5. - Haute époque objets mobil. S. 6. - M^o Opie. S. 7. - M^o Boudo.

VENTE A VERSAILLES

M^o F. et J. MARTIN, C.-P. ans. 850-58-08

DIMANCHE 9 FÉVRIER

HOTEL DES CHEVAUX-LOGERS

A Imp. des Chevaux-Logers

10 h. 30 : FAÏENCES GIROU. PORCELAINES DE LA CHINE

14 h. 30 : SET NOUVEAU 1000

Céramiques, Pâtes de verre

Objets d'art bronzes, étains

CHALISES DES CHEVAUX-LOGERS

9 h. 30 : M^o de la Cour

14 h. : TABLEAUX, MEUBLES, OBJETS D'ART, TAPISSERIES DE HAUTE ÉPOQUE

Exposition vendredi et samedi

Journal de 1950

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

PROMENADE DANS L'AUTRE SIÈCLE

QUAND LES « CHAUDRONNIERS » HABILLAIENT PARIS



« SANS prestige, sans distance historique puisqu'elle ne contient que l'ordinaire de notre ville, cette architecture ne constitue pas un objet de consommation touristique. » Et pourtant... En feuilletant la passionnante étude de l'architecture de fer, de verre et de brique, rédigée par Paul Chemetov pour le secrétariat d'Etat à la culture, on trouve bien des occasions de lever les yeux dans les rues de Paris. Ce Paris des quartiers industriels ou bourgeois, ce Paris qui, du Second Empire à la première guerre mondiale, accueille dans ses rues, ses bâtiments d'habitation, ses grands magasins, ses entrepôts, ses ateliers et ses jardins, les conquêtes de l'industrie.

Le fer, « invulnérable » (on ne pense pas encore à la rouille et au feu, remplace le bois. Allié au verre, il emprisonne l'espace et la lumière sous de vastes parapluies, de grandes verrières. Il dessine des cloisonnements nouveaux, des façades géométriques où la folie se cache dans les détails. La structure se montre, s'expose entre les briques et les céramiques colorées. Les bouillons fleurissent, les rivets s'allongent, les briques festonnent. Les colonnettes de fonte se font riges, plantées, les chapiteaux feuillues. La « franchise » de ces murs mis à nu séduit certains, tandis que d'autres dénoncent son irrévérence, comme le montre la polémique sur le dôme de l'Opéra : « Nous nous représentons, écrit Planat, la lôte et la fonte apparaissant froides et rigides derrière les époules nues des spectatrices. »

Cela même Mirbeau, à propos de l'exposition universelle de 1889, tombe dans le lyrisme : « Pendant que l'art cherche l'intimité ou s'attarde aux vieilles formules... l'industrie explore l'inconnu, conquiert des formes (...). Les architectes modernes, ceux que l'Etat protège et paie, avaient fini de l'orchestration, qui est par sa nature même un art symphonique, on ne sait quel objet d'incantation, de discordance, où ils s'efforçaient d'humilier tous les styles, l'un par l'autre, et en les combinant (...). Il n'a fallu que ce soient des « chaudronniers », comme on les appelle dans l'argot du travail, qui débarrassent l'architecture de la ténacité des architectes, qui viennent, avec leurs forges, leurs martinets, leurs bouloirs et leurs rieurs, découvrir des harmonies nouvelles (...). Le règne du fer commence. »

« Ce qui m'a toujours frappé », nous raconte l'architecte Paul Chemetov qui s'intéresse à cette époque depuis plus de quinze ans, c'est l'opportunité des architectures du dix-neuvième siècle, leur capacité à « faire avec ». Les oracles contemporains sont incapables de dominer les éléments dont ils se servent.

Ils se contentent de livrer leur « dessin » aux ingénieurs. A cette époque, ou contraire, on aimait jouer de l'assemblage des poutrelles, des briques et des bouts de verre. D'où une qualité de construction et une richesse d'invention inédites. »

Pour le croire, il suffit de regarder. De lever les yeux vers les coupées des grands magasins ou des grandes banques (« Crédit lyonnais et Société générale », d'entrer dans les serres du Jardin des Plantes, de traverser du côté des grands boulevards, les passages « où règne bionnement, dit Aragon, la lumière moderne de l'insolite », de fréquenter les marchés du Temple, des Batignolles ou Saint-Quentin. Sans se laisser arrêter par la crasse qu'on entendrait pour mieux les condamner d'aller lire sous les arches légers de la bibliothèque Sainte-Genève, de prendre le train — et son temps — à la gare du Nord, d'observer la lumière sous le metro aérien, d'entrer dans l'ancienne gare d'Orsay.

Maîtrisée par la politique des grands travaux et des grands équipements publics, les techniques nouvelles se répandent après 1870 dans l'architecture quotidienne, celle que l'équipe dirigée par Paul Chemetov a minutieusement étudiée et recensée.

La serre, espace royal

Le chef-d'œuvre des « compagnons » du siècle dernier, c'est la serre. Elle permet d'engranger les trésors rapportés par les colons de l'ère industrielle, les plantes et les animaux exotiques, d'abriter, dans l'hiver parisien, l'exubérance de la nature des tropiques. « Lo bourgeoisie y trouve son espace royal. A la portée des classes aisées dans les forêts d'hiver, priées, suspendus sur les immenses, la serre se démocratisera jusque dans le bon-vivandier parisien. Ces bon-vivandiers, orléans qui prennent l'habitude de la bourgeoisie, on en trouve de toutes sortes. Dans cet « autre lieu » de l'appartement, on apprivoise la lumière, on la contrôle, on la filtre au travers des verres de couleur d'un décor gothique ou oriental. Au point où ils « perdent » parfois leur transparence, on profite de l'intimité des « vendeurs bourgeois ». Des sables métalliques du bâtiment du Petit-Portin, rue Réaumur, on ondulations de pierre de certains immeubles haussmanniens. L'imagination s'empare de ces rajouts qui augmentent subrepticement les surfaces intérieures.

Les esthètes autorisés s'enflammeront facilement — ils l'ont déjà fait — pour les espaces grandioses comme les pavillons de Baltard ou pour les décors pittoresques comme le style

troubadour dont la Maison dorée, boulevard des Italiens, offrait un bon exemple. Plus difficile sera la « réhabilitation culturelle » que veulent obtenir les auteurs de l'étude commandée par le secrétariat d'Etat pour les bâtiments industriels, les entrepôts et les ateliers qui illustrent plus discrètement les mêmes techniques et le même esprit architectural.

« En un an, on a démolit 5 % de ce qui était mis en fiche, affirme Paul Chemetov. Pas un bout de fer dans un coin Non, des choses importantes, significatives, comme les entrepôts de la Belle Jardinière, rue Didot. Il y a beaucoup d'exemples de cette architecture dans la grande époque où dure à peine trente ans. »

Rue de la Grange-aux-Belles, boulevard de La Villette, rue Corvisart, personne ne regarde ces murs de verre où le fer compose un dessin géométrique. Qui connaît la rue des Immeubles-Industriels (11^e), près de la Nation, où un promoteur construisait, en 1870, un ensemble d'ateliers surmontés de logements et alimentés par une machine à vapeur unique. L'ordonnance régulière des façades, l'architecture aimable des fenêtres de l'entresol, méritent d'être protégées.

« Au lieu de démolir des bâtiments qui perdent leur fonction, il faudrait y mettre d'autres activités qui seraient plus vite familières : maisons de jeunes, crèches, écoles, et même logements. A New-York, à Londres, à Amsterdam, on habite d'anciennes usines, des entrepôts ou des docks. La dimension des espaces libres, la lumière abondante, permettent tous les usages. Une ancienne manufacture de l'avenue Philippe-Auguste pourrait-elle devenir école d'architecture. On aurait pu aménager des ateliers d'artistes dans les entrepôts de la Belle Jardinière. Des S.O.S. sont lancés pour une sous-station électrique de la R.A.T.P. pour la caserne Schomberg du boulevard Henri-IV... Nettoyer les briques, repeindre les poutres, réparer les vitres, cela suffira-t-il à convaincre chacun de ces richesses trop récentes pour être recherchées ? Pour monter à tous les incultes que nous sommes, les constantes, les liens et les thèmes de ces bâtiments dispersés que nous côtoyons sans les voir, il faudrait un livre, une exposition réservée à l'architecture de fer. »

« La ville a une mémoire », dit Paul Chemetov. Au lieu de la reconstruire avec des bâtiments terroristes et exterminateurs comme si elle avait été bombardée, il faut la laisser accumuler des signes. »

MICHELE CHAMPENDIS.

Les marcheurs

« CHEMINS de ronde de tous les pays, unissez-vous. » C'est en somme le mot d'ordre idéal lancé par l'A.A.C.R. en investissant Paris après avoir réussi, il y a quelques années, son premier débourcement sur les côtes d'Ill-et-Vilaine.

Le communiqué d'un précédent congrès annonçait déjà aux jeunes et vieux marcheurs de France la libération de 84 kilomètres de sentier en bordure maritime de l'océan. Depuis, l'A.A.C.R. a si bien marché qu'il gagnait le reste de la Bretagne, poussant des pointes jusqu'en Belgique, elle approchait maintenant un destin international. Pour le baptême de la section parisienne, son président annonçait, l'autre soir, à la Maison de Bretagne de proches et succursales « en Allemagne et au Canada, ce qui laisse présager de grandes jonctions. Après tout, les statuts de l'A.A.C.R. le disent clairement : « Article 5. — Rechercher et encourager la création de nouveaux sentiers et les possibilités de les raccorder. » De Montréal à Hambourg, en passant par Conco... « Belle promenade », comme disait « belle plage » le quidam errant dans les dunes du Sahara.

Evidemment, la création d'une section des chemins de ronde à Paris (cherchez la mer !) prétendit à sourire s'il ne s'agissait de donner à l'association des bases capitales. Le ministre de la qualité de la vie ne s'y est pas trompé, qui avait déguisé une représentation à cette grande première. Les Parisiens de l'A.A.C.R. ont désormais leur présidente, Mme Maurice Nogués, et leur avocat, M^l Toulemon. Un renfort majeur.

Fameux sentier

Car il n'est pas très aisé de reconstruire en bordure de la mer ces « chemins ouverts au public » qui n'ont pas de statut vraiment défini. Que d'erreurs le profane commet à leur propos ; M^l Langlois le dit comme un préambule : « Le fameux sentier douanier n'existe pas juridiquement. » Quant à l'ordonnance de Calber (sur les limites du domaine public en fonction de la hauteur du flot de mar) elle repose sur une erreur scientifique. Erreur encore de croire que l'accès à la mer est un droit universel...

En fait, ouvrir à tous cette étroite bande de terre privilégiée où le morche radevient merveilleusement libre ne peut être que le résultat d'une conquête. L'A.A.C.R. y déploie tous ses moyens : démarches souriantes auprès des ministères et des communes, ententes amiables avec les propriétaires riverains et — en dernier recours — face à de rares mais hargneuses mauvaises volontés ; procès. Adversaires coraces, sortent de ses marches d'insupportables astuces, l'avocat-président de l'association les gogne...

Ainsi est en train de se créer ce qui a peu une jurisprudence qui va faire des sentiers « douaniers, contrebandiers, pêcheurs ou géométriques », des chemins véritablement — et légalement — ouverts au public : de Dunkerque à Hendaye et de Banyuls à Gironne. Pour commencer !

Association des amis des chemins de ronde, 2, quai de Chateaubriand, 25 Rennes. Renseignements pour la nouvelle section parisienne : Maison de Bretagne, tour Montparnasse, 14^e.

POINT DE VUE

Nous commençons à comprendre

par MICHEL ELBEL (*)

Un siècle moins stupide, la voix de la ville, la vingtaine siècle. Car nous comprenons enfin qu'il ne faut pas continuer à détruire dans nos villes ce qui a été construit au siècle précédent... ce qu'avait fait précédemment ce « stupide dix-neuvième siècle » que signifièrent Léon Caudet. Mais que de ravages depuis trente ans ! Que d'immeubles haussmanniens disparus, que d'hôtels particuliers « fin de siècle » rasés, que de maisons modernes style démolites !

Le dix-neuvième siècle est redevenu à la mode. Après des décennies d'oubli, de mépris même, l'intérêt pour les techniques, les modes, les constructions de la période 1815-1914, et même 1930. Bien mieux, de la défense au coup par coup, souvent vaine (adieu le palais Rose II), nous arrivons aujourd'hui à une politique d'ensemble de protection de ce qu'il est convenu d'appeler le patrimoine immobilier contemporain. Un grand pas a été fait en août 1974 par le secrétariat d'Etat à la culture, M. Michel Guy, dans la ligne de ce que le Conseil de Paris tente d'obtenir depuis plusieurs années : une politique de protection des sites traditionnels, même et surtout s'ils sont du dix-neuvième siècle.

Ainsi, à Paris, pourrons-nous empêcher la disparition des maisons de Guimard à Autouil comme l'enlèvement par le verre coloré et l'acier des perspectives haussmanniennes du boulevard Malesherbes ou de l'avenue Kléber.

Plusieurs raisons de protéger les quartiers contemporains. Des raisons esthétiques d'abord, de sauvegarde d'un environnement qui fait l'attrait de nombreux quartiers. Au-delà de la rigoureuse protection des immeubles classés ou à classer, témoigne majeure d'une époque, il est nécessaire d'empêcher la dissonance qu'apportent souvent les

matériaux modernes dans les ensembles et les perspectives de pierre de taille : une façade en immense macaroni de plastique blanc ne doit plus avoir sa place dans une rue du style de la rue François-I^{er}. Des aménagements, des transformations peuvent intervenir, mais à condition de respecter le style général de l'environnement.

Des raisons économiques ensuite qui tiennent au véritable gaspillage que constitue la démolition d'immeubles en bon état, par pure spéculation, pour augmenter la densité de mètres carrés de bureaux. Le capital qui représente les quartiers haussmanniens est fabuleux. La modernisation des immeubles anciens coûte cher, mais essentiellement en main-d'œuvre de spécialistes, en travaux à valeur ajoutée élevée qui sont donc moins dépendants de la crise mondiale de l'énergie et des métaux premières.

Des raisons sociales, enfin, pour enrayer la tendance à l'élimination des catégories les moins favorisées, qui résulte dans certains secteurs, comme celui de Bercy, mais l'essentiel des quartiers historiques de la ville ne doit pas être sacrifié et altéré au nom d'un modernisme dévastateur.

Il y a suffisamment de besoins à satisfaire pour ne pas détruire l'équilibre esthétique et social de notre cadre de vie traditionnel. Paris, grâce au tournant pris en 1974, pourra restaurer la ville que tous, étrangers, provinciaux et parisiens, nous aimons pour son équilibre et sa mesure, pour sa diversité et son unité de civilisation.

(*) Conseiller de Paris (centriste).

APPORTANT sa contribution à l'Année européenne du patrimoine architectural, la Ville de Paris organise, du 7 février au 6 avril 1975 à l'Orangerie de l'Hôtel de Sully, une exposition consacrée aux « architectures parisiennes du dix-neuvième siècle ». Inaugurée par M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, cette manifestation voudrait aider à réhabiliter un style familier, prisé après avoir été dédaigné mais bien souvent méconnu : celui du dix-neuvième siècle.

Cette exposition se place à un bon moment. Deux enquêtes sont menées actuellement dans la capitale par l'Institut parisien d'urbanisme et par le Centre archéologique de la Ville de Paris pour faire un recensement complet de l'architecture du dix-neuvième siècle.

Sur quatre périodes (le Premier Empire, la Restauration et la monarchie de Juillet, le Second Empire, et la Troisième République, l'exposition de l'Orangerie montre à l'aide de photos et de plans « les exemples les plus caractéristiques des bâtiments, monuments et autres décors urbains créés dans la capitale entre 1800 et 1900 » : un siècle de l'histoire architecturale d'une ville qui est passée, durant cette période, de cinq cent mille à plus de deux millions d'habitants.

Une place spéciale est réservée à Paris de la fin du dix-neuvième siècle, à l'art des jardins, aux éléments métalliques dans la construction, à la querelle des « classiques » contre les « modernistes », aux expositions universelles, aux destructions et aux restaurations.

A noter par exemple le rôle qu'ont tenu au dix-neuvième siècle les fontaines parisiennes dans la vie de tous les jours, comme celles, nombreuses, qui bordaient la rue Saint-Meriti. Il est vrai que grâce à la mise au service du canal de l'Ourcq, l'eau atteignait, enfin, l'ensemble des artères de la capitale. Ou encore ces images des dernières fortifications parisiennes dont on peut toujours voir les restes près de la porte de Bercy. Des maisons anonymes voisinent avec les monuments les plus célèbres comme l'Opéra. Bravo aux organisateurs : ils se sont écartés non seulement du plus connu mais aussi du plus caractéristique de ce siècle qui, surtout dans sa seconde partie, a façonné Paris. — J. P.

* Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris-4^e, de 11 heures à 20 heures, tous les jours sauf le mardi.

nouvelles frontières
Fait vert pour l'aventure
proposé de nombreuses
formules de voyages

DECOUVERTE INDIVIDUELLE

Vous avez des tas d'idées pour vos voyages et vous n'attendez de nous qu'un transport à bon marché.

PARIS/BEYROUTH... 950 F AR
PARIS/NEW YORK... 1050 F AR
PARIS/THEHERAN... 1550 F AR
PARIS/NAIROBI... 1900 F AR

Ces vols sont ouverts à tous, sans aucune discrimination.

CIRCUITS INITIATION AU VOYAGE

Une vingtaine de personnes, décidées à découvrir un pays avec un petit budget, en se débrouillant avec les moyens du bord pour circuler et se loger. Un responsable N.F. favorise les initiatives des participants et l'éclatement du groupe en petits équipages.

du 22 mars au 6 avril
du 3 août au 24 août

DECOUVERTE DU PELOPONÈSE
1250 F (2 semaines)
1480 F (3 semaines)
avec transport Paris/ Athènes
AR, en jet

Bien à déconseiller à envoyer à NOUVELLES FRONTIÈRES
63 av. Daumesnil Rochereau
75014 PARIS
Tél. 322.57.51 et 663.28.31

Nom
Prénom
Plus
Ville

Je désire recevoir la documentation sur le voyage

Organisation Technique
Toulevard de la Chapelle 753 A

40 ANS...
croisière vers RHODES
départ le 19 avril

Ne rêvez plus, mais débarrassez enfin sur ces terres de légendes Rhodes - Beyrouth - Athènes - Olympie.

Attention, cette croisière est spécialement réservée aux plus de quarante ans, et il faut absolument s'inscrire avant fin février.

Vous vivrez 13 jours inoubliables dans la luminosité des pays méditerranéens ! Catalogue gratuit et tous renseignements à

Voyages Vacances Tourisme
Lyonnais 625 A
5, bd Vaugirard, 75015 Paris
538-52-12

SCA-TURGIS
SEJOURS COURTS DE VACANCES
D'AVRIL

Fondée en 1946 par
Roger TURGIS et J. O.
GRANDE-BRETAGNE

Organisation chrétienne, animée par des membres des Enseignements public et privé.

• Cours quotidiens - Excursions.
• Edifices de travail de qualité dans un climat de confiance.
• Encadrement : 6 Professeurs et éducateurs pour 35 élèves. Années.

ETE : tous les classes
PRINTEMPS : Troisième
Première et Terminales

Rassemblements à WILLENDRE
7238 DAMMARTIN-EN-GOBELE
Tél. : 439-33-38

DE GUY BEANT
DESSINS DE MONK

869
+ 512
836

0 h 2
2 1 2
- 1 9

DEPUIS
SI LA HAUSSE
DU CARBURANT
NE METTENDRA
PAS EN DANGER
LE PNEU

Circulation

**L'USAGE
DES PNEUS A CRANNE**

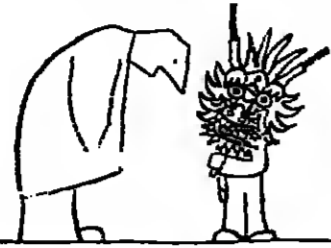
Il est recommandé d'utiliser des pneus à cranne pour améliorer la tenue de route et réduire la consommation de carburant.

**LE FINANCEUR
N'EST PAS OBLIGÉ
DANS LES AUTOMOBILES**

Le financement des véhicules peut être effectué par diverses méthodes, adaptées à vos besoins.

Tourisme

Les signes cachés de Hongkong



CADIER

ENVELOPPÉS dans l'odeur du poisson séché, les barques d'Aberdeen, à Hongkong, deviennent sous la brume hivernale autant de repères d'où émergent les chapeaux vernissés et les visages immobiles de la Chine éternelle.

Les quatre mille barques et sampans du village de pêcheurs d'Aberdeen, sur laquelle naît et meurt toute une population qui est impossible à recenser exactement, débordent d'une activité égale à celle que l'on rencontre partout de Kowloon à Lok-Ma-Chéu, le poste frontalier situé à l'extrémité des nouveaux territoires au bord de Shum-chun-River, à quelques miles de la baie dans laquelle jusqu'à il y a deux semaines negeaient pendant des heures les transeuges de la Chine com-

muniste qui voulaient rejoindre Hongkong. Car, depuis, un accord anglo-chinois permet de rouler en terre communiste les lugubres n'ayant pas de parents proches implantés à Hongkong : ici comme ailleurs, le crise de l'énergie et le chômage prive de son gagne-pain une masse ouvrière que ne protège aucune législation sociale.

Si l'on contemple la baie, le soir, du sommet du pic qui domine la ville (Victoria Peak), les lumières de la Chine Bank, au centre du quartier des affaires, à côté des Hongkong, Chenghai and Chartered Banks, sont là pour vous rappeler que, communiste ou anarchiste, l'habitant de cette partie du monde reste toujours un commerçant, un négociant et un excellent homme d'affaires.

Couple en noir

Ville-Champignon sur tous dressés comme les bestions de la civilisation américaine venue protéger les bâtiments coloniaux de la véritable Angleterre, Hongkong monte à l'assaut de ses collines escarpées avec l'énergie industrielle de ses occupants pour lesquels chaque yard de terrain est un bien plus précieux que l'or : le prix du terrain atteint ici des niveaux qui dépassent l'entendement.

Balancement millénaire des enseignes lumineuses de Kowloon, du haut en bas de ces gorges à demi obscures creusées par des buildings semblables à des ruches avec leurs centaines d'alvéoles soigneusement clos. Sentiers exiguus au milieu des marchandises amoncelées dans toutes les échoppes de Kowloon. Vestiges bruyamment colorés d'un opéra chinois dans la campagne aux contours des nouveaux territoires : dragon incarné du temple Kam-Tin-Walled-Village ; sourires vaguement moqueurs des paysannes du marché de Tsuen-Wan, à moitié enfouies sous leur carapace de légumes frais, d'orange, de bananes et de châtaignes ; chaque détail ici révèle l'imprévu et l'imprévisible qui se présentent au-delà des apparences comme autant de signes insaisissables.

Comme sont insaisissables, en cette saison, les montagnes derrière leurs rideaux de brume et de vapeur, et les îles du Pacifique, noyées d'ombres grisâtres. Reste la campagne rousse et verdoyante, avec ses pins parsemés, ses bananiers et ses bam-

bous partout dressés au flanc des collines à la terre acide, grasse d'humidité, avec ce et là, l'éclair insolent des fleurs d'hibiscus. Et les élevages de canards d'où proviennent ces œufs tachetés de gris et à moitié cuits sous le cendre, et ces quartiers de viande fumée que l'on trouve dans les marchés. La Chine, c'est bien connu ici, nait, s'agite pour survivre, travaille pour mieux vivre, se débrouille pour son propre plaisir et meurt sans avoir eu le temps de s'en apercevoir.

Alors, que penser de ce couple traditionnel, soigneusement vêtu de noir, lui avec son chapeau vernissé, sa barbe en pointe traçablement taillée et son visage réjouit, elle portant sur sa tête menue et ridée le grand plateau de petite taille recouvert de tissu noir des femmes de la région, attendant la main dans le sein, segment esels sur un banc au sommet de la Lok-Ma-Chéu-Police-Station, que l'on vaille bien les photographier pour quelques demi-HK\$ (Hongkong dollars), à quelques centaines de mètres, à vol d'oiseau, de la frontière communiste.

Existen-ils encore autrement que dans l'air, à l'instar de cette société d'existence et de sensations nouvelles de l'Occidental ? Ou sont-ils là pour se moquer aussi bien de ce dernier que des communistes d'en face ?

A.M. LAVAUDEN.

* Hongkong Tourist Association, 52, rue Francœur-1er, 75008 Paris. Tél. : 256-39-33.

LA SAISON PROCHAINE EN ESPAGNE ?

LES accrochages publicitaires pour la saison d'été, qui déjà miroitent à l'horizon des vacances 75, devront être, cette année regardés de près pour un certain nombre de pays sur lesquels se sont abattus, en 1974, malheurs et déconvenues. Il est, en effet, de règle aujourd'hui de désamorcer les contretemps d'une mauvaise saison par des campagnes de rattrapage ou est finement pris à contre-pied ce qui, par le passé, a déplié ou a été cause de freinage ou de blocage.

Avec trente millions et demi d'entrées de voyageurs — tous visiteurs confondus du frontalier au peloton du Tour de France — l'Espagne se trouve largement en tête des pays européens touristiques. Malgré ce dernier chiffre — assez fabuleux pour qu'on émette à chaque fois des réserves sur les méthodes de comptage — la péninsule fait la grimace. Une grande ombre est passée qui continue d'inquiéter les plus lucides des responsables de l'économie et de ceux qui ont charge de façonner, de l'étranger, l'image du pays.

Trente millions et demi de visiteurs, mais 13 % en moins par rapport à l'année précédente. Le climat international, le malaise et la déconfiture de certaines grandes agences de voyages ? Pas seulement.

Brillants sur l'événement, les Espagnols reconnaissent que les plans sur l'envers les trouvent démunis de toutes espèces d'idéologie et de pensée prospective. Le tourisme était, une manne et personne n'a vraiment pensé qu'un jour un accident puisse venir entraver les rondes affaires qu'on réalisait au pays de Sancho Pança. Aujourd'hui, c'est l'alerte. Encore est-il peut-être davantage perçu de l'étranger que de l'intérieur du pays où, semble-t-il, on n'a pas encore pris absolument conscience de la lassitude qui, soudain, s'était dessinée pour les rivages espagnols.

Le nouveau slogan que les Français pourront voir bientôt sur les murs et dans leurs journaux dit assez la délicatesse du virage que le pays s'appareille à négocier : « L'Espagne, vous n'avez pas tout vu... »

Effectivement, c'est bien un sentiment de saturation, d'oppression, de déjà entendu et de « plus-rien-à-en-faire », que ressent le public quand on parcourt la péninsule dans le champ de ses loisirs. Ainsi il resterait des paysages à découvrir ? Des paysages qui ne seraient pas ceux forcément de l'Espagne profonde, mais des contrées plus faciles d'accès, préservées de la démesure immobilière et du saccage ?

Oui, disent les Espagnols, nous nous sommes rendus coupables du pire laxisme, mais notre inconscience était commandée par le redressement économique du pays et le tourisme en était le rouage essentiel. Pourtant, ajoutent-ils, l'Espagne ne doit pas être tout entière l'objet de dédain de ceux qui l'ont connue par le passé ou de ceux qui ont fait le serment de ne jamais s'en aller vers Torremolinos. « L'Espagne, vous n'avez pas tout vu... » Attendez.

Accident de pareours

Ce qui, en tout cas, ne s'était pas encore vu, c'est la mise en liquidation d'une société immobilière de la taille de la SOFICO, qui ne contrôlait pas moins de soixante-dix immeubles, avec vue sur la mer pour tous les pavés dans la mare. Une faillite à faire douter des placements en soi. On sait maintenant que la Société financière internationale de constructions, qui jouissait de puissants soutiens, avait dû, il y a quelques années déjà être sauvée par une aide directe de l'Etat. Embellissement de la machine, matrasage publicitaire notant que, en 1974, n'aura pas suffi pour accrocher le contingent nécessaire de commandes. La fin d'une des plus puissantes organisations touristiques espagnoles et la fragilité d'un système dénoncé ? Accident de pareours ? Peut-être ?

Ce premier grand frottement aura des conséquences et pour un temps les financiers internationaux modéreront leurs ardeurs à s'intéresser aux « costas ». Pourtant, les murs d'immeubles continueront à s'élever les uns derrière les autres, toujours

plus haut, dormant de l'ombre, prenant du soleil, et ainsi de suite jusqu'au vertige. Le rythme est actuellement — on a pu le mesurer — de 10 kilomètres par an. Dix kilomètres de rivages bâtis.

Des deux côtés de la chaîne, le mouvement paraît irrévocable : spéculation sur les terrains nouvellement « découverts » clientèle appâtée par les prix. Il faut savoir que, malgré un certain ralentissement, 50 % à 60 % du chiffre d'affaires des principaux touristes opérant sur ces destinations dites « classiques » : l'Espagne et ses dépendances maritimes, les Baléares et les Canaries.

Comment continuer à faire rentrer 3 000 millions de dollars par an ? Personne ne le sait vraiment en Espagne. Qu'advient-il en cas de crise majeure ? Il est vrai qu'on peut aussi poser la question : Qui croit vraiment à la crise ? Sans doute pas les petits marchands de glace de Playa-de-Oro ni les Andalous chanteurs et danseurs des cabarets de Marbella.

Un danger plus précis pourrait venir, pour ce qui concerne la clientèle française — on l'a chiffrée à près de onze millions en 1973 — de la mesure qui fait obligation à nos ressortissants de présenter un passeport (100 francs depuis quelques semaines) à la frontière. Madrid ne paraît pas encore avoir pris de décision à ce sujet, ce qui met dans l'incertitude les bureaux espagnols de tourisme en France.

On soutient récemment à la chambre de commerce de Gênes que le nombre de touristes français avait baissé de près de 40 % depuis que les autorités espagnoles s'étaient décidées à renforcer les contrôles sur la frontière. Cette chute brutale a eu pour effet, affirme-t-on, de provoquer la fermeture de nombreux hôtels modestes installés sur la Costa Brava. Pourtant, il convient de noter que jamais demandés de renseignements, n'aurait été aussi nombreuses, à l'office parisien, aussi tôt dans l'année.

L'été prochain en Espagne ?

JEAN-PIERRE QUÉLIN.

DE VRAIS OBJETS

Le bois, le fer, le laine, l'argile et l'argent, le cuir et le cuivre : autant de mots banaux qui peuvent pourtant éveiller en nous l'idée de l'artisan et de son atelier ; autant de matières aussi dont le maître (littéralement : celui qui a appris, donc : celui qui sait) marocain ou, en fil patient de longs siècles d'ingéniosité, se rendent maître.

C'est, en quelque sorte, la somme des talents et des inspirations très divers de ces artisans — encore bien souvent à l'instar des nôtres au Moyen Age, parfaitement anonymes — que nous propose le Dr Mohamed Sijelmassi avec les Arts traditionnels au Maroc. Dans cet ouvrage dont il a rédigé la préface, Jean Duvignaud a vu très justement « le répertoire des formes vivantes de cette civilisation arabo-berbère qui,

au Maroc, se manifeste encore avec une extrême vivacité ».

Bien des voyageurs tournant résolument le dos aux hideux « souvenirs » que proposent à l'insolence, désormais, tous les pays visités du monde ont su heureusement s'attarder, que ce soit à Fès, à Marrakech, à Meknès, ou dans de plus modestes bourgs (voilà sur les sous-montagnes) devant l'échoppe du bijoutier, celle du diamantier, de l'horloger, du potier, du tailleur, et même du scribe, lui aussi maître en savantes calligraphies.

C'est à ces hommes presque toujours humbles, dont la plupart portent au front le petit cal qui finit par y modeler le prière, et tous eux doigts les marques de l'outil, que l'auteur rend indirectement hommage. Ne le mériteraient-ils pas, pour avoir permis à une vieille société tout

éprise de beauté, en dépit quelques-uns d'apparences rugueuses, de voir le banal promu au rang du noble, au rang du beau ? On regrettera à ce propos de ne pas trouver dans un livre où abondent des images toutes belles quelques photographies montrant des instruments et les méthodes de ces virtuoses, « tels les tourneurs sur bois qui actionnent d'un... outil souvent une « machine-outil » dont un archet rudimentaire mais précis est le « moteur » et l'étai leurs genoux...»

Après un premier chapitre qui replace les arts populaires dans leurs plus anciens contextes, où le venu de l'islam, maré indomptable, va jouer un rôle prépondérant, l'auteur fait à part bien nette entre l'art citadin et l'art rural qu'on ne saurait mêler : le premier est tout de raffinements et de haute « tech-

Dans l'échoppe d'un Marocain

TOURISME HOTELS RECOMMANDES

- Côte d'Azur: CANNES, LE SAINT-YVES... MENTON, HOTEL DU FARC... NICE, HOTEL FRANZEL... BORDEAUX: LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX... Anglet: VICTORIA (Londres), HAMILTON HOUSE HOTEL... Suisse: AROSA (Grisons), HOTEL VALSANA...

Ski sans fatigue en suisse par le train autos couchettes pour le valais

- ZERMAT: 1.620 m de haut de Corviglia... VALAIS: 1.500 - 3.000 m à 35 km de Saint-Maurice... ZINAL: Val d'Aoste à 75 km de Saint-Maurice...

APRÈS 40 ANS impossible de rater SES VACANCES car V.V.T. a tout prévu. Spécialiste des loisirs en toutes saisons, V.V.T. conçoit, prépare et organise des programmes (France et étranger) qui vous séduiront.

UN SIMPLE GESTE VOUS REGLE VOS PROBLÈMES VACANCES et INVESTISSEMENTS en achetant une villa en bordure de mer, sous le soleil de la COSTA BRAVA. NOS PRIX N'ONT PAS CHANGÉ GRÂCE À UNE AMÉLIORATION CONSTANTE DE NOTRE PRODUCTIVITÉ.

USA & CANADA Aller/Retour à partir de 1550f (Canada 1675f)

Une nouvelle formule avec les spécialistes de l'Amérique du Nord. Appelez : 073-50-56 15, rue Dounou, Paris-2°

Greyhound Varajet. Une nouvelle formule avec les spécialistes de l'Amérique du Nord.

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

صوتنا من الامم

Tourisme

LE LUXE SE VEND TOUJOURS

PAS DE TROU D'AIR POUR LE CAVIAR

COMME s'il ne s'étaient rendu compte de rien, les passagers aériens qui voyagent en première classe et payent le prix fort continuent de le faire. Les clients de la classe économique, y regardent aujourd'hui à deux fois avant de monter en avion.

Les passagers de première classe n'ont pas modifié leurs habitudes, la raison en est que des négociations tarifaires ne saurait sérieusement entamer leur pouvoir d'achat et leur inclination à leur « train de consommation ».

son « droit à la différence », son besoin de calme et de solitude. Au sol : guichets spéciaux pour l'enregistrement, salons d'accueil. En vol : compartiment séparé, Air France envisage d'accroître le procédé de livraison des bagages pour les passagers de première classe qui débarquent à l'aéroport Charles-de-Gaulle, en provenance d'Amérique du Nord.

La nécessité de maintenir des sièges « first » sur des vols courts. Les compagnies irlandaise Aer Lingus et néerlandaise K.L.M. ont résolu la question : classe unique sur les lignes européennes. D'un autre côté, Lufthansa, qui a su protéger la première classe sur une partie de son réseau européen, vient de la réintroduire sur quelques destinations notamment entre Omsk et Francfort.

La dame à la rose

Pour lutter contre la montée du chômage, de nombreux pays cherchent à attirer des commandes sur les marchés extérieurs. D'où un incessant ballet de délégations politiques et de missions économiques qui aident d'un avion à l'autre, à l'affût de bonnes affaires.

Le passage de première classe est exigeant ; il paye son billet 40 à 50 % plus cher que le passager de la classe économique. Il veut sentir la différence de traitement, remarquer de nombreux transports aériens. Dans sa vie professionnelle, et parfois dans sa vie privée, ce client attend et dépasse la quarantaine — est souvent un « vétéran » à qui tout — ou presque tout — a réussi. Hélas ! il se protège du monde extérieur, il demande — surtout s'il est originaire d'un pays latin — qu'un avion aussi le respecte

Un avion pour « eux »

Au demeurant, c'est une question de standing pour un transporteur aérien que d'avoir en rayon des premières classes. Même la compagnie chinoise n'a pas aboli ces privilèges... Pour Air France, British Airways et Iran Air, qui vont exploiter Concorde, il ne peut être question, un an avant le lancement de ce super-aérien, de se désintéresser des premières classes. En effet, 80 % des passagers « first » des avions subsoniques voleront demain à bord de l'appareil franco-britannique.

EN ESPAGNE

plus haut, plus... (Text is partially obscured and difficult to read due to image quality)

LES VRAIS OBJETS SOUVENIR

nicité, l'œuvre de nouveauté parfois métaphorique, mais la sensibilité et l'invention y apparaissent parfois plus spontanées, et plus attendrissantes. (L'étude sur le tatouage qui y figure est à cet égard aussi intéressante que significative.)

Les champions de l'encreliacs

La seconde partie du livre passe en revue chaque discipline : le tapis, l'un des plus beaux neurones marocains ; le broderie, moins connue du touriste qui aura rarement la chance de franchir le vestibule en chicane des mystérieuses demeures bourgeoises ; les bijoux ; les armes blanches ; les costumes ; les zellij (carreaux de mosaïque, ou mosaïque directement composée sur les murs), les plaques sculptées, les bois ; l'écriture (mets peut-être vraiment parler de calligraphie marocaine, tous les pays d'Islam ayant les

vacances en afghanistan

vacances en afghanistan à partir de 2.061 F (*) sur vols réguliers All./Ret. (**) Tarif jeunes

equinoxe en Laponie

la campagne japonaise sous le soleil de printemps les joyeuses randonnées à ski ou en traîneau en compagnie des troupeaux de rennes

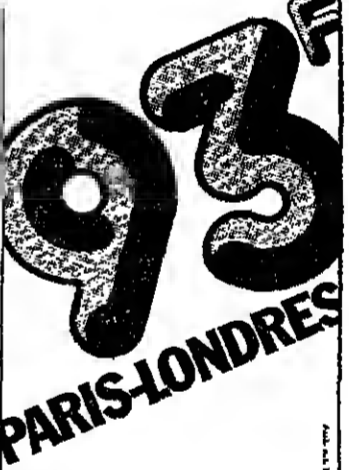
FINLANDE... là où finit la terre là où commence l'infini

"Je suis propriétaire une semaine par an à Paris d'une chambre que j'ai choisie dans un hôtel que j'ai choisi la Résidence Champs-Élysées et cela pour toujours et pour 9000 F"

et vous ? Vous aussi obtenez-vous ce privilège. Celui de passer chaque année à l'époque de votre choix, une semaine ou plusieurs, dans un grand hôtel au cœur du Paris élégant des Champs-Élysées. C'est facile. Pour un prix très raisonnable vous y habitez tout simplement une chambre, votre chambre. Un personnel très qualifié — qui devient votre — est là pour vous servir : réceptionnistes, bagagistes, lingères, valets et femmes de chambre... Et les services de l'hôtel pour votre plaisir : bar, salons, restaurants... Raison d'affaires ou de loisirs, peu importe : ce privilège peut devenir le vôtre. Résidence Champs-Élysées 90, rue La Boétie, 75006 Paris 17 jours : 9 000 F. Ce prix est donné à titre indicatif pour la période du 7 au 14 mars. Les Résidences Hôtelières Françaises : pour vivre à fond vos vacances.

Bon à découper et à retourner à NOVIM, 2, avenue Montaigne, 75006 Paris. Veuillez m'adresser une documentation : 1 2 3 4 5 6 7

PROPRIÉTÉ HÔTELIÈRE À TEMPS PARTIEL



c'est l'Angleterre en autocar par l'Hoverlloyd.

Un confortable car Pullman vous emmène sur l'autoroute Paris-Londres. La Manche ? Il la traverse à 100 à l'heure sur un véritable paquebot volant.



M. adresse ville code postal Désire recevoir gratuitement une brochure HOVERLLOYD A retourner à HOVERLLOYD Hoverport International 62106 Calais

Plaisirs de la table

Un grincheux dans l'île



DEPUIS que Christophe Marie fit comble le fossé qui séparait l'île Notre-Dame et l'île aux Vaches, il est passé de l'eau sous le pont qui porte son nom. Mais l'île Saint-Louis, qui allait naître de cette fusion, fut longue à devenir un village. En 1933, d'après l'abbé Lebeuf, seulement deux cents insulaires : pêcheurs, blanchisseuses et taverniers remplaçant les vaches et les chaudières qui se partageaient ce double domaine.

« Toutes les îles sont heureuses. Mais la plus belle est dans [Paris...]

Louise Faure-Favier pourrait-elle encore le dire ? A peine préservée de la fureur immobilière, l'île Saint-Louis est aujourd'hui livrée aux industries de la boustifaille. Une fatidique odeur de grillon plane sur sa sérénité enfouie. Le piéton doit faire du slalom entre les autos envahissantes. Les vieux îliens pleurent leur bon temps.

Le temps de l'artisanat n'a pu près disparu, à part quelques reliquaires d'art et des pêcheurs à la ligne : celui des artistes, Kiffer, Belloni, Eugène Deckers, et des sculpteurs, Louis Bancel, Martin, etc.; celui du Père Camille, au Café des Sports, de Gaston le bougnat, de Melle Georgette, la libraire, dont les chats pensifs posent les presse-journaux, et d'Odette, la poissonnière, dont l'échoppe fut un temps un petit salon littéraire.

Habitée dans l'île un vieux bonhomme charmant et féroce à la fois. Défenseur acharné de l'île sans voitures, il vit avec ses chats, de peu, mais demeure épiquien en pensée et fêche, de semaine en semaine, les restaurants de l'île, détaillant les cartes, annotant les menus, livrant brillant de malice et le crayon enroulé. A l'encre, voici le panorama gastronomique de cette grande bouffe : *Quandodo*, vient d'être vendu, mais ce changement de propriétaire n'implique pas un changement de

menu. La vue sur l'abside de Notre-Dame ne console pas de la tristesse du service et du suprême de sole feuilleté. *Brasserie de l'île*, classique, correcte et de prix honnêtes. *La Chaudière*, a du moins le mérite, alors que les Chinois s'infiltrèrent partout, de succéder à un Asiatique qui ne faisait pas ses affaires. S'essaye d'être à la mode en mimant une cuisine de pâtisseries. *Taberna du Sergent Recruteur*, un précurseur du tout compris. Vin à discrétion et menu qui gave son petit monde bruyant. *Nos Ancêtres les Gaulois*, le même en pire. Les serveurs « comme au temps de Calixte », vêtus de peaux de bêtes, servent un hydromiel de pacotille sans que le ciel leur tombe sur la tête. Hélas ! *Xavier*, minuscule boutique, patron énormément moustachu. En vitrine, un poisson mort à l'œil terne et une côte de bœuf priétaire, figés dans l'atmosphère. Ce ne doit pourtant pas être toujours les mêmes ?

Les filles aux pamplemousses

Le *Trois en l'île*, eut un moment une vogue non explicable. L'a perdue sans plus de raison. *L'Îlot Vache*, le jeu de mot est médiocre, le reste aussi. *Le Forestière*, évoque plutôt le désert que la forêt. *La Flûte de Pan*, flûte ! Au *Pont-Marie*, le dernier bistrot authentique de l'île, la patronne et cuisinière, le patron au comptoir, des prix doux et peu de clients. *L'Auberge Saint-Louis*, minuscule, quatre tables aux nappes en dentelle et cendriers réclame, le bec-de-cane mystérieusement enlevé six jours sur sept. L'énigme de l'île ! *La Tassée du Chapitre*, une galerie de peinture le jour, une salle à manger en cave le soir. Le tout à l'abri de la clientèle. *Le Tavernier*, on y voyait autrefois Cecil Saint-Laurent jouer aux échecs. Le décor transformé n'a chassé au profit de Nicoletta et Françoise Hardy. Ça reste fau-

sement familial et de cuisine bonnête pour l'époque. *L'Orangerie*, un décor chou comme tout pour messieurs aux tempes et portefeuilles argentés et jolies filles vivant de pamplemousses, de champagne et de papotages. Le coup de charme voisin le coup de fusil. Crouillés et grimés.

Le carnet noir du vieux grognon de l'île semble faire exception pour deux adresses : celle du *Gourmet de l'île* et celle du *Monde des Chimères*. Il me faut en ajouter une troisième, mais depuis quelques jours seulement. *Le Gourmet de l'île*, le lecteur sait ce que j'en pense. M. Bourdeau réussit le miracle d'y servir pour 30 francs, tout compris, une cuisine de qualité à base de produits de qualité. Qu'on s'y bouscule beaucoup est normal. Qu'il soit intrusif sur l'heure d'arrivée est logique. Des lecteurs le lui reprochent. A tort. Ce renouvellement des clients est la condition de ses prix.

L'autre bonne adresse est celle du *Monde des Chimères*. Mon vieux monsieur y retrouve des souvenirs, car ce fut un « bois-charbon » d'avant-guerre. Agrégée d'espagnol, Jeanne Courtois, la fille de la propriétaire, saisie par les chimères gastronomiques, en a voulu, avec une amie comme elle érudite, faire à son restaurant. Pour 60 francs le Tout-Paris qui sait manger et ne pas se contenter du tape-à-l'œil, celui qui sait reconnaître un beurre d'éclair d'un beurre de récupération ; un Sao Daniele d'un simple Parme, s'y régale.

Sur le carnet de mon cèlibataire épicurien la *Chaudière de l'île* figure avec cette mention : la Méditerranée vue par les snobs, anachorète et piment rose. C'était tout dire en deux lignes. Il avait ajouté : fermé provisoirement. Miracle ! On peut se réjouir et noter, troisième volet du triptyque, la *Chaudière en l'île* (4, rue Jean-du-Bellay), Jeanette, du Petit Périgord,

vient de s'y installer. Dans un cadre très agréable et « féminin », elle propose un menu tout (et vraiment tout) compris à 85 francs. De la « patience » (amuse-gueules faisant attendre le premier plat) au café (fait à la chaudière dans des cafetières de terre et servi accompagné d'une truffe au chocolat) en passant par les vins à discrétion. Très simple, mais belle cuisine d'un jeune d'envergure supervisée par Jeanette : le poisson du jour, le plat du jour, des grillades de très belle viande, du pain grillé sur la table, des légumes verts et salades, mais aussi un paillasson de pommes de terre parfumé. Et, parmi les desserts, le chausson aux pommes géant, superbe !

L'île Saint-Louis, pour les connaisseurs, c'est Berthillon. On a plus « les » Berthillon, car ils sont toute une famille. C'est en 1954 que ce boulanger venu du

1^{er} arrondissement acheta l'hôtel de Bourgogne, au 31 de la rue Saint-Louis-en-l'île et s'y installa, avec ses enfants, pour préparer artisanalement des glaces et des sorbets qui font fureur sans être meilleurs que bien d'autres. On s'y rue à la sortie de la messe (dans l'église voisine qui, pour dater de 1726 et avoir entendu des prêches de saint François de Sales, n'en a pas moins un clocher d'une hauteur furtive, comme disait André Billy) ; on s'y précipite depuis le 16^e arrondissement, le plat du jour, des grillades de très belle viande, du pain grillé sur la table, des légumes verts et salades, mais aussi un paillasson de pommes de terre parfumé. Et, parmi les desserts, le chausson aux pommes géant, superbe !

LA REYNIÈRE.
* Le *Gourmet de l'île*, 42, rue Saint-Louis-en-l'île, Tél. : 236-70-27.
* Le *Monde des Chimères*, 60, rue Saint-Louis-en-l'île, Tél. : 033-45-27.
* La *Chaudière*, 42, rue Jean-du-Bellay, Tél. : 033-27-34.

ÉCHOS

Le Pavillonoyal, au bois de Boulogne, va faire cuisine neuve, si je puis dire. M. Druant en a confié la direction à Christine Bridot (qui anime déjà avec bonheur le Pré Catelan). Mme Bridot a d'heureuses idées pour redonner vie à cette vieille maison, et on suivra ses efforts avec sympathie. Malheureusement, elle ne pourra pas changer l'architecture effreuse du néo-Pavillon, refait l'an dernier.

Les gourmets qui se souviennent du bon restaurant de Grandvaux retrouveront M. Baumgartner, qui en avait fait la fortune, installé à Leu-sanne (12, place de la Gare - tél. 021-23-37-35), avec un menu à 19 francs suisses, un à 22,50, et la carte. M. Baumgartner, ancien chef cuisinier du Ritz, aime traiter le gibier. Les noblesses de chevreuil s'installent aux nouilles fines au beurre et aux pommes à l'aigre-doux

du Restaurant Baumgartner sont une merveille.

Le très bon jeune cuisinier qu'est M. Jacques Cagna, et qui s'illustra à la Fleurette (rue des Dames), vient de reprendre le Reims Christine (14, rue des Grands-Augustins - tél. 326-49-39). On ira volontiers y goûter ses spécialités.

Le Récamière (4, rue Récamière - tél. 548-06-58) de Martin Cantegrit vient de rouvrir après avoir fait toilette.

A propos d'entrecôte (et un lecteur me fait remarquer que l'oussé du garde la mescaline), un autre correspondant me signale une viande - sans petite sauce - mais d'extrême qualité, servie à la Tablita (nouveau restaurant argentin, 21, rue Dauphine - tél. 232-53-52). Ce n'est pas, ici, l'assiette aux gnobs, me dit-il, et la pierre n'a point besoin du concours de M. Slavik pour donner un cadre agréable. - A noter.

Rive gauche
La Gaudissérie
Chez Anne Sandrine
Restaurant littéraire
Diners - Soupers - Patines - Chansons
19, r. St-Louis-en-l'île - Tél. 033-20-61

LA PAGODE DU LION
un nouveau restaurant chinois dans un nouveau décor
Fermé le dimanche soir et jour de Noël
10, av. de la Seine - 75014 PARIS - Tél. 567 13-22

LA CHAUMIÈRE EN L'ÎLE
4, rue Jean-Du Bellay
(angle rue Saint-Louis-en-l'île)
75004 Paris - 033-24-37
(Fermé dimanche)
DÉJEUNERS - DINERS

A SAINT-GERMAIN DES PRÈS TOUS LES JOURS
LE PETIT ZINC
FRUITS DE MER FOIE GRAS VINS DE FRANCE
LE FURSTENBERG
ANCHOISES - SAUMON - POISSON - PÂTES - BOUCHÉ
à la tomate - et beaucoup d'autres plats
Le Münche
MÎTRES COUILLAGES SPÉCIALITÉS
25, rue du Bœuf - Paris 6

Soleillon
Michèle Chastagne vous invite à goûter un délice, préparé maison : les saucisques gastronomiques, en bœuf, porc ou poulet, sans chuterie alimentaire et uniquement avec des ingrédients naturels :
• ce bœuf et crème fraîche,
• à la moutarde de bœuf,
• au gingembre,
• aux anchoises et poivrons,
• au vin blanc et miel.
Et, pour les amateurs de l'oussé à la viande.
• l'oussé spécial fondue
Soleillon qui ce fume pas.
Boulevard de la Chapelle, 111 - Paris 18^e
Les impressions sont gratuites
Michèle Chastagne
Service clientèle de Paris

Rive droite
LA SALLE A MANGER
Déjeuners d'affaires - Diners
Spécialités Beurre Blanc
Cordon aux Pêches
Fermé samedi - Ouvert dimanche soir
11, r. Moutonnet (Ternes) - 280-20-52

AUBERGE MORVANDELLE
Michel Gacon vous propose
Sous Saupiquet aux 3 pères
Son Steak Morvandiau
Sa Charolaise aux marrons
DINER AUX CHANDELLES
46, av. Secrétan (19^e) - Tél. 607-98-02
(Fermé samedi soir et dimanche)

DU NOUVEAU CHEZ FLO
Faites-vous livrer
SON FOIE GRAS FRAIS
63, rue du Fg-Saint-Denis (10^e) - 770-13-59 - Fermé dimanche

Allez de découverte en découverte au Sofitel de Paris
Délancez-vous et venez avec bagages dans la piscine panoramique.
Partez aux petits soupers "in" du Monopole, des fins d'année tout Paris.
Venez découvrir dans une ambiance unique la cuisine de Plateau de la Poésie.
Délancez-vous avec un Relais de St-Germain, au cœur de Paris, au cœur de la Seine, au cœur de la boue, au cœur du ciel, au cœur du monde, au cœur de la France.
Sofitel de Paris. Ouvert à tous.
2 rue Grignan - 75015 Paris. Tél. 657.11.43.
Face à l'Opéra de Paris
métro : opt. Bakard et pte de Versailles.

AUBERGE YOGOSLAVE
Chez EMIL DAVOR
Diners et soupers aux chaudières
Orchestre Tzigane
27, rue d'Anglem - PRO. 63-11

SPÉCIALITÉS D'Auvergne
CHEZ Jean l'Auvergnat
32, rue Lamartine-9^e - 874-62-12
TRIFOUX DE CHEZ LUI
Queue de Cochon Farci
au Vin Blanc
Sa Morue Auvergnaise - Sa Potée
Fermé dimanche

chez soi, au restaurant
pour la cuisine & la table
PILLIVUYT
la porcelaine dure française FRANCE

Au PIED de COCHON
Le fameux RESTAURANT des Halles
OUVERT JOUR ET NUIT
6, rue Coquillière, PARIS-1^{er} - 236-11-75

LES ARMES DE BRETAGNE
108, avenue du Maine, PARIS 14^e - 306.55.03 - 567.87.65
Le Grand Restaurant de Poissons de la Grève
Montparnasse - 11 La Reynière, 4-11-72.

Dessirier
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, place Peire, Paris 17^e - 754-74-14

Château Larose-Trintaudon HAUT MEDOC
Cru Bourgeois Supérieur
La bouteille du mois.
"Un Bordeaux sans scandale, corsé et vineux, ailé et franc, dont l'équation qualité-prix me semble satisfaisante".
LA REYNIÈRE - LE MONDE du 25/1/75
FRANCO T.T.C. : millésime 1970
4 caisses de 12 bouteilles
à une même adresse : 16 frs la bouteille.
1 caisse de 12 bouteilles : 18 frs la bouteille.
Monsieur FORNER
3312 ST-LAURENT DU MEDOC

MARIUS et JANETTE
TOUS LES FRUITS DE MER
et toutes les spécialités provençales
4, av. George-V, ELY, 71-78 BAL 84-87

parmi nos spécialités créoles
l'ambiance des îles
ANTILLES PUNCH
RESTAURANT - DISCOTHÈQUE
20, rue de la Harpe, Paris 5^e
Tél. : 272-24.30 (du mardi au dimanche)

le grand café
le réputé Restaurant de l'Opéra
OUVERT JOUR ET NUIT
Service continu 24 heures sur 24
Saint-Jacques au Whisky
Pavé au Roquefort
4, bd des Capucines (073-47-45)
Parking Patinmout à 30 m.

EN FACE DE LA BARRIÈRE DU NORD
BRASSERIE 1925
- TERMINUS NORD -
824-46-72
T.L.J. de 11 H à 23 H
23, rue de Valenciennes, 10^e
Son banc d'huîtres
FOIE GRAS AU RHENLAN - 17 F
JABRET DE PORC FUMÉ - 13 F
CHOCROUTE PAYSANNE - 12 F
FOIE GRAS FRAIS A EMPORTER

Environ de Paris
HOTEL-RESTAURANT
Quincangrogne
Restaurant de tradition culinaire
HOTEL DE GRAND LUXE
77-DAMPART
100, rue de Launay
Dus 1^{er} année
418-94-52

150

4518
888
866
+ 512
286
0 h 2
2 18
- 19

سكنا من الاجل

LE MONDE

DES LOISIRS

CLIN D'OEIL

ENTRE CIGALE ET FOURMI

La crise, puisqu'il faut l'appeler par son nom, place les publicitaires devant un paradoxe déroutant. Il s'agit, pour eux, d'inciter les Français à faire des économies tout en les invitant à continuer leurs achats afin de ne pas aggraver le chômage.

Les économistes, à défaut de remèdes, ont certainement une théorie permettant d'expliquer comment on peut exciter en calmant, élargir en rétrécissant, économiser en dépensant, vidier en remplissant et ne rien faire en travaillant.

L'idéal, bien sûr, serait de pouvoir acquiescer gratuitement ce que d'autres donneraient en payant, mais notre économie capitaliste ne saurait encore s'accommoder de pareilles méthodes.

Les concepteurs de publicité sont donc à la recherche du fameux moyen terme que les diplomates excellent à approximer. Ils sucent leurs crayons, se grattent le tête, pressent les études de marché comme des citrons, sondent à coup de paramètres sociologiques les consommateurs scientifiquement échantillonnés et se demandent comment les Français, qui semblent avoir résolu le problème, ont pu, à la fin de l'année 1974, battre tous les records d'achats dans les grands magasins tout en multipliant leurs dépôts dans les caisses d'épargne ?

Les plus curieux ont déjà produit quelques timides slogans tout en se défendant de vouloir « récupérer ». La crise a des fins mercantiles.

Un grand magasin proclama qu'il « fait la chasse aux prix ». Il les retrouvera moins aisément qu'il ne pégrina le client, étant donné la vélocité des premiers et la goût du second pour les spectacles sportifs et les paris stupides.

Une société de ventes par correspondance, qui ne redoute pas la concurrence, annonce : « Faites votre lit 20 % moins cher », ce qui peut tout de même attirer le chaland à qui l'on a toujours dit cependant : « Comme on fait son lit on se couche ».

Un fabricant de produits alimentaires admet, au risque de déplaire à M. Fourcade, que nous sommes dans la panade, à l'année : « Les lampes sont dur, autant que la purée soit bonne ! », étant sous-entendu que le sième est la meilleure !

Quant aux marchands d'essence, qui seraient facilement tentés d'inciter à la débauche énergétique et à la consommation d'offrir des services de lavage en polyester et des cristaux de Bohème en plastique pour dissuader de renoncer à leurs pompes, ils se contentent de dire, l'un, « qu'on va plus loin avec un plein de super-truc », l'autre, que le carburant machin « prolonge le vie du moteur », comme le bérum de Bogomolozt celle des caniches !

Quant au tigre rugissant qu'un troisième vous invitait à attraper à cacheter sous votre capot, il a été ramené au zoo à mi-à l'année en attendant des jours meilleurs.

L'ascétisme de la bicyclette et la sobriété du cycliste se trouvent du même coup, élevés aux rangs de vertus néo-classiques, et comme il faut bien protéger ses vêtements — pour les économiser — et sa tête — parce que la loi y oblige — voilà des occasions nouvelles de dépenses chichement l'argent que l'on consacrait jadis à l'automobile.

Dans le même temps, certains publicitaires dilapident des trésors de médiateur gris pour la préparation d'une campagne qui inviterait à utiliser telle carte de crédit « pour des achats qui ne soient pas futiles », et d'autres, secourus par d'aimables sociologues, sont à la veille d'affirmer que rien ne calme l'angoisse et l'anxiété du citoyen comme le fait d'offrir « tout, lui, laisser d'acheter quand l'encre lui est grand ».

Enfin, mais, c'est encore un secret, les biologistes étudient dans leurs laboratoires les intrinsèques possibilités qu'offrirait le produit du croisement de la cigale et de la fourmi, lequel permettrait enfin de sortir de l'alternative élémentaire où le bon La Fontaine nous a névramment enfermés !

LE PING-PONG MONTE AU FILET

Où vient le mot ping-pong ? Jean Garnier, dans l'encyclopédie des sports, donne l'explication suivante :

« Un certain M. Gibbs, mal connu, est l'auteur de la balle en cellulose, et un certain M. Good, guère mieux identifié, celle du revêtement en caoutchouc à plots de la raquette. La maison anglaise Hamley est l'auteur de l'onomatopée « ping-pong » (à ping pour le choc contre la balle et pong pour le choc sur la table). La maison américaine Parker frères le breveta, et, vers 1906, tout était si bien au point qu'on pouvait des mandales et que des tournois très importants avaient lieu dans tous les pays anglo-saxons, avec participation internationale et, semble-t-il, les fédérations enregistraient de nombreux joueurs. »

Sports



Au cours d'une tournée effectuée en République populaire de Chine au mois de décembre 1973, les pongistes français découvrirent avec surprise et envie des tables de tennis de table dans les lieux publics les plus inattendus.

Pendant leur séjour, ils purent visiter une école d'« amateurs de tennis de table » où ils furent étonnés par le niveau technique atteint par des jeunes d'une dizaine d'années, qui, six jours par semaine, et trois heures par jour, se perfectionnent dans cette activité : la seule ville de Changhai compte dix de ces écoles.

Comme activité de détente ou comme sport, le tennis de table a, semble-t-il, rené ses origines anglo-saxonnes pour faire la conquête de l'Asie où sont organisés les championnats du monde, du 6 au 16 février à Calcutta. Les qualités que le tennis de table met en évidence, réflexes vivacité, détente, souplesse, acuité visuelle, sont en effet généralement considérées comme plus développées chez les Asiatiques.

Une enquête effectuée auprès des jeunes japonais révèle que le tennis de table venait dans l'ordre de leurs préférences, aussitôt après le base-ball et devant des sports comme l'athlétisme, le basket-ball, le volley-ball, le tennis, le kendo et le judo. Avec près de trois millions d'inscrits, la fédération sportive de tennis de table vient en cinquième rang dans son pays, derrière celles de ski, d'athlétisme, de football et de basket-ball.

Pent-être est-ce parce que les tables de tennis dispaient longtemps à celles de billard les arrière-salles des cafés, que cette activité est d'habitude accueillie en France à un véritable sport et plus connue sous le nom de « ping-pong ». Heureusement, le critère de rentabilité a entraîné le transfert des tables vers les maisons de jeunes, mais ce sport reste le plus souvent considéré comme un passe-temps ou une activité de loisirs.

Des statistiques commerciales permettent d'évaluer à un million le nombre des Français qui pratiquent le tennis de table, mais la Fédération regroupe à peine plus de cinquante mille licenciés. S'il est aisé et même amusant de jouer à « ping-pong », la préparation à la compétition est, en tennis de table, aussi exigeante que dans la plupart des sports.

Les meilleurs pongistes consacrent désormais de vingt à trente heures par semaine à leur préparation physique et technique ce qui est difficilement compatible avec les études ou un travail à temps complet. La Fédération française de tennis de table (F.F.T.T.) pensait avoir résolu le problème en regroupant ses meilleurs espoirs, et notamment les juniors qui furent champions d'Europe par équipe, au collège d'athlètes de l'Institut national des sports, et en y détachant un entraîneur national, Jacques Secrétin, l'inamovible champion de France depuis 1966, pour s'occuper de leur préparation.

A l'écart des J.O.

Si on ne peut pas parler d'échec, cette expérience n'est pas non plus très concluante. Conçu comme un simple internat, le collège d'athlètes ne facilite en rien les études effectuées dans les universités ou les lycées voisins. Soumis aux programmes scolaires normaux, les jeunes pongistes s'entraînent en fait une heure ou deux par soirée quand, sous prétexte d'économiser l'énergie, l'électricité n'est pas comptée dans les gymnases de l'Institut national des sports.

La réussite du Suédois Bengtsson champion du monde junior 1970, puis senior l'année suivante, qui, comme ses compatriotes, peut consacrer la majeure partie de son temps à son entraînement grâce aux subventions des fabricants de matériel, atteste l'importance de la préparation physique et technique.

Mais c'est sans doute aussi en se référant à de tels exemples que le comité international olympique (C.I.O.) peut refuser d'admettre le tennis de table aux Jeux olympiques. Maintenu à l'écart de la plus grande manifestation sportive, la Fédération internationale de tennis de table (F.I.T.T.) n'en tient pas moins un rôle d'avant-garde dans le mouvement sportif.

Ainsi la F.I.T.T. fut un des premiers organismes internationaux à reconnaître la République populaire de Chine et à exclure les représentants de Formose. Après la révolution culturelle, la première sortie officielle dans le monde occi-

dental d'une délégation chinoise fut celle de leur équipe de tennis de table aux championnats internationaux de Suède en novembre 1970. On se souvient aussi que c'est par une partie de tennis de table que Chinois et Américains renouèrent leurs relations.

Si la participation des Chinois aux championnats du monde de Calcutta où ils défendront trois titres (simple messieurs, simple dames et double mixte) est attendue avec intérêt par les sportifs, elle sera aussi suivie avec curiosité par les milieux diplomatiques en raison des querelles de frontières qui subsistent entre l'Inde et la Chine et du rôle de facteur de détente et d'arrimage que les Chinois font jouer depuis quelques années à leurs pongistes. (Le Monde du 4 février).

Les refus d'admettre Israël et l'Afrique du Sud et la décision de recevoir à ces championnats une délégation officielle de l'Organisation de libération de la Palestine situent ailleurs la place et l'importance accordée aujourd'hui au tennis de table par l'ensemble des pays du tiers-monde.

GÉRARD ALBOUY.

POUR ÊTRE A LA PAGE

LE BATEAU PAS CHER, de Thierry Vigoureux et Francis Scholl. Guy Anthier, éditeur, 176 pages, 20 francs. — Écrit par deux jeunes, ce livre s'adresse aux jeunes et à ceux qui souhaitent naviguer sans qu'une voile d'essai apparaisse dans leur budget. A la fois guide et répertoire, il contient une somme peu commune de renseignements pratiques et il deviendra bientôt un classique, comme nous l'espérons, il est régulièrement mis à jour.

CENT DIX-SEPT JOURS A LA DÉRIVE, de Maurice et Marjory Bailey. Athand, éditeur, 256 pages illustrées, 45 F. — Les deux auteurs ont traversé les deux océans (ils vont le devenir au fil de leur épreuve) font naufrage au large des Galapagos et la page 23. Réfugié sur un radeau pneumatique, le couple britannique dérive pendant près de quatre mois avant d'être recueilli par un bateau de pêche coréen à la latitude de Costa-Rica.

ECHOS

Un grand magasin proclama qu'il « fait la chasse aux prix ». Il les retrouvera moins aisément qu'il ne pégrina le client, étant donné la vélocité des premiers et la goût du second pour les spectacles sportifs et les paris stupides.

Une société de ventes par correspondance, qui ne redoute pas la concurrence, annonce : « Faites votre lit 20 % moins cher », ce qui peut tout de même attirer le chaland à qui l'on a toujours dit cependant : « Comme on fait son lit on se couche ».

Un fabricant de produits alimentaires admet, au risque de déplaire à M. Fourcade, que nous sommes dans la panade, à l'année : « Les lampes sont dur, autant que la purée soit bonne ! », étant sous-entendu que le sième est la meilleure !

Quant aux marchands d'essence, qui seraient facilement tentés d'inciter à la débauche énergétique et à la consommation d'offrir des services de lavage en polyester et des cristaux de Bohème en plastique pour dissuader de renoncer à leurs pompes, ils se contentent de dire, l'un, « qu'on va plus loin avec un plein de super-truc », l'autre, que le carburant machin « prolonge le vie du moteur », comme le bérum de Bogomolozt celle des caniches !

Quant au tigre rugissant qu'un troisième vous invitait à attraper à cacheter sous votre capot, il a été ramené au zoo à mi-à l'année en attendant des jours meilleurs.

L'ascétisme de la bicyclette et la sobriété du cycliste se trouvent du même coup, élevés aux rangs de vertus néo-classiques, et comme il faut bien protéger ses vêtements — pour les économiser — et sa tête — parce que la loi y oblige — voilà des occasions nouvelles de dépenses chichement l'argent que l'on consacrait jadis à l'automobile.

Dans le même temps, certains publicitaires dilapident des trésors de médiateur gris pour la préparation d'une campagne qui inviterait à utiliser telle carte de crédit « pour des achats qui ne soient pas futiles », et d'autres, secourus par d'aimables sociologues, sont à la veille d'affirmer que rien ne calme l'angoisse et l'anxiété du citoyen comme le fait d'offrir « tout, lui, laisser d'acheter quand l'encre lui est grand ».

Enfin, mais, c'est encore un secret, les biologistes étudient dans leurs laboratoires les intrinsèques possibilités qu'offrirait le produit du croisement de la cigale et de la fourmi, lequel permettrait enfin de sortir de l'alternative élémentaire où le bon La Fontaine nous a névramment enfermés !

MAURICE DENIZIERE.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALÉSIA	AVRON	BAC	BASTILLE	BLANCHE	BOURSE	CHAMPS-ÉLYSÉES	LES GRANDS HOTELS	RESTAURANTS	LES HALLES
LA BONNE TABLE, 41, rue Friant, V.A.U. 14-81. 12 spéc. poissons. Park. AUBREGE CLOS DU MOULIN, 74-81-83. Sa table est ses salons classés. Ambiance. 24 bis, r. Plantas.	MARTELLO, 6, r. Flanohat, 20e arr., mar. 370-41-63. Dîners. Spécial. Cuv.	LA PETITE CHAISE, 34, r. Grenelle, 222-19-33. T.L.J. Men. 11 F. vin comp.	ENCLOS DE MONON, 21, bd. Beaumarchais, 430. 25-51. Fermé mardi.	AUBREGE DE CALAIS, 7, r. de Calais, 674-00-68. Dîner en musique.	PETIT COIN, 16, rue Feytaud, 508-00-08. Déjeuners et vendredi soir.	LES GRANDS HOTELS	HOTEL CLARIDGE, 74, Ch.-Élysées, 385-33-01. Sa formule « 20 F. 20 F. bolonaise et service compris. Réception 24 h. carte.	LES 3 LÉGÈRES, 8, rue de Bondy, 282-22-07. Spéc. de grande de bouff. ALEXANDRE, 53, avenue George-V, 520-17-92. Bar, grill-room. Repas-verts tels, petits-déj.	Rue Pierre-Charron
ALÉXIS, 144 LA PERGOLA, 359-70-92. Une succession de manifestations gastronomiques. Alsace, Bourgogne, etc. Avenue Franklin-Roosevelt	4 BLYSSES-BRETAGNE, 359-20-43. Fermé pour cause travaux. 10-11. R. VASLAT (ex-Washington), 359-91-30. Spéc. Bourgogne, Périgord.	40 GRAND COMPLOIR, 233-56-30. F. sam. et dim. Men. 25 francs.	CARTEGIRIL, 75, av. Suffren, 734-00-55. 75 Fruits de mer. Poissons grillés beurre blanc. Ses courties.	LE RUDÉ, 11, av. Gde-Armée (19e), 136-13-21. Le soir MENU 10 F.	1 LE SIMPLOW, 211, 204-51-10. Spéc. Huîtres et coquillages.	ARRIÈS DE COLMAR, 13, r. G.-Mali, 1945, 208-94-50. Spécial. alsaciennes.	LES 3 LÉGÈRES, 8, rue de Bondy, 282-22-07. Spéc. de grande de bouff. ALEXANDRE, 53, avenue George-V, 520-17-92. Bar, grill-room. Repas-verts tels, petits-déj.	10-11. R. VASLAT (ex-Washington), 359-91-30. Spéc. Bourgogne, Périgord.	Rue Émile-Morel
40 GRAND COMPLOIR, 233-56-30. F. sam. et dim. Men. 25 francs.	CHAMP DE MARS	INVALIDES - MONTPARNAISE	CHEVREUIL, 75, av. Suffren, 734-00-55. 75 Fruits de mer. Poissons grillés beurre blanc. Ses courties.	FAUBOURG MONTMARTRE	LA FOUX, 1, r. Clément (9e), Fermé dim. 355-77-86. Alés aux fournaux.	LA MAZAGAN, 6, r. Ch.-Lagarde, 383-74-38. Vieille cuis. F. Cadre él.	LES GRANDS HOTELS	LES 3 LÉGÈRES, 8, rue de Bondy, 282-22-07. Spéc. de grande de bouff. ALEXANDRE, 53, avenue George-V, 520-17-92. Bar, grill-room. Repas-verts tels, petits-déj.	Rue Émile-Morel
40 GRAND COMPLOIR, 233-56-30. F. sam. et dim. Men. 25 francs.	CHAMP DE MARS	INVALIDES - MONTPARNAISE	CHEVREUIL, 75, av. Suffren, 734-00-55. 75 Fruits de mer. Poissons grillés beurre blanc. Ses courties.	FAUBOURG MONTMARTRE	LA FOUX, 1, r. Clément (9e), Fermé dim. 355-77-86. Alés aux fournaux.	LA MAZAGAN, 6, r. Ch.-Lagarde, 383-74-38. Vieille cuis. F. Cadre él.	LES GRANDS HOTELS	LES 3 LÉGÈRES, 8, rue de Bondy, 282-22-07. Spéc. de grande de bouff. ALEXANDRE, 53, avenue George-V, 520-17-92. Bar, grill-room. Repas-verts tels, petits-déj.	Rue Émile-Morel
40 GRAND COMPLOIR, 233-56-30. F. sam. et dim. Men. 25 francs.	CHAMP DE MARS	INVALIDES - MONTPARNAISE	CHEVREUIL, 75, av. Suffren, 734-00-55. 75 Fruits de mer. Poissons grillés beurre blanc. Ses courties.	FAUBOURG MONTMARTRE	LA FOUX, 1, r. Clément (9e), Fermé dim. 355-77-86. Alés aux fournaux.	LA MAZAGAN, 6, r. Ch.-Lagarde, 383-74-38. Vieille cuis. F. Cadre él.	LES GRANDS HOTELS	LES 3 LÉGÈRES, 8, rue de Bondy, 282-22-07. Spéc. de grande de bouff. ALEXANDRE, 53, avenue George-V, 520-17-92. Bar, grill-room. Repas-verts tels, petits-déj.	Rue Émile-Morel

MARIUS et JACQUES

BRASSERIE 1525

FOUR GRAS BRAS A EMPORTER

NOTEL RESTAURANT

QUINQUANGENT

DES LOISIRS

LE FACTEUR APPORTERA LA COMMANDE

FEBRIER, voici venir le temps des catalogues de vente par correspondance. Ils seront dans les kiosques aux alentours du 15, mais les clients, déjà, les ont reçus. Ils se signalent, cette année, tout particulièrement, par la fraîcheur et la gaieté de leur présentation: les conseils d'entretien y abondent, notamment pour ce qui concerne les textiles synthétiques sur lesquels les ménagères n'auront plus rien à apprendre.

Jeunes à la campagne

LA REDOUTE mise sur les robes en tout genre, les tricots de tons pastels mettant en vedette l'écrin et le rose pêche, mais aussi le bleu, les dentelles, les imprimés campagnards et les robes de détente. Les tricots pour hommes

comprennent les shetland, pure laine (à partir de 89 F) et d'amusants « patchworks » acryliques à côtes imprimées en camilleu de bleu et de beige. Deux harmonies marron et bleu érdoise foncé, sont proposées pour la ville tandis que les jeans courent toujours la campagne pour toute la famille et de la tête aux pieds. Chaussées de moccasins-espadrilles en soie, ils se portent avec des tee-shirts de coton et de polyester ou viscose unis ou imprimés des noms de grands journaux d'Europe et de dessins pop.

Le groupe vient de racheter « Pré-maman » dont les modèles sont ajoutés au catalogue d'hiver.

Blouses à tout faire

LE CLUB COOP (dans les magasins Coop, à travers la France), améliore son style de vêtements à chaque saison, avec cette fois-ci une bonne série de blouses et pantalons unis et imprimés à moins de 50 F (du 38 au 48), des cotons fermière à fond

noir à l'ourlet sous le mollet, ainsi que des robes longues à danser.

Des blouses professionnelles attrayantes en « celon » anti-taie de Courtauld turquoise brodée de motifs corail (de 57,50 à 80 F). L'ouverture « feile » sur les loisirs de plein air, déjà prise la saison dernière, amène les pages de mode masculine à prendre une orientation plus sportive que citadine, encore qu'un costume trois-pièces marine (475 F) en tertiaire « up » lavable avec un pantalon uni et un en prince-de-Galles (du 40 au 52) attire les deux utilisations. Des jeans, des cotons érus, des tricots et une garde-robe de vêtements de travail permettent de satisfaire tous les goûts.

Le style collégien

LES 3 SUISSES marquent d'une à trois étoiles les articles sélectionnés pour leur rapport qualité-prix, et se spécialisent dans les nouveautés pour juniors: à quinze ans, avec des coupes adaptées aux « bris-fer ».

Des maillots de bain deux pièces se vendent séparément avec quatre formes de soutien-gorge et deux slips (du 38 au 44). Une toile de coton souple et légère importée en « bleu de Chine » composée de beaux ensembles à marinières, blouses ceinturées et boutons ainsi que des jupes en forme (du 38 au 44, de 85 F à 180 F l'ensemble), ainsi que des blouses et pantalons masculins. Egalement pour hommes des sabots scandinaves à dessus de cuir présentent un agréable volume arrondi, tandis que le confort du cuir tressé se retrouve dans les sandales d'importation indienne.

Le tissu au mètre est toujours de bonne vente dans les catalogues. Les débutantes apprécieront tout spécialement la présentation en « kit » prêt à coudre de jupes à six lés et de pantalons (à partir de 55 F), tandis que les enfants s'amuseront à broder, peindre ou encoller leurs tee-shirts et leurs ensembles de campagne.

NATHALIE MONT-SERVAN. * La Redoute (783 pages, 12 F, 5908) Roubais, Cedex 2. * Les 3 Suisses (680 pages, 10 F, 5906) Roubais Cedex 2.

VOYAGES A TRAVERS LES RAYONS

Périer est l'époque des voyages à travers les ventes-expositions des grands magasins.

LA SAMARITAINE nous invite à côtoier et à essayer jusqu'à 11 mars les produits de Grande-Bretagne dans ses magasins de Paris, Vélizy-2, Rosny-2 et Cergy-Pontoise.

LES GALERIES LAFAYETTE inaugurent le 8 février un bazar « de Mékès à Isphah », jusqu'au 10 mars; les productions artisanales du bassin méditerranéen.

LE BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE nous fait découvrir l'artisanat d'Amérique latine, du 8 février au 11 mars, et jusqu'au 22 février, à Paris-2, Belle-Epine, Créteil, Rosny-2.

AU PRINTEMPS, toujours l'Orient avec des porcelaines anciennes et des outillages peints avec certifiées, ainsi que des kimonos et des pyjamas de soie pour toute la famille; de merveilleuses nappes brodées à la main et de nombreuses robes. Jusqu'au 5 mars.

Philatélie section with various stamps and advertisements.

VERT D'EAU section with various advertisements.

PAINS GRILLÉS advertisement with image of a toaster and text describing the product.

Maison advertisement for a grill, including technical specifications and contact information.

Brocante advertisement for 'LE SIFFLET DU BOSCO' featuring various items and prices.

LA COUPE SUR CHEVEUX SECS advertisement for haircuts and styling services.

JEAN HERCEY advertisement for clothing and accessories.

SE MEUBLER PAR CORRESPONDANCE advertisement for furniture services.

Domino de baleine advertisement for domino games.

LOUEZ advertisement for clothing and accessories.

LA SOIE DE A à Z advertisement for silk clothing and accessories.

Mal de gorge? Passez à l'action advertisement for Humex throat lozenges.

Mal de gorge? Passez à l'action advertisement for Humex throat lozenges.

Mal de gorge? Passez à l'action advertisement for Humex throat lozenges.

le rangement l'armoire universelle advertisement for storage solutions.

RADIO-TÉLÉVISION

VI

Le vide et le patron

Solrée rétro jeudi à la télé. On avait l'impression d'appuyer sur le bouton d'une machine à remonter le temps, le temps pas bien loin des drames catastrophiques et des tribunes payantes. C'est encourageant, dira-t-on, ça permet de mesurer le progrès. C'est inquiétant, dirions-nous, ça permet de mesurer le vide de nos sociétés. Jugez plutôt : FA 2 cherchait un bouche-trou de soixante minutes pour remplacer l'émission de Bardot. Si, sur cinq cents heures d'écoute, elle n'a rien trouvé de mieux que cette pastorelle en deux parties (intitulée Il fut une femme à la maison, franchement, ça eugure mal de l'événement).

... comment dire, la chose est tirée d'une nouvelle de Marcel Arland. Pauvre Marcel Arland, ça n'était pas le méchant homme, il ne méritait pas ce coup bas. Car c'est un grand écrivain, un homme de lettres, un homme de pain noir, avec une absence aussi importante, aussi erratique de talent, l'héritier de ces deux hommes, un père veut, un fils célibataire, des fermiers de carte postale à la recherche d'une femme à tout faire. La sous-paysanne, la carrière, le côté de la Gare, le caissière

adultère et le petit bon orphelin étouffé l'éventure à la croisée espace-temps d'un roman's land de convention. Etant.

Et surprenant l'usage de la Tribune libre laissée par FR 3 au C.N.P.F. On nous a délégué un patron de choc, vil, râblé, souriant, grosses lunettes et cheveux trisés, un ancien ingénieur de Citroën. Il nous a raconté sa vie. Il a fondé en 1953 avec deux ouvriers et quatre sous, au fond d'une cour, rue Oberkampf, une usine, « aujourd'hui florissante d'appareils électroniques. Des tils, des prises dont je n'ai pas très bien saisi l'usage, malgré tous les efforts déployés à cet effet. On nous les montrât à l'écran, on nous les détaillait, on nous avait auparavant présenté les ateliers de la Radiale, l'entreprise de ce monsieur, dans l'Isère, près de Grenoble, et à Rosny-sous-Bois. Très beaux, très clairs. Ses employés — il en a sept cents — ont bien de la chance. Il nous a parlé ensuite de ses profits et de ses impôts. Il en a... Il ne nous a pas dit combien. C'était très intéressant. Surtout pour lui. Au prix du spot publicitaire...

CLAUDE SARRAUTE.

La violence au petit écran

M. Julian et les « recommandations » de M. Rossi

Les « consignes de réserve » sur la violence à la télévision avant 21 h. 30. Émises par M. André Rossi mercredi 5 février au micro d'Europe 1, ont provoqué une réplique immédiate de M. Marcel Julian, président d'Antenne 2.

Prenant prétexte des recommandations faites à ce sujet par le secrétaire d'Etat, Jean-Pierre Elkabbach, au micro de France-Inter jeudi à 19 heures, demandait son sentiment à M. Julian sur « cette recommandation » :

« La question est de savoir dans l'esprit de la lettre du président de la République, qui nous donne la responsabilité de la gestion et de l'information, comment faire entrer ou sortir la violence à la violence choisit son heure et ce n'est pas nous qui la choisissons. Que faire donc lorsqu'un événement violent est signalé avant 21 h. 30 et que nous devons en rendre compte ? Pour l'information événementielle, c'est un critère du téléspectateur qu'il faut en laisser l'appréciation. »

Sur Antenne 2, en tête du journal télévisé de 20 heures, M. Julian, visiblement agacé et « surpris d'avoir eu connaissance de ces consignes de M. Rossi par la radio », a souligné les « ambiguïtés » qui pourraient exister sur les programmes ces directives gouvernementales. Le président de la douzième chaîne a déclaré au sujet de la violence dans les émissions d'information, qu'il convenait essentiellement de « ne pas y mettre de complaisance ».

M. Julian a rappelé que la violence n'était absente ni chez Homère ni chez Shakespeare, et que « du moment qu'on renseigne le téléspectateur » on ne trahit pas la mission de la télévision. Il a donc qualifié « de contenu » entre les présidents de sociétés et le président de la République.

En fin de programme jeudi vers 22 heures, sur la chaîne FR 3, M. André Rossi s'employait à préciser qu'il n'avait aucune

A la Maison de la radio

LA LOCATION DE BUREAUX SE FERAIT SANS PROFIT

Certaines rumeurs sur la location de bureaux à la Maison de la radio ont incité la présidence de la société Radio-France à préciser :

« Le prix réel demandé s'établit actuellement à 1 100 F par an et net de charges de bureaux et non pas de surface utile. Ce chiffre est le résultat de la comptabilité O.R.T.F. à la fin de 1974. Il correspond au coût de fonctionnement et d'entretien de la Maison de la radio. Sans inclure de profit. »

Après avoir souligné qu'il s'agit d'un tarif « tout compris » (chauffage, téléphone, nettoyage, etc.), la note conclut :

« La gestion de la Maison de la radio représente, pour Radio-France, un budget de plus de 35 millions de francs en 1974 et l'emploi de près de quatre cents personnes. »

« Si les sociétés TF-1 et Antenne 2, ainsi que l'ensemble de diffusion envisagent de quitter les locaux de la Maison de la radio, ce n'est nullement par la volonté de Radio-France ni en raison du coût de location, demandé qui est sensiblement, à prestations égales, celui du marché. »

Les responsables des nouvelles sociétés ont été, en effet, invités officiellement à la suite de la réforme, à rechercher des locaux dans des installations séparées, non seulement pour leur sièges sociaux, mais aussi pour leurs bureaux. »

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 7 FÉVRIER

— M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités, répond au défi de R.T.L., à 19 h. 30.

— La Ligue des droits de l'homme expose son point de vue en tribune libre sur FR 3, à 19 h. 40.

— M. Jacques Rueff, de l'Académie française, est invité de France-Culture, à 20 heures.

— M. François Mitterrand est interrogé sur ses goûts littéraires par Bernard Pivot à l'occasion de la sortie de son livre La Paule et le Grain, sur A 2, à 21 h. 40.

— Les Océaniques sont le thème d'un débat après le film du même nom, sur TF 1, vers 22 h. 10, avec le dnc de Castries.

SAMEDI 8 FÉVRIER

— « La crise de la presse » sera évoquée depuis le journal La Croix, par France-Inter, de 12 heures à 14 heures.

LES PROGRAMMES

VENDREDI 7 FÉVRIER

- CHAÎNE I : TF 1
- 19 h. 20 Le fil des jours.
- 19 h. 40 Pour les petits : Chapi Chapi.
- 19 h. 50 Pour les jeunes : Les aventures de Huckberry Finn.
- 19 h. 15 Les Shadoks.
- 19 h. 40 Une minute pour les femmes.
- 19 h. 45 Feuilletton - Chéri-Bibi.



- 20 h. 35 Regards sur l'histoire. Film : Les Chouans, d'É. Calet (1947), d'après E. de Balzac, avec J. Marais, P. Dux, M. Robinson, M. Lebeau.
- 19 h. 55 Les châtiments de l'abbé de M. de La Fayette, avec J. Marais et J. P. Dux.
- 22 h. 10 Débat : La Chonnamerie. Prod. J.-F. Chappé.
- 22 h. 15 Rencontre avec... Jacques Rueff, par P. Galbeau, avec le Duc de Castries, J. d'Ormesson, J. Guitton, J. B. L. Entré, avec Maurice Béjart, J. B. L. 20. Les sciences de la science moderne, par le professeur P. Auger, 21 h. 50. En son temps « Opéra », 22 h. 25. Art, création, médium, par G. Charbonnet, J. P. Verrier, Les mémoires ; 23 h. 25. L'empire croisé, par E. Dieffen.

- CHAÎNE II (Couleur) : A 2
- 19 h. 30 Pour les petits : Le palmarès des enfants.
- 19 h. 45 Feuilletton : Typhélie et Tomteron.
- 20 h. 35 Variétés : Boulevard ou liberté.
- 21 h. 40 Magazine des livres : Apostrophes, de B. Pivrot, avec M. Klinger.
- 21 h. 45 M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, parle de Jules Renard, Jacques Chabanol, Saint-John-Perse, Lemaître, Baudouin et de leurs œuvres, et à recevoir Max Gallo, Cécile Bourquett et Jacques Brenner, romanciers.

- CHAÎNE III (Couleur) : FR 3
- 19 h. 40 Ciné-Club : « Une riche affaire », de N.Z. MacLeod (1934), avec W.C. Fields, J. Bouvier, Baby Le Roy.
- 19 h. 45 Un « spic », qui rêve d'acquiescer et croit avoir le génie de la spéculation, part pour la Californie, dans une vieille voiture, avec son épouse et ses enfants, pour vendre position d'une plantation d'orange achetée par correspondance. Les tribulations de W.C. Fields, l'acteur comique à la troupe de pochard.
- CHAÎNE III (Couleur) : FR 3
- 19 h. 40 Pour les jeunes : L'île aux enfants.
- 19 h. 45 Tribune libre : La Ligue des droits de l'homme.
- 20 h. Émissions régionales.
- 20 h. 35 Westerns. Films policiers, aventures : Les hommes de l'Association des courses, avec R. Hudson, G. Feppard, N. Green, G. Stockwell.
- 20 h. 45 Au cours de la deuxième guerre mondiale, un ordre de l'armée britannique, s'infiltre dans les lignes allemandes pour aller détruire, à Tobrouk, les réserves d'essence de l'Afrika Korps. La guerre-spectacle.

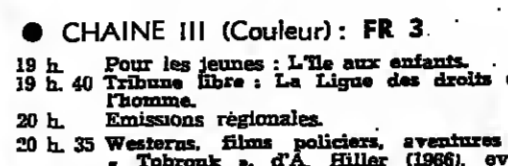
- FRANCE-CULTURE
- 20 h. Rencontre avec... Jacques Rueff, par P. Galbeau, avec le Duc de Castries, J. d'Ormesson, J. Guitton, J. B. L. Entré, avec Maurice Béjart, J. B. L. 20. Les sciences de la science moderne, par le professeur P. Auger, 21 h. 50. En son temps « Opéra », 22 h. 25. Art, création, médium, par G. Charbonnet, J. P. Verrier, Les mémoires ; 23 h. 25. L'empire croisé, par E. Dieffen.

- FRANCE-MUSIQUE
- 20 h. 30 (S.). En direct du Studio 105. Lever de rideau par R. Stricker. Avec le concours de A. Anastassiou, pianiste et violoncelle en ré mineur. « Fantaisie en ut mineur » (Haydn). « Sonate en ré mineur, opus 31, n° 2 » (Beethoven). « Gavotte et « Armée » (Guck-Schubert). « Ténor et violoncelle en ré mineur » (Brahms) ; 21 h. 15. Orchestre symphonique de Nord-Picardie. Direction M. Duruflé. Avec le concours de F. Rogez, mezzo-soprano ; M.-A. Duruflé, soprano ; et les chœurs de l'Association des concerts Jean-Sébastien Bach du Nord, dirigé par M. Grunewald ; « Requiem, opus 9 » (M. Duruflé) ; 24 h. (S.). La musique et ses classiques ; 1 h. 30. Nocturnes.

« Le Monde » publie sous les

samedis, numéro daté du dimanche-jour, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

- CHAÎNE I : TF 1
- 19 h. 20 Le fil des jours.
- 19 h. 40 Pour les petits : Chapi Chapi.
- 19 h. 50 Pour les jeunes : Les aventures de Huckberry Finn.
- 19 h. 15 Les Shadoks.
- 19 h. 40 Une minute pour les femmes.
- 19 h. 45 Feuilletton - Chéri-Bibi.



- 20 h. 35 Regards sur l'histoire. Film : Les Chouans, d'É. Calet (1947), d'après E. de Balzac, avec J. Marais, P. Dux, M. Robinson, M. Lebeau.
- 19 h. 55 Les châtiments de l'abbé de M. de La Fayette, avec J. Marais et J. P. Dux.
- 22 h. 10 Débat : La Chonnamerie. Prod. J.-F. Chappé.
- 22 h. 15 Rencontre avec... Jacques Rueff, par P. Galbeau, avec le Duc de Castries, J. d'Ormesson, J. Guitton, J. B. L. Entré, avec Maurice Béjart, J. B. L. 20. Les sciences de la science moderne, par le professeur P. Auger, 21 h. 50. En son temps « Opéra », 22 h. 25. Art, création, médium, par G. Charbonnet, J. P. Verrier, Les mémoires ; 23 h. 25. L'empire croisé, par E. Dieffen.

- CHAÎNE II (Couleur) : A 2
- 19 h. 30 Pour les petits : Le palmarès des enfants.
- 19 h. 45 Feuilletton : Typhélie et Tomteron.
- 20 h. 35 Variétés : Boulevard ou liberté.
- 21 h. 40 Magazine des livres : Apostrophes, de B. Pivrot, avec M. Klinger.
- 21 h. 45 M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, parle de Jules Renard, Jacques Chabanol, Saint-John-Perse, Lemaître, Baudouin et de leurs œuvres, et à recevoir Max Gallo, Cécile Bourquett et Jacques Brenner, romanciers.

- CHAÎNE III (Couleur) : FR 3
- 19 h. 40 Ciné-Club : « Une riche affaire », de N.Z. MacLeod (1934), avec W.C. Fields, J. Bouvier, Baby Le Roy.
- 19 h. 45 Un « spic », qui rêve d'acquiescer et croit avoir le génie de la spéculation, part pour la Californie, dans une vieille voiture, avec son épouse et ses enfants, pour vendre position d'une plantation d'orange achetée par correspondance. Les tribulations de W.C. Fields, l'acteur comique à la troupe de pochard.
- CHAÎNE III (Couleur) : FR 3
- 19 h. 40 Pour les jeunes : L'île aux enfants.
- 19 h. 45 Tribune libre : La Ligue des droits de l'homme.
- 20 h. Émissions régionales.
- 20 h. 35 Westerns. Films policiers, aventures : Les hommes de l'Association des courses, avec R. Hudson, G. Feppard, N. Green, G. Stockwell.
- 20 h. 45 Au cours de la deuxième guerre mondiale, un ordre de l'armée britannique, s'infiltre dans les lignes allemandes pour aller détruire, à Tobrouk, les réserves d'essence de l'Afrika Korps. La guerre-spectacle.

- FRANCE-CULTURE
- 20 h. Rencontre avec... Jacques Rueff, par P. Galbeau, avec le Duc de Castries, J. d'Ormesson, J. Guitton, J. B. L. Entré, avec Maurice Béjart, J. B. L. 20. Les sciences de la science moderne, par le professeur P. Auger, 21 h. 50. En son temps « Opéra », 22 h. 25. Art, création, médium, par G. Charbonnet, J. P. Verrier, Les mémoires ; 23 h. 25. L'empire croisé, par E. Dieffen.

- FRANCE-MUSIQUE
- 20 h. 30 (S.). En direct du Studio 105. Lever de rideau par R. Stricker. Avec le concours de A. Anastassiou, pianiste et violoncelle en ré mineur. « Fantaisie en ut mineur » (Haydn). « Sonate en ré mineur, opus 31, n° 2 » (Beethoven). « Gavotte et « Armée » (Guck-Schubert). « Ténor et violoncelle en ré mineur » (Brahms) ; 21 h. 15. Orchestre symphonique de Nord-Picardie. Direction M. Duruflé. Avec le concours de F. Rogez, mezzo-soprano ; M.-A. Duruflé, soprano ; et les chœurs de l'Association des concerts Jean-Sébastien Bach du Nord, dirigé par M. Grunewald ; « Requiem, opus 9 » (M. Duruflé) ; 24 h. (S.). La musique et ses classiques ; 1 h. 30. Nocturnes.

SAMEDI 8 FÉVRIER

- CHAÎNE I : TF 1
- 14 h. 30 Pour les jeunes : Samedi est à vous.
- 19 h. 15 Les Shadoks.
- 19 h. 45 La vie des animaux, de F. Rossi.
- 20 h. 35 Variétés : Les Z'Heureux rois Z'Henri, de M. et G. Carpentier, prés. R. Pierre et J. Triboulet.
- 21 h. 35 Série : « Colétil ». « Esprit de liberté ». « Un lieutenant américain, auteur d'un ouvrage favorable au III^e Reich, sera le héros de la grande enquête de Colétil. Est-ce un traître ou un espion particulièrement habile ? »
- 22 h. 30 Variétés : Les comiques associés, d'A. Blanc.

- CHAÎNE II (Couleur) : A 2
- 14 h. 5 Les après-midi, de M. Lancelot. Un jour futur.
- 19 h. 45 Feuilletton : Typhélie et Tomteron.
- 20 h. 35 Série : Les brigades du Tigre. « De la poudre et des balles ». Réal. V. Vicas. Avec J.-C. Bouillon.
- 21 h. 35 Jeu : Pièces à conviction, de P. Bellemare.
- 22 h. 35 Variétés : Banc public, de J. Artur et P. Bouëtier.

- CHAÎNE III (Couleur) : FR 3
- 19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.
- 19 h. 40 Un homme, un événement.

- 20 h. Courts-métrages : « Rien n'est plus comme avant », de P. Scipion, et « Le matin classique », de F. Lafay.
- 20 h. 35 Feuilletton : « Jack », d'après le roman d'A. Daudet. Réal. S. Hanin. Adaptation de H. Jehne. Avec E. Selena, C. Tiro, S. Di Napoli.
- 21 h. 25 Musique : Festival du jazz d'Antibes-Juan-les-Pins 1974, réalisé par J.-C. Averty.

- FRANCE-CULTURE
- 14 h. 30 Les samedis de France-Culture : « Méusine » par Claude Métraux, avec Claude Galimberti.
- 19 h. 45 Théâtre de la Ville. « L'homme qui avait peur », de J. Lafay.
- 20 h. 35 (S.). Rondes de nuit : Les animaux du ciel, par L. Berthoin ; 23 h. 30 (S.), « Le Chant du rossignol », Orchestre de la radio-télévision, direction B. de Vinogradov.

- FRANCE-MUSIQUE
- 20 h. (S.). Cette année-là... 1900 : « Fantaisie n° 2 sur le choral Wechel eul, rufi une die Siffma » (M. Rogez), avec A. Lippman, P. Mazzoli, R. Morawitz. Orchestre de la radio-télévision, direction B. de Vinogradov ; 21 h. 30 (S.). Concert donné au théâtre de la Ville. Orchestre philharmonique national de Varsovie, Direction W. Rowicki ; « Elektra » (T. Balil) ; « Capriccio notturno » (E. Bosustawski) ; « Livre pour orchestre » (Lutoszewski) ; 23 h. Musique de chambre ; 24 h. (S.). La musique et ses classiques ; 1 h. 30 (S.). Sérénades.

DIMANCHE 9 FÉVRIER

- CHAÎNE I : TF 1
- 14 h. 5 Sports et variétés : Les rendez-vous du dimanche, de M. Drucker.
- 17 h. 35 Film : « Le Monde perdu », d'I. Allen (1961), avec M. Rennie, J. St. John, D. Heddon, et J. E. Burns.
- 20 h. 35 Film : « Tu seras un homme, mou fils », de G. Sidney (1956), avec T. Power, K. Novak, V. Shaw.
- 21 h. 35 Film : « Les comédies musicales et d'un écarquillage fameux, Georges Sidney inaugure sa propre compagnie de production avec ce mélodrame à vocation sociologique, dénonçant les tares du « show business » : on y partage les succès et les déceptions d'un pianiste de jazz, frappé, pour finir, d'une maladie inévitabile. »
- 22 h. 30 Questionnaire, de J.-L. Servan-Schreiber. L'homme d'aujourd'hui, l'un des deux conseillers économiques de l'Élysée, parle de son récent ouvrage : Valoirc la pauvreté dans les pays nouveaux.

- CHAÎNE II (Couleur) : A 2
- 14 h. 30 « M. Hobbs prend des vacances », de H. Koster (1961), avec J. Stewart, M. O'Hara, Fabian, J. Saxon, L. Peters.
- 16 h. Dimanche illustré (suite). Une la télé : l'œuvre de l'opéra.
- 19 h. 30 Variétés : Système 2, de Guy Lux. Avec Frédéric François, Billy Swan, Carlos Tavares, les Charlots, Gigliola Cinquetti, Clément Méric.

- CHAÎNE III (Couleur) : FR 3
- 19 h. Série : « Haver, police d'Etat ». « Escroquerie en famille. »
- 19 h. 40 Un couple de petits escrocs « bricolent » des petits coups méchants. Mais il arrive que l'un d'eux soit un grand méchant. »
- 20 h. Documentaire : Soho. Production de la B.B.C.
- 20 h. 30 (S.). Peuplé de toutes les races du monde, de tous les continents, nous magiques, mais aussi « dépeints » humains. Soho est une ville dans la ville, quelque chose entre le Greenwich-Village à New-York et Saint-Germain-des-Près, à Paris.

- FRANCE-CULTURE
- 20 h. (S.). « Histoire espagnole », comédie musicale en acte de P. Nohain, musique de M. Ravel, avec Ch. Stutzmann, J.-C. Billac, J. Lacroix, M. Philippe, orchestre lyrique de la radio-télévision, direction R. Rossi ; 21 h. Mises en scène : « Crime et Châtiment » ; 22 h. École de l'opéra ; 23 h. L'ère-carrière variétés ; 23 h. 15. Tous ces courants ; Boris Forster.

- FRANCE-MUSIQUE
- 14 h. 30 (S.). La tribune des critiques de disques : « La Valse », de Ravel ; 20 h. 30 (S.). Grandes rééditions classiques : « Six études pour « Contralto », par A. Hertz, « Quatuor à cordes en sol mineur », n° 4, « Airs » (Haydn), « Dances slaves » (Dvorak) ; 21 h. 45. Nouveaux talents, premiers albums ; 22 h. 30. Les grandes voix humaines ; 23 h. Nouveaux d'Or et d'Orléans ; 24 h. Le compositeur musical à R.D.R.T.F. ; 1 h. 30 (S.). Sérénades.

télemagazine 2

LE MOINS CHER DES GRANDS HEBDOS DE TÉLÉ

TOUS LES PROGRAMMES DÉTAILLÉS

en vente partout

SPECTACLES

En bref

Théâtre

Schönberg et Kafka au Cyrano

Henri Rossa transforme la petite salle du Cyrano en « cabaret expressionniste » décoré de fresques extemporées par un rigoureux « maître » noir, pleines d'hommes-pansements blancs. Sur un sofa rouge, une femme amputée. Sur scène : des musiciens blefarde. Autour : une grille. Irène Jaraky, en fourreau noir, coiffée d'un haut de forme orné d'une fleur rouge, chante pour un homme qui s'endorme. C'est le Pharaon l'éternel dans l'atmosphère lourde d'une chambre cloquée comme un tombeau.

Pendant que les musiciens déçoignent le plateau, l'homme en vert lit un texte très denté de Karl Valentin : le Théâtre obligatoire pour tous. Dans le noir, la voix de Marlene, cannelée, chante Lolo Lolo, puis, nostalgique, Lili Marlene. Dans un projecteur apparaît une créature en bas noir, qui d'un claquement de fouet, réveille un homme endormi. Il a une tête de singe. Ainsi commence le Report pour une académie de Kafka, monologue d'un phénomène de folie qui s'accrode au music-hall, singa devenu homme et qui le soir rejoint une jeune femme à demi dessinée. Après la chanteuse solitaire, c'est l'homme seul qui parle. Jacques Roux le « joue » avec une force qui se voudrait certainement rageuse, offensive, mais qui tourne souvent au pathétique. De temps en temps, la créature clique du fouet et se cache derrière le rideau de tulle qui se jève et se baisse.

Il est bien difficile de représenter Kafka, d'illustrer les esquisses de ses songes, de donner une musique à son humour douloureux. La voix de Kafka n'a pas de timbre. Elle ne traverse pas l'espace libre. Elle nait à l'intérieur de l'oreille, et vit dans la douceur des joues gonflées. Il est bien difficile de ne pas la trahir en essayant de la transmettre. — C. G.

* Cyrano, 20 b. 30.

« Hôtel Baltimore »

L'Hotel Baltimore a pour auteur Harold Wilson, dramaturge américain fort estimé à New-York. Cette pièce a obtenu en 1973 trois prix, dont deux donnés par des critiques.

Pendant une centaine de minutes, nous écoutons bavarder les clients et le personnel d'un ancien palace devenu hôtel borgne, et qui va être démolit.

Le public de la première représentation semble avoir accueilli la pièce dans l'euphorie.

Le décor de Patrick Duterre manifeste une bonne connaissance du mobilier art déco de grande série et fatigué.

La mise en scène d'Arcady o l'élegance détentée d'un play-boy en fin de carrière.

Troize acteurs non superstitieux interprètent l'Hôtel Baltimore d'une manière sélective. Gérard Chambre hérite entre Gerry Cooper et Henry Fonda. Liliane Fovère percherait plutôt pour les souris de Walt Disney, mais avec la voix d'un clochard enrhumé. Zouzeu a du charme. Medeleine Ozeray va bien, ça fait vraiment plaisir.

Le signataire de ces lignes était peut-être déprimé, il lui a semblé que l'intérêt et la valeur d'Hôtel Baltimore étaient à peu de chose près ceux d'une chanson française appelée Vous saurez tout sur le dizi, et qui bat actuellement les records de vente. L'avenir immédiat de l'Espèce Cardin est donc rose. Tenez mieux pour lui. — M. C.

* Espace Cordin, 20 h. 30.

LE HOLLYWOOD BOULEVARD

BRUCE LEE

Le Fureur du Dragon

DE 10 H 00 A 2 H 00 DU MATIN

Handwritten signature or mark.

صحنه من الاجهال

ARTS ET SPECTACLES

SPECTACLES

En bref

Théâtre

< DOMMAGE QU'ELLE SOIT UNE PUTAIN >, à Ivry

Le spectacle que dirige Stuart Seide jusqu'au 22 février au Studio d'Ivry est exceptionnel d'intelligence et de beauté. Puisque le Précepteur de Lenz mis en scène par Seide, prend en le dimanche < Dommage qu'elle soit une putain > va devenir, en février, la pièce qu'il faut voir en priorité. Que les lecteurs oublient d'abord le titre, qu'ils le chassent de leur esprit. Dommage qu'elle soit une putain est la traduction exacte du titre que John Ford, en 1932, avait donné à sa pièce. En anglais, à ce moment-là, il signifiait donc quelque chose. Plus aujourd'hui. Quand Maeterlinck a traduit cette œuvre, il a eu raison de mettre un autre titre, Amélie.

LE SECRETARIAT D'ETAT SOUHAITE QUE LES COLLECTIVITES LOCALES SUBVENTIONNENT D'AVANTAGE LE FESTIVAL DE NANCY.

(De notre correspondant.) Nancy. — Au cours d'une rencontre entre M. Marcel Martin, maire de Nancy et M. Montassier, directeur du cabinet de M. Michel Guy, au sujet du Festival mondial du théâtre de Nancy qui avait fait l'objet de nombreux remous fin décembre, le secrétariat d'Etat à la culture serait disposé à le doter de 1 million de francs. La moitié serait réservée au rayonnement des troupes invitées après le festival à travers la France.

Cinéma

< LE FANTOME DU PARADIS > de Brian de Palma

Un groupe de néo-rockers chante une histoire folle qui est peut-être vraie... Un musicien myope et timide, avec un taux air de Woody Allen, passe une audition. Une main apparaît, le pouce levé : le musicien est bon; sa musique, appréciée; elle lui sera prise. Prise, c'est-à-dire qu'elle lui sera volée par Swan, figure poupine, rose, sans âge. Swan, superstar du pop, « raison sociale ». Swan, idola vidéo, qui nourrit ses entreprises de spectacles et de disques avec le talent des autres. Il régit sur les nerfs d'une jeunesse droguée de gestulation brutales, de rythmes schématiques, de taping à l'œil de trépidité. La toute-puissance de ce Néron ou « show-biz » se fonde sur un désordre bien organisé. Gardé par des brutes à sa dévotion, entièrement occupé de sa gloire, il pense facilement à éliminer le musicien.

COLETTE GODARD. * Paramount-Début, Paramount-Opéra. Publics - Champs - Elysées (V.O.).

< UN LINCEUL N'A PAS DE POCHE > de Jean-Pierre Mocky

Mocky l'acorché-vit, Mocky le hargneux, Mocky le solitaire, le loncheur, la misanthrope, pour qui le monde est une poubelle. Mocky l'anarcho, dont les coups n'épargnent personne... On voit bien ce qui a séduit l'auteur de l'Albatros et de Solo dans le roman de Horace McCoy : c'est le thème de l'homme pu face à la corruption générale. En fait, Mocky n'a gardé du roman que Mocky a d'ailleurs modelé à son image (il joue la rôle) et dont il a complètement réinventé les aventures, en les transposant dans la province française.

Formes

LES TEMPS MÊLÉS

Le neuf n'est pas forcément le nouveau. L'artiste qui compose (et qui parle) à mes yeux, soucieux sans cesse, crée sa propre actualité, qui n'a rien à voir avec les décrets de la mode.

JEAN DE BARONCELLI. * Paramount-Elyées, Marivaux, Paramount-Montmartre, Boni Michi, Publicis-Saint-Germain, Paramount-Montparnasse, Paramount-Orléans, Le Fahey, Paramount-Maillet, Publicis-Sottal.

INSTITUT

L'ACADEMIE FRANCAISE ET LA REFORME DE L'ORTHOGRAPHE

L'Académie française a fixé au jeudi 24 avril la réception de M. Robert Aron, élu au fauteuil de Georges Izard. Il sera accueilli par M. Jean Guilton.

Elle a fait entrer à son dictionnaire d'attribution, diachronie, diacronie.

Elle a d'autre part continué l'examen du projet de normalisation partielle de l'orthographe.

Elle adressera au ministre de l'éducation les propositions sur lesquelles la compagnie s'est mise d'accord : quelques formes graphiques pourraient être simplifiées (le double pluriel de appât, la double forme fond et fonds, par exemple), ou mises en accord avec les mots de la même famille (inbonné s'écrirait inbonné, bonhomme, bonhomme, par exemple) ; relata s'écrirait relai comme défilé, etc. L'Académie précise :

— La normalisation de formes graphiques des verbes terminés en eter et eter : on écrirait je harcèle comme je pèle, j'étiquète comme j'achète ;

— L'accentuation de E (événement, allègement, etc.) devrait s'écrire : événement, allègement, etc.) ;

— L'usage du tréma : il devrait se placer sur la voyelle prononcée comme dans catman. On écrirait donc aigüe, cigüe, etc.

A PARTIR DU MERCREDI 12 SAINT-SEVERIN - 14 JUILLET

Après le SANG DU CONDOR et le COURAGE DU PEUPLE, le nouveau film de JORGE SANJINES L'ENNEMI PRINCIPAL

FRANCE ELYSEES - BONAPARTE - ST-LAZARE PASQUIER - 14 JUILLET

la chaise vide un film de pierre Jalloud martine chevalier maxime le forestier doniel quenoud

PRIX LOUIS DELLUC la gifle CONCORDE PATHE - MAXEVILLE - MONTPARNASSE PATHE - SAINT-LAZARE PASQUIER - HAUTEFEUILLE CELLE-SAINT-CLOUD - PARY II/MULTI-CINE Chompigny

L' « art photographique » : l'accouplement inséparable de ces deux mots avait éclaté comme un défi en 1894, au tout premier Salon de photographie de Paris. Parmi les exposants, un novateur (et un militant) : Robert Demachy (1859-1936). Maître de sa technique, il avait su adapter les procédés nouveaux qui lui permettaient d'obtenir des épreuves véritablement « à l'usage de voir ».

Un autre reportage est à l'origine du montage-synthèse à la gloire de Brassai, génial photographe, peintre, dessinateur, sculpteur, poète, auteur d'histoire de Marie. « Brassai est un œil vivant », l'a-t-on défini. L'œil, l'œil du photographe, le voici qui domine, géant, plus d'une composition de Florence Gratre.

Un autre reportage est à l'origine du montage-synthèse à la gloire de Brassai, génial photographe, peintre, dessinateur, sculpteur, poète, auteur d'histoire de Marie. « Brassai est un œil vivant », l'a-t-on défini. L'œil, l'œil du photographe, le voici qui domine, géant, plus d'une composition de Florence Gratre.

JEAN-MARIE DUNOYER. (1) Galerie de Seine, 18, rue de Seine, jusqu'au 28 février. (2) Bulletin 1974-II, 128, boulevard Saint-Germain. (3) Photographie, 2, rue Christine, jusqu'au 1er mars. (4) Galerie Christiane Collin, 33, quai Bourbon, jusqu'au 28 février.

BANDE ORIGINALE DU FILM TRAIT LINE FOX 4 HOLLYWOOD

TOUTES PLACES maxime le forestier DU 1er AU 16 MARS A 21 H. PALAIS DES CONGRES PORTE MAILLOT Location tous les jours de 12h30 à 19h à partir de demain

9eme MOIS Emmanuelle TRIOMPHE PARAMOUNT MONTPARNASSE PARAMOUNT MAILLOT RIO OPERA - ATHENA

SPECTACLES

THEATRE GERVAIS PHILIPPE DE SAINT-DENIS

11-12-13 février 1975
THEATRE POUR ENFANTS
 3 représentations exceptionnelles
EN PASSANT
 PAR LA LOUISIANE
 par la Compagnie Bazillier
 58, bd Jules-Guesde - 243.00.59

SEXOLOGOS
 LIBERTÉ - ÉGALITÉ - SEXUALITÉ

Si la sexualité vous pose des problèmes:
 Venez déposer votre question dans
L'URNE DU SEXE
 STUDIO CULPIN

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française, 20 h. 30 : La Cécilie.
 Odéon, 20 h. 30 : Du r'venant à l'écrit.
 Petit-Opéra, 18 h. 30 : Dialogues avec Leuco.
 Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Henri Tachon ; 20 h. 30 : Turcaret.
 Théâtre de l'Est parisien, 20 h. 30 : L'Opéra de quat' sous - Fédit.
 TEP, 20 h. 30 : La Petite Cullier ; C'est pas mon frère.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : le Tube.
 Atelier, 20 h. 30 : Un tramway nommé Désir.
 Athènes, 21 h. : la Folie de Chailion.
 Bobino, 20 h. 30 et 22 h. : les Chaises (40 ans pour marie-metres).
 Bouffes du Nord, 20 h. 30 : les Des Cartesiers de Vincennes, Aquarium, 20 h. 30 : Tu ne voleras point.
 Comédie-Camartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
 Cour des Miracles, 20 h. 30 : Soldats ; 20 h. 30 : 7 comme VII.
 Daunou, 20 h. 45 : Les portes claquent.
 Denis-Corcoran, 20 h. 30 : Money et ses caravanes.
 Ecole normale supérieure, 21 h. : le Triomphe de l'amour.
 Eglise Saint-Séverin, 21 h. 30 : Job.
 Espace, salle 1, 20 h. 30 : Victor ou les Enfants au pouvoir - Salle II, 22 h. 30 : Voyage autour de ma chambre.
 Foyatier, 20 h. 45 : les Jeux de la nuit.
 Espace Fréhel, 20 h. : la Chanson d'un gars qui a mal tourné.
 Galie-Montparnasse, 20 h. 45 : l'Amour, la Vieillesse.
 Germaine, 20 h. 30 : Cher menteur.
 Hébertot, 21 h. : Raymond Devos.
 Hochet, 20 h. 45 : la Containce chère ; la Leçon.
 Interclub, 20 h. 30 : Amour toujours.
 Le Linceul, 20 h. 30 : les Larbins ; 24 h : Plaisir des deux.
 Madeleine, 20 h. 30 : Christmas.
 Mathurin, 21 h. : le Pâli Meu ou Mefes-vous des autobus.
 Michel, 21 h. 10 : D'ous au cennapé Michouère, 21 h. : les Diaboliques Modernes, 21 h. : le Pique-Nique de Claretta.
 Montparnasse, 21 h. : Madame Marguerite.
 Montferrand, 20 h. 30 : Madama ; 22 h : les Contes de vicidub.
 Nouveautés, 21 h. : la Libellule.
 Nouvelle-Comédie, 21 h. : le Prince.
 Ouvre, 21 h. : la Bande à Olouven.
 Le Palace, 20 h. 30 : le Marathon.
 Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.

Contrairement à ce que l'officiel des spectacles a annoncé par erreur, la représentation de CHRISTMAS, avec Micheline LUCIONI, Marie DAEMS, Guy PREJEAN, Jacques BALUTIN, Maïte SIMON et Paul BARGE, a bien lieu à bureaux ouverts à la MADELEINE le samedi 8 février.

THEATRE OBLIQUE
 76, RUE DE LA ROQUETTE (11^e)
 205-72-51

Jusqu'au 23 février
 création
THEATRE - MUSIQUE
LE PIERROT LUNAIRE
 SCHOENBERG
 et
RAPPORT POUR
UNE ACADEMIE
 KAFKA

Mise en scène : Henri RONSE
 avec
 Michel DECOUST, chef d'orchestre, et Gérard FREZY, ténor
 FORTAL, Alain BEUNIER, Réje PASQUIER, Renaud FRANÇOIS, Irène JARSKY (musiciens), Laure GUYERIK et Jacques ROUX (acteurs).

T.L.S. à 20 h. 30, sauf dim. et lundi matinée dimanche à 16 h.

DINERS-SPECTACLE DE LA TOUR EIFFEL

UN SHOW 1925
 MERVEILLEUSEMENT RÉTRO

LES ANNÉES FOLLES...

avec
FRANK FERNANDEL
 chorégraphie
JEAN GUELIS

RESERVATIONS
 551-19-59
 551-44-67

et dans les agences

BOBINO 75
 en accord avec Charles Mersonnet
 Jean-Claude Dauconné présente

BARBARA

En raison du triomphe
 Soirée suppl. le dim. à 20 h. 30
 T.L.S. 20 h. 30, Mat. dim. 15 h. Mat. Lun.
 Location Théâtre 326-66-70 et Agence

LA FAGOTE / STUDIO LOGOS

Il était une fois un merle chanteur

Vif, spirituel, sans cesse ponctué d'un point d'ironie, voici l'un des meilleurs films soviétiques de ces dernières années. Une jolie réussite.
 G.J. L'EXPRESS

A PARTIR DU 13 FÉVRIER
COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

CLAUDE RICH
Le Zouave

de CLAUDE RICH

Mise en scène
JEAN-LOUIS THAMIN
 Décors et costumes
HUBERT MONLOUP
 Musique
CHRISTODOULIDÉS
 avec
EDWARD MEEKS
SABINE AZÉMA
 et
CATHERINE RICH

PREMIER RÉCITAL A PARIS
 du Pianiste et Compositeur russe
ALEXANDRE RABINOVITCH

Prokofiev - E.-Ph.-E. Bach - Stockhausen
 Rabinovitch - Scriabine - Liszt - Debussy
 Salle Gaveau - Lundi 17 février, 20 h. 30 (Volontaire)

THEATRE DES VARIETES
 7 Boulevard Montmartre - 231 09 92

à partir du 10 février
JACQUES MARTIN

tous les soirs 20 h. 45 (sauf Lundi) matinées Dimanche 15 h.

Vendredi 7 février

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes, ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
 704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34
 (De 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

Plaisance, 20 h. 30 : Vie et mort d'une comédie.
 Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : le Premier.
 Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : Good bye, Mr. Freud ; 23 h. : l'Apologue.
 Renaissance, 21 h. : Derrière le rideau.
 Saint-André-des-Arts, 21 h. : De l'air.
 Saint-Georges, 20 h. 30 : Croque-Mort.
 Studio-Théâtre 14, 20 h. 30 : Lorenzaccio ; les Caprices de Marianne.
 Tarte, 20 h. 30 : la Chose blanche ; 22 h. 30 : la Chanson d'un gars qui a mal tourné.
 Théâtre d'Art, 21 h. 15 : le Dernier Empereur ; 20 h. : la Femme de Société.
 Théâtre de la Cité internationale, la Galerie, 21 h. : Couple.
 Le Jardin, 21 h. : Vaut sans nuit.
 La Renaissance, 21 h. : Jean-Claude Bussi et Jean-Claude Monnet - Grand Théâtre, 21 h. : Jacques ou la Soumission ; L'avenir est dans les cieux.
 Théâtre de l'Épicerie, 19 h. : Philippe Druet, mime.
 Théâtre de Fontaine, 20 h. 30 : l'Œuvre sans nom.
 Théâtre Oblique, 21 h. : le Golem - Petite salle, 20 h. 30 : le Pierrrot lunaire ; Rapport pour une académie.
 Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : Ainal pariah Zarathoustra - Petit Orsay, 20 h. 30 : les Emigrés.
 Théâtre de Paris, 20 h. 45 : Crime et Châtiment.
 Théâtre de la Plaine, 21 h. : Brud-bury.
 Théâtre Présent, 20 h. 30 : les Voies ou Tragédie à l'Élysée.
 Théâtre Rive-Grande, 20 h. 45 : les Adieux de la grande-duchesse.
 Théâtre 347, 21 h. : le Pétichiste.
 Théâtre 18 h. 30 : Alex Matayer ; 20 h. 30 : Ferie hag, sion le crie ; 21 h. : le Baron perrot ; 21 h. 30 : le Croque-Note ; 22 h. : la Réurrection de Maloupe.
 Troglodyte, 22 h. : Xabat.
 Variétés, 20 h. 45 : l'Albion de Zouc.

Les théâtres de banlieue

Antony, Théâtre Firmin-Gémier, 20 h. 45 : Inédits Ionesco.
 Châteaufort, Théâtre Paul-Esuard, 21 h. : Corvetti.

Les chansonniers

Carreau de la République, 21 h. : De toute façon, il nous reste le cheval, Nour-Aïm, 21 h. : Au nom du pése et du floc.
 Dix-Heures, 22 h. : Periflon.

Le music-hall

Alcega Paris-Broadway.
 Bobino, 20 h. 30 : Barbara.
 Casino de Paris, 20 h. 45 : 221, le Falme.
 Charles-de-Rochefort, 21 h. 15 : Oct croquettes.
 Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue.
 Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aime à la folle.
 Kioscos, 22 h. 30 : Bons balera de Paris.
 Lido, 22 h. et 0 h. 45 : Grand jeu.
 Mayol, 18 h. 15 et 21 h. 15 : G. On.
 Olympia, 21 h. 15 : Michel Sardou, Océan, Pierre Etikon.
 Palais des congrès, 21 h. : Serge Lama.

La danse

Nouveau Carré, 20 h. 30 : Ballet-Opéra.
 Théâtre Joseph Bussolo.
 Palais des sports, 21 h. : Ballet de l'Opéra.

Les opérettes

Châtelet, 20 h. 30 : Valdes de Vienna.

Les concerts

Maison de la radio, 20 h. 30 : Orchestre lyrique, dir. A. Sibert (J. Strauss).

Le jazz

Centre culturel américain, 21 h. : Boogaloo Band.

CINE HALLES-POSITIF

Un film de
Jim McGRIDE

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN

en complément
SICILIA
 de
 Gianfranco MINICOZZI

REX
LA ROYALE ROYAL PASSY
LES TOURELLES
PALAIS D'AVRON

WALT DISNEY
 PRODUCTIONS présente
Robin des Bois

PARLY 2
 SARCELLES LES FLANADES

ELYSEES-LINCOLN • LE DRAGON

DREYFUS
 L'INTOLÉRABLE VÉRITÉ

JACQUES CHARRIER

UN ESSAI HISTORIQUE ET POLITIQUE PAR
JEAN A. CHERASSE

PUBLICIS-ELYSEES v.o. - PARAMOUNT-OPERA v.o.
 PARAMOUNT-ODEON v.o.

PLAZA
LE GRAND OCEAN
LA COURSE AUTOUR DU MONDE DU '33

de J. P. et G. MILLET

VERSION ORIGINALE
 PUBLICIS MATIGNON
 ARLEQUIN

"FORMIDABLEMENT TONIQUE"

HARRY & TONTO
 RTL a choisi

FANTASTIQUE!!

GRAND PRIX
 FESTIVAL DU FILM FANTASTIQUE
 AVORIAZ 1975

RTL a choisi

PHANTOM of the PARADISE

BRAVO
 BRIAN DE PALMA
 PAUL WILLIAMS
 EDWARD PRESSMAN

CENTENAIRE DE L'OPERA
HOMMAGE A CH. GARNIER
 1875-1975

Exposition présentée par le Théâtre National de l'Opéra et les Relations Publiques de Kodak-Pathé du 5 février au 18 mars, de 11 h à 17 h, tous les jours sauf le mardi.

كسوة الجاهل

صحنه من الامم

SPECTACLES

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, 15 h. : Mathus le joueur, de P. Lasc. 18 h. 30 : Sirocco, de G. Bernhardt. 20 h. 30 : Le Comte de S. Bernhardt. 22 h. 30 : Ziegfeld Folies, de V. Minnelli.

Les exclusivités

A BIGGER SPLASH (A. v.o.) : Studio Média. 9 (833-25-97). ANNA ET LES LOUPS (Esp. v.o.) : Quintette. 9 (833-32-40). AD LONG DE LA RIVIERE PANGLO (Fr.) : La Claf. 9 (337-00-80); Bilibouquet. 9 (222-87-23); U.G.C.-Marseille. 13 (225-47-13); Studio Raspail. 14 (338-38-38). LE BOSS DE LA MORT (It. v.l.) : Maxville. 9 (770-72-97).

cinémas

Le Marais. 9 (375-47-53), de 14 h. à 22 h. 30.

Les films nouveaux

DREYFUS DU L'INTOLERABLE VARIÉTÉ film français de J. Chéreau. 15 (548-54-74). Elysee-Lincoln. 9 (338-34-14). UNE SAISON DANS LA VIE D'EMMANUEL film français de Claude Veras, avec Germaine Monteil, La Seine. 9 (325-92-46).

PARAMOUNT ÉLYSÉES - MARIVAUX - PARAMOUNT MONTMARTRE BOUTRICH - PUBLICIS ST-BERMAIN - PARAMOUNT MONTPARNASSE - PARAMOUNT OREANS - LE PASSY - PARAMOUNT MAILLOT - PUBLICIS SOTTEL.

PARAMOUNT ÉLYSÉES II / La Colla St-Cloud - PARAMOUNT ONLY - PARAMOUNT / La Terrasse - PUBLICIS DÉFENSES / R.E.R. - TAURINE / Versailles BOSNY II - BARBERIS / Pastic - TRIANON / Orsay - BELLY / Tel d'Orsay STUDIOS / Bondi - DAME BLANCHE / Garges les Gosses

UN FILM DE JEAN-PIERRE MOCKY UN LINCÉUL N'A PAS DE POCHEES HORACE MACCOY ALAIN MOURY JEAN CARMET MICHEL CONSTANTIN MICHEL GALABRU DANIEL GELIN SYLVIA KRISTEL MICHEL LONSDALE JEAN-PIERRE MARIELLE MYRIAM MEZIERES JEAN-PIERRE MOCKY MARTINE SARCEY MICHEL SERRAULT FRANCIS BLANCHE JACQUES DUBY CHRISTIAN DUVALEIX JESS HAHN PAUL MULLER MARYSE MUXEN



6ème MOIS EN EXCLUSIVITE OLYMPIA 10 rue Boyer-Barrot 75017 Paris Tél. 47.66.10 14 h 15 - 17 h 30 - 21 h Caline et Julie vont en bateau JULIET BERTO • DOMINIQUE LABOURIER • BULLE GOSIER • MARIE-FRANÇOISE PISIER

Seul à Paris LE SEINE (v.o.) ERMITAGE MARC V • HELDER V • UGC ODEON V • ROTONDE V • MAGIC CONVENTION V • CLICHY PALACE V • TERMINAL FOCH V WALT DISNEY le nouvel amour de coccinelle VERSAILLES CYRANO V • RUEIL STUDIO V • ENGHEN FRANÇAIS V MIGNETREUIL MÉSSE V • PANTIN CARRÉFOUR V LE PERREUX PALAIS DU PARC V • VILLENEUVE-ST-GEORGES ANTEL V GARGES DAME MARCHE V • PUBLICIS DÉFENSE V

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLDSWORTH en compagnie de SICILIA de CHRISTIAN BACCI

LE DRAGON

REYFUS ANTOINE le dride

UN VRAI CRIME D'AMOUR de LUIGI COMENCINI avec GIULIANO GEMMA et STEFANIA SANDRELLI le film qui a révélé, au festival de Cannes 1974, l'un des plus grands cinéastes contemporains.

5 mois d'exclusivité Vincent, François, Paul et les autres... MARIIGNAN / MONTPARNASSE PATHE / LES TERNES

natalie wood robert redford daisy clover de robert mulligan ACTION CHRISTIANE 4, rue Christine (9) - TEL. 35.50.71

AL OLYMPIA BRUNO COQUATRIX VERONIQUE SANSON LOCATION A L'OLYMPIA DANS LES AGENCES ET PAR TELEPHONE : ALLOLYMPIA - PIC.25.49

STUDIO MARIIGNY SAINT-SEVERIN LE PREMIER ET LE MEILLEUR BUSTER KEATON LES LOIS DE L'HOSPITALITE

STUDIO GIT LE CŒUR 12, rue Git le cœur (6*) (DAR. 80.25)

LES MONGOLS Un film de PARVIZ KIAMAVI Visuellement, c'est une splendeur NOUVEL OBSERVATEUR

Seul à Paris LE SEINE (v.o.) ERMITAGE MARC V • HELDER V • UGC ODEON V • ROTONDE V • MAGIC CONVENTION V • CLICHY PALACE V • TERMINAL FOCH V WALT DISNEY le nouvel amour de coccinelle VERSAILLES CYRANO V • RUEIL STUDIO V • ENGHEN FRANÇAIS V MIGNETREUIL MÉSSE V • PANTIN CARRÉFOUR V LE PERREUX PALAIS DU PARC V • VILLENEUVE-ST-GEORGES ANTEL V GARGES DAME MARCHE V • PUBLICIS DÉFENSE V

DU 10 AU 16 FEVRIER AL OLYMPIA BRUNO COQUATRIX VERONIQUE SANSON LOCATION A L'OLYMPIA DANS LES AGENCES ET PAR TELEPHONE : ALLOLYMPIA - PIC.25.49

REYFUS ANTOINE le dride

CULTURE

FOUILLES EN ALGÉRIE

A la recherche des peintres du Tassili

Alger. — Une quinzaine de chercheurs du Centre de recherches anthropologiques, préhistoriques et ethnographiques d'Algérie (CRAPE) vont commencer très prochainement leur seconde campagne de fouilles à In-Hanakaten, un ébri sous roche du Tassili.

Situé hors des pistes, à environ deux cents kilomètres au sud-est de Djanet, cet abri sous roche orné de peintures rupestres est d'une importance archéologique exceptionnelle : sur cinq ou six mètres d'épaisseur, on y trouve les débris laissés sur place par les hommes qui l'ont occupé entre 30 000 et 2 000 ans avant Jésus-Christ. Les peintures rupestres sont nombreuses au Tassili, mais c'est la première fois que l'on met au jour des peintures associées à des dépôts archéologiques de cette épaisseur où l'on distingue quatre couches nettement séparées.

À la base du gisement, on a trouvé quelques pierres taillées de l'Aérien (une industrie paléolithique dérivée du Moustérien et particulière à l'Afrique du Nord et de l'Ouest). Au-dessus de cette première couche, on a constaté l'existence de toute une zone d'éboulis et de sables « stérile », qui ne comportait aucune trace d'activité humaine.

Le site est réoccupé vers 8 000 ans avant Jésus-Christ et des hommes s'y succèdent à trois reprises pendant 4 000 ans.

Les chercheurs du CRAPE ont déjà fait une première campagne de fouilles en février et mars derniers. Mais celle-ci a été limitée à six semaines par suite de

l'absence totale d'eau à In-Hanakaten, et des difficultés de ravitaillement et de transport. Si l'assemblée populaire communale de Djanet construit à temps une citerne de cinq mille litres, les chercheurs pourront « tenir », cette année, deux ou trois mois au moins. Mais, comme le dit Mlle Ginette Aumassip, chargée de laboratoire au CRAPE et directrice de la fouille, « avec le travail qui nous reste à faire, nous serons loin du compte ».

La campagne de 1974 a, en effet, livré un matériel important qui permet de prédire que le site, repéré en 1973 par M. Khikhan, directeur d'une agence de voyage de Djanet, est très riche.

Parmi les vestiges déjà trouvés, figurent en effet un squelette humain (pas encore identifié ou daté), une grande quantité d'os de bœuf et de porc, des ossements de bovins et d'équidés et, dans la couche supérieure de nombreux os de gazelle ainsi que les restes d'un mouflon et d'un chameau.

CLAUDINE RULLEAU.

La personnalité galloise

(Suite de la première page.)

Pour l'essentiel, la personnalité galloise résulte de la possession d'une langue, la plus ancienne d'Europe, dont l'abondante littérature — ainsi le cycle d'Arthur — allait, au Moyen Âge, guider les premiers pas des lettres occidentales.

Proscrite expressément par la loi d'Union (loi d'incorporation selon les Gallois) sous Henri VIII, la langue galloise n'est plus parlée habituellement que par un cinquième de la population, soit à peine un demi-million de personnes, si l'on déduit des chiffres du dernier recensement (1971) le nombre de ceux qui, tout en déclarant savoir parler gallois, ne pratiquent en fait que la langue anglaise, soit qu'ils habitent une contrée anglophone, soit que le conjoint n'en connaisse pas d'autre. Depuis dix ans, le nombre de ses usagers a diminué de 20 %, passant de 26 à 20,8 %, alors qu'il dépassait la moitié en 1901 et largement le tiers au lendemain de la Grande Guerre.

La langue serait déchu au rang de patois paysan sans le zèle missionnaire, sous la Réforme, des traducteurs gallois du Nouveau Testament en 1567, puis de la Bible tout entière en 1588. Chez ce peuple dont les saints jadis contribuèrent, dans les invasions, à sauver la civilisation romano-chrétienne, le culte méthodiste presbytérien, avec le « chapelle », les chœurs admirables, l'école du dimanche où l'on apprend à lire dans sa langue, a entretenu une culture dont les racines portent de nouvelles maisons.

Culture du peuple, l'aristocratie et la bourgeoisie locales, à la suite des Tudors, eux-mêmes en partie gallois, ayant dès longtemps déserté une cause mal pourvue d'avantages. Cette absence de cloisonnement social devait donner plus tard à la représentation démocratique son caractère « radical » (fait de rigueur, non de laxisme)

a profit des libéraux, puis du Labour, et récemment, des nationalistes du Plaid Cymru.

Pourtant, voici moins d'un siècle, la cause de la langue galloise pouvait paraître désespérée. Enseignée nulle part, méprisée, la révolution industrielle, faisant sentir ici ses premiers effets, provoquait d'énormes déplacements de population vers les bassins miniers méridionaux, où, au contact de milieux anglophones, la langue maternelle ne survivait guère à la première génération.

L'idée se répandait que parler gallois constituait un handicap insurmontable, que l'unique moyen de faire son chemin, d'occéder au confort convoité de la classe moyenne, c'était, comme tout le monde, de parler anglais.

Et en effet, à quoi bon tant de peine? Se cramponner à ce particularisme, à cette « Welshness », n'était-ce pas, selon l'expression de Paul Valéry, « entrer dans l'avenir à reculons »? Les réponses à cela se superposent. À la base, le droit inaliénable de toute personne de jouir du patrimoine culturel qui est le sien. On n'a pas à s'excuser d'être soi-même et de vouloir le rester. L'entière plus grande à laquelle on se trouve appartenir et qu'on fait vivre de ses deniers, de son travail et, parfois, de son sang, doit, au contraire, vous y aider.

En outre, maintenir une des rares reliques des portiers celtiques constitue un devoir envers les hommes. T. S. Eliot n'écrivait-il pas : « Une culture uniforme pousse dans les îles Britanniques engendrerait pour tous un degré infériorité de culture. » Et l'auteur de « Meurtre dans la cathédrale » ajoutait : « Or, pour la transmission d'une culture — façon particulière de penser, de sentir, de se comporter, — il n'est pas de meilleure sauvegarde qu'une langue. » « Cenedl heb falh, ceng heb galon », nation sans langue, nation sans cœur, disent les Gallois.

A l'école

Au voisinage immédiat, intime de la civilisation anglaise, sauver la langue, c'était d'abord la sauver à l'école.

La loi de 1870 sur l'instruction primaire n'avait fait qu'aggraver les choses, le gallois restant interdit de séjour jusque dans la cour de récréation.

Pourtant, en 1886, cédant enfin aux pressions, le gouvernement de Westminster accepte qu'il devienne, dans les écoles du Pays de Galles, matière et moyen d'enseignement. Il faut cependant attendre l'entre-deux-guerres pour que les Instructions ministérielles commencent d'être partout appliquées.

Le degré d'utilisation du gallois

varie d'une école à l'autre, suivant son importance locale. À cet égard, le système britannique confère au chef d'établissement une autonomie pratiquement sans partage dans le choix des matières et des méthodes d'enseignement.

Les mêmes principes s'appliquent désormais dans les collèges secondaires, au gré des familles. Depuis 1962, sept lycées bilingues ont été ouverts, dont deux proches de Cardiff, capitale à très large majorité anglophone. Celui de Pontypridd, qui accueillait alors quatre-vingts élèves, en compte aujourd'hui mille soixante-dix, dont un tiers seulement viennent de familles où les deux conjoints sont de langue galloise.

Toutes les matières, y compris le français, à la seule exception, provisoirement, des sciences physiques et mathématiques, y sont enseignées par l'intermédiaire du gallois. Faute de manuels, en suffisance, les professeurs composent eux-mêmes leurs cours. L'intérêt porté par les parents au choix du collège, le dévouement passionné du corps enseignant à cette pédagogie suffiraient à expliquer les résultats obtenus : à Pontypridd, 100 % de succès « en anglais » ou A level (baccalauréat), 90 % en anglais » ou O level (B.E.P.C.) contre 63 % pour l'ensemble des collèges, 77 % de succès toutes matières comprises (moyenne nationale : 59 %).

Enfin, l'Université du Pays de Galles, avec ses sept collèges auto-

nomes établis dans différentes villes, aménage peu à peu un enseignement bilingue, depuis la nomination, en 1958, à Aberystwyth, du premier maître-assistant chargé d'un enseignement en gallois outre que la langue elle-même (psychologie et méthodologie de l'éducation). Depuis, s'y sont ajoutés l'histoire, la géographie, le français.

Chaque cours est du reste doublé en anglais, la dépense supplémentaire qui en résulte apparemment négligeable à côté du budget immobilier, bâtiments et résidences universitaires.

La gestion bilingue ne pose pas de problèmes particuliers : simple affaire de technique administrative... et de bonne volonté.

A la radio-télévision

Quels qu'aient pu être les progrès de l'enseignement bilingue, les animateurs du renouveau culturel n'ignorent pas qu'en définitive la partie se joue devant les micros et les écrans de radio ou de télévision.

Tant la BBC que la télévision commerciale (BBC-Wales et Harlech-TV) diffusent des programmes régionaux dans les deux langues, mais tout est en anglais par semaine en gallois et cinq en anglais en ce qui concerne la BBC, six et quatre heures respectivement pour la chaîne commerciale.

La radio régionale de BBC-Wales (pas de radio commerciale) dispose de trente heures par semaine dont dix-sept en gallois (2).

A vrai dire, cette répartition ne satisfait personne. Les auditeurs anglophones (les quatre cinquièmes) se plaignent que les émissions en gallois les privent d'une partie des programmes de la première et de la deuxième chaîne de la BBC. Les usagers du gallois, de leur côté, souhaitent disposer d'un horaire permanent. À cet effet, ils réclament l'affectation à leur profit de la future quatrième chaîne de la BBC (quitte à la partager avec Harlech-TV), dont la fréquence, disponible, n'a pas encore été mise en service faute de moyens financiers.

BBC-Wales bénéficie d'un crédit annuel de 40 millions de francs pour la télévision, auxquels s'ajoutent 6 millions pour la radio. Un millier de personnes y sont employées, l'enseignement bilingue à tous les niveaux permettant d'envoyer sans trop de soucis un recrutement de collaborateurs et d'artistes de qualité.

Autre aspect capital de l'effort culturel, l'aide aux écrivains, à l'édition et aux arts.

Dans cette perspective, le « Welsh Arts Council » reçoit du gouvernement britannique une subvention qui, pour l'exercice en cours, s'élève à environ 14 millions de francs.

Si « commission littéraire » affecte 1 300 000 francs à l'aide directe à des écrivains, d'expression anglaise ou galloise, sous forme de prix annuels, bourses de voyage ou d'entretien d'un semestre ou d'une année.

Les publications périodiques émergent pour 190 000 francs, tandis que, de 1968 à 1973, les cinq principaux éditeurs gallois ont reçu, pour cent vingt-neuf titres publiés, près de 3 000 francs en moyenne par ouvrage retenu, dont chacun tire à un millier d'exemplaires environ.

De son côté, le « Welsh Book Council » subventionne la présentation, la publicité et la diffusion du livre gallois (300 000 francs de budget annuel), cependant que le théâtre dispose pour sa part de 2 900 000 francs et la musique de 1 800 000 francs.

Sans pouvoir rendre justice aux associations qui ont animé cet élan au cours du dernier demi-siècle, depuis la Ligue de la jeunesse (U.R.D.D.) et l'Eisteddfod jusqu'au Mouvement pour la langue galloise et au Musée des traditions populaires de Saint-Fogans (sur 40 hectares), il importe d'en souligner l'aboutissement, la plus significative des transformations administratives et politiques des dix ans écoulés.

L'année 1964 vit en effet la désignation d'un « ministre pour le Pays de Galles » (Secretary of State for Wales), lui-même Gallois et bilingue (il va de soi, lequel « officin » est membre du « cabinet »).

Au terme de cette décennie, il se trouve à la tête de l'organe coordonnateur des services administratifs du Pays de Galles, le « Welsh Office ». Etabli à Cardiff, ce dernier emploie mille deux cent cinquante fonctionnaires permanents, son bureau de Whitehall, à Londres, occupant trente-cinq personnes.

Sa compétence s'étend présentement au domaine qui, en Grande-Bretagne, est l'apanage des grandes collectivités décentralisées, sans

préjudice de l'autonomie dévolue aux nouvelles collectivités locales (comtés et districts) : enseignement primaire et secondaire (les universités étant chacune autonome), santé, logement, planification, tourisme, pont et chaussées...

On reste surpris de la modeste des organes de traducteur mis en œuvre par l'administration bilingue : quatre personnes à Cardiff pour l'ensemble des services (courrier général, circulaires...), chaque échelon local faisant face à ses propres besoins. La mise à jour du lexique anglo-gallois spécialisé se poursuit sans difficulté majeure, compte tenu des aptitudes de la langue.

Plus délicates à affronter, les réactions de la majorité galloise anglophone. Elles vont de l'hostilité déclarée, nourrie des griefs coutumiers (barguain « déposé », d'ailleurs visiblement illisible et imprononçable...) à la sympathie avérée de ceux, plus royalistes que le roi, qui, Anglais de souche, choisissent d'envoyer leurs enfants à l'école bilingue. Il en résulte parfois des agacements réciproques, mettant en jeu d'irréductibles atavismes.

Comment, en dernière analyse, s'expliquer l'affirmation renouvelée de la personnalité galloise?

L'actif sommairement énuméré s'est finalement ajouté, certes bon gré mal gré, un facteur qui, pour être passif, ne fut pas le moins efficace, à savoir la vertu de non-chaloir des Anglais, art de vivre et de laisser vivre où Dick Townerne disait voir l'un des aspects essentiels de l'Angletisme à la Communauté européenne (3).

Où, la chance des Gallois, cela a été, c'est encore que, outre-Manche, nulle figure fauboise et jalouse n'a copié l'héritage commun des générations.

Un temps, un Instant ou calendrier des âges, Britannia a pu rêver sur les flots du monde, sans pour autant prétendre à un culte exclusif empruntant ses hyperboles au Contique des Contiques. Il ne s'est jamais trouvé personne pour se faire « une certaine idée de l'Angleterre... princesse des contes ou madone aux fresques des murs ». C'eût été ridicule.

Des lors, si étroit qu'il fût, le passage demeurait libre, on le voit aujourd'hui, à l'expression nouvelle d'anciens et profonds loyalismes.

Si la langue galloise et la civilisation dont elle est l'armature devaient cesser d'être, du moins auraient-elles péri de mort naturelle, non de la main des gens du roi, par forfait furtivement mais froidement accompli.

TANGUY KENECH'HDU.

(2) Cf. émissions de l'O.R.T.F. en langue bretonne : 21 à 3 minutes hebdomadaires en deux fois et un magazine de 30 minutes tous les quinze jours (après). Radio : 90 minutes le dimanche après-midi. Surjets folkloriques, laissent de côté l'information proprement dite. Le service régional dessert deux régions administratives (Bretagne et Pays de Loire) et emploie environ trois cents personnes.

(3) Ex-député travailliste dissident. Cf. « Finances », quatrième trimestre 1974.

Pour votre
DEMEUNEMENT
208 10-30 ODOUL

EXPOSITION
vieille Chine - objets d'art
D'EXTRÊME-ORIENT
Collections pierres dures sculptées, Jades, coraux, etc.
Un lapis-lazuli représentant les 7 divinités, sur socle d'ivoire, ainsi que de très beaux ivoires travaillés.
Estimation gratuite de votre collection
au NOVOTEL PARIS-BAGNOLET
Tous les jours, de 10 à 21 heures
JUSQU'AU 4 MARS

KLM, ou comment j'ai découvert l'Extrême-Orient.

Le Bourget, par un petit matin gris. Ma femme et moi montons dans le DC-9 de la KLM, qui nous dépose d'un coup d'aile à Amsterdam.

Bien que très brève, notre escale nous laisse le temps de profiter de la tax-free shop de Schiphol, à mon avis la moins chère d'Europe. Emplettes faites, nous nous retrouvons dans le DC-10-30 de la KLM. Et comme de coutume avec la KLM, le vol sera moelleux de bout en bout, y compris l'atterrissage à Bangkok, notre première étape.

Bangkok, c'est la cité des temples, et du plus sublime d'entre eux, le Waz Phra Keo, où nous tombons en extase devant le Bouddha d'émeraude.

Mais Bangkok a un autre nom : la « Venise asiatique ».

Notre jonque louchait un long moment dans l'entrelacs des petits canaux, avant d'accoster une barque transformée en cuisine ambulante, où nous nous initiâmes à la gastronomie thaï.

La suite de notre séjour nous dispensera d'autres enchantements : le marché flottant de Damern Saduk, débauche de cris et de couleurs, le parc de Rose Garden, paradis des roses et des orchidées, le palais de Bang-Pa-in, ancienne et somptueuse résidence d'été des rois.

Et puis, bien trop vite, vient le moment de prendre congé de la Thaïlande.

La collation qui nous est servie à bord nous prépare à notre prochaine étape : Djakarta, capitale de l'Indonésie.

Djakarta offre deux visages : à la ville moderne nous préférons cependant la cité traditionnelle autour du port de Tanjung Priuk, avec l'inoubliable marché aux poissons tropicaux et les maisons curieusement alambiquées du quartier chinois. De là, nous partons sillonner Java en train express et en autocar : nous voyons Bogor et son Palais au milieu des jardins botaniques, Bandung et ses plantations de thé, Jogjakarta et son palais des sultans, le Kraton. Mais surtout, surtout, Borobudur, gigantesque temple bouddhiste isolé sur une colline, que d'enthousiasme, nous plaçons au premier rang des merveilles du monde.

Et puis, nous nous envolons vers Denpasar.

Bali ! L'île aux reliefs toujours renouvelés... Les plages bordées de cocotiers, toutes différentes... Les récifs de coraux, les rizières luxuriantes escaladant les collines... Les 10 000 temples... Et un peuple d'une grâce, d'une beauté, d'une gentillesse proverbiales, et toujours réelles. Chaque Balinaise, chaque Balinaise pratique un art de vivre où se mêlent avec un rare bonheur la religion, la danse et l'artisanat.

Bali, comme vous pouvez en juger, rend les voyageurs lyriques.

Et mélancoliques aussi de le quitter. Car nous devons reprendre le chemin du retour. Et il faut tout le confort du DC-10-30, toute la prévenance des hôtesses hollandaises et toute la chaleureuse atmosphère des vols KLM pour adoucir cette mélancolie.

D'ailleurs, c'est déjà décidé : nous reviendrons en Extrême-Orient.

Avec KLM, bien sûr.

Sérieux et gentillesse : une tradition hollandaise.

KLM
HOLLAND

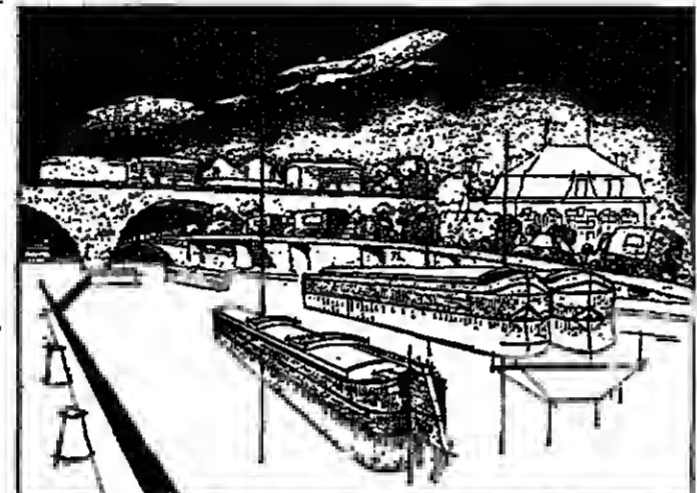
**espaces
verts
jardins**

Agencement - Décoration
Créations plantation
ENTRETIEN :
CONTRATS SPÉCIAUX
MARCEL BARDIAU
589-27-72

Journal de 1950

LA VIE DE L'INDUSTRIE

DES CHANCES NOUVELLES POUR LA VOIE D'EAU?



La voie d'eau, elle, ne polisse pas... Dessin de Plantu (d'après Bernard Buffet, Canal de Saint-Quentin, 1967).

C'est la mal-aimée, l'oubliée, l'incomprise des responsables de l'équipement et des transports. La voie d'eau ne fait pas de bruit. Pas d'écouit. Contrairement au train, à l'avion, au paquebot, à l'auto, elle ignore le voyageur. Alors, pourquoi s'en occuper ?

permettre de n'augmenter ses tarifs que de 15 % en 1974, quand les transporteurs fluviaux doivent accroître les leurs de 25 %. Résultant : des tritice traditionnels comme les céréales sont en partie transférés sur le fer.

CHOISIR POUR CENT ANS

L'ANNÉE 1975 ne devrait pas être une année comme les autres pour la voie d'eau. Ou bien elle connaîtra une relance, et les conséquences en seront durables et profondes...

De fait, depuis 1971, le tonnage transporté par les péniches ou les convois poussés est en baisse : 110 millions de tonnes en 1969, 108 en 1973, 109 encore en 1974.

donc la rigueur financière dans l'établissement des priorités, vu le peu d'intérêt que les pouvoirs ou les péniches éveillent dans l'opinion, le gouvernement devra d'abord énoncer clairement la place qu'il entend donner pour l'avenir à ce mode de transport.

1400 tonnes coûterait, dans l'hypothèse basse, 180 millions. Quant à l'Orise, les pouvoirs publics achèveront cette année les travaux de grand gabarit entre Comblains et Compiègne.

fonds de concours versés par les sidérurgistes intéressés et par les collectivités locales.

L'année qui s'ouvre est d'une grande importance pour les armateurs fluviaux, les industriels et les exportateurs, car c'est elle des grands choix d'infrastructure du VII^e Plan.

En France, c'est un fait, on avance à pas de poupe. Depuis 1971, les crédits budgétaires des voies navigables sont en stagnation, compte tenu de l'inflation.

● LA SEINE ET LES RIVIÈRES ADJACENTES — Entre Le Havre et Paris, le fleuve est accessible aux convois poussés de 5 000 tonnes et en amont de la capitale aux bateaux de 3 000 tonnes.

● LE NORD : Le grand canal Dunkerque-Valenciennes-Frontière belge est un « coup parti ». La voie est aménagée jusqu'au sud de Valenciennes.

De toute façon, les crédits budgétaires n'étant pas limités, les pouvoirs publics, les grands armateurs et les artisans devront bien faire des choix.

Pourquoi ? Le grand crime de la batellerie depuis qu'elle ne transporte plus, à l'inverse des autres modes de transport, que des marchandises qui ne raisonnent pas, et ne manifestent pas...

Les choix du VII^e Plan vont se déterminer à plusieurs niveaux. Etant donné le retard accumulé, étant donné aussi le coût des investissements de transport et d'énergie désormais nécessaires, et

Il est nécessaire aussi que la profession améliore son organisation et, partant, son agressivité commerciale.

1975 : année des choix d'avenir et de l'année de la réforme. L'année 1975, vraiment, ne pourra pas être une année comme les autres.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Real estate advertisements including 'IMMOBILIÉ', 'BUREAUX', and 'MAISON' with various details and prices.

Advertisement for 'ROFFROY MILAIRE' located at 'Rue St-Hilaire, Paris 5^e'.

Advertisement for '4 pièces 80 m²' and '2 & 4 pièces' with contact information for 'FRATE' and 'Rue D. Roosevelt'.

Advertisement for 'Fr. DELQUIGNIES et Fils Ets VANDERVORST et Cie' featuring a logo, contact numbers for various regions, and a map of Europe.

PLUS QUE JAMAIS, LA FRANCE A BESOIN DE LA VOIE D'EAU

• L'EXEMPLE DES U.S.A., DE L'U.R.S.S. ET DE NOS PROCHES VOISINS EUROPEENS MONTRÉ QUE LA VOIE D'EAU ET LE TRANSPORT FLUVIAL CONTRIBUENT PUISSAMMENT AU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL.

l'équipement du Rhin et de ses affluents, le maillage des grandes liaisons naturelles et artificielles des ports de la Mer du Nord, la poursuite de la liaison Mer du Nord - Mer Noire par le Rhin, le Mein et le Danube, le désenclavement fluvial de la Sarre, en sont autant d'illustrations.

- En Hollande, les transports fluviaux assurent 40 % des transports intérieurs de marchandises.
- En Belgique, cette proportion est de 30 %.
- En Allemagne, elle atteint 20 %.
- En France, elle n'est encore que de 10 % à peine.

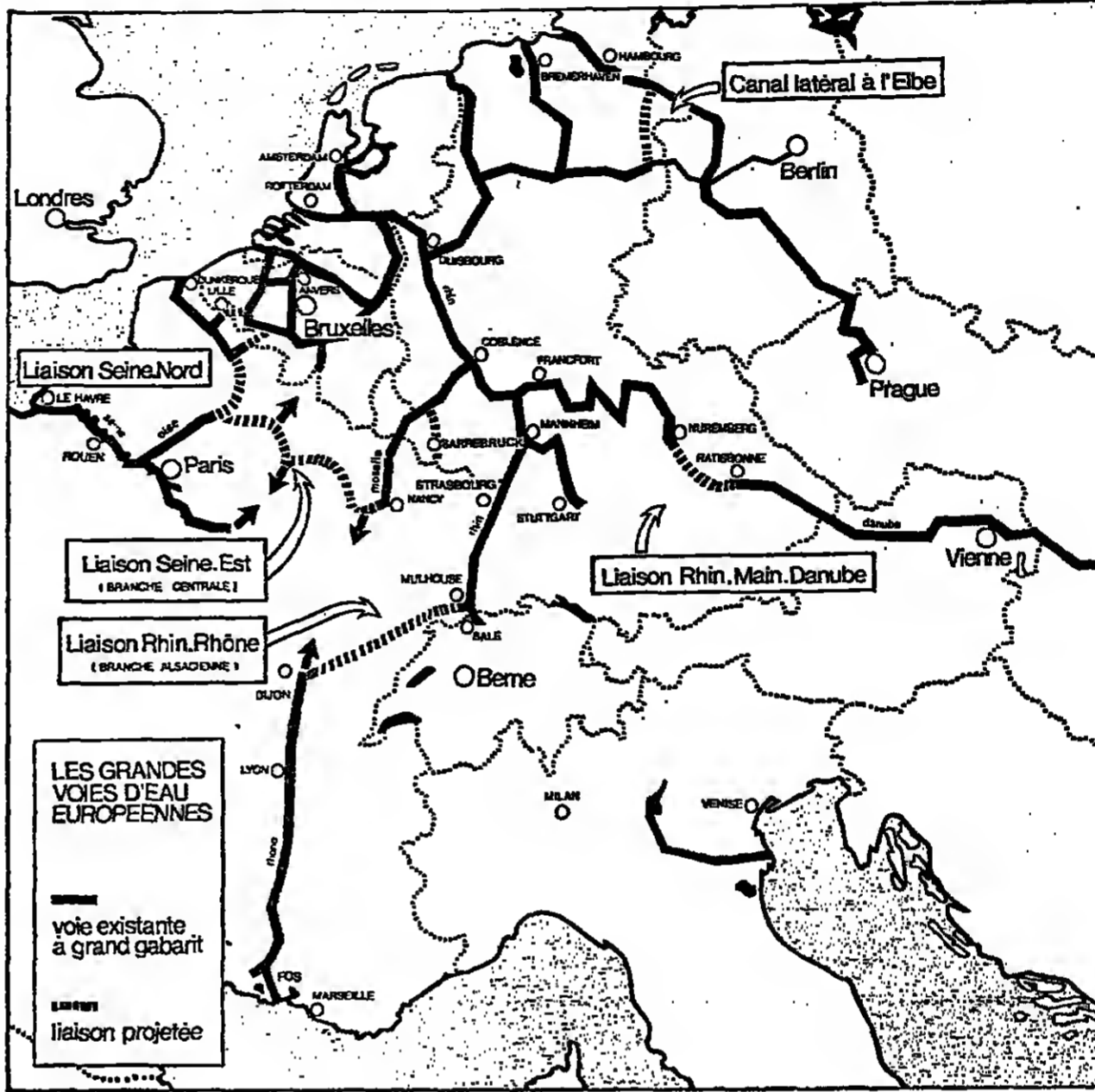
• ET POURTANT, NOTRE PAYS PRÉSENTE LUI AUSSI DES RÉUSSITES EXCEPTIONNELLES :

- la Seine, entre Paris et Le Havre, est la voie d'eau la plus fréquentée d'Europe après le Rhin ;
- dix ans après la nouvelle canalisation, le trafic a quadruplé sur la Moselle, dépassant de loin les prévisions les plus optimistes ;
- la mise au grand gabarit de l'Oise a entraîné le doublement du trafic en 3 ans seulement ;
- l'axe Rhône-Seône va être d'ici peu navigable en toutes saisons de Fos-sur-Mer à Dijon-Auxonne.
- Bien que pour la plus grande part encore au « petit gabarit » les liaisons internationales par voie d'eau assurent le quart du commerce extérieur français, à égalité avec les autres modes de transport, terrestres ou maritimes.

• CES RÉUSSITES SONT DUES AUX AVANTAGES INCONTESTABLES DU TRANSPORT FLUVIAL :

- transport par grande masse, il offre des prix de revient très bas, pratiquement imbattables pour les industries riveraines ;
- il recèle des réserves considérables de productivité grâce à l'accroissement de la taille des convois poussés : aujourd'hui 5 000 tonnes sur la Basse-Seine, demain 10 000, et grâce à la navigation tous temps par radar et radio-téléphone ;
- il est économe d'énergie : eu moins autant que le fer, beaucoup plus que le route ;
- il contribue au désenclavement des autres modes de transports terrestres, spécialement dans les zones urbaines : un court transport terminal remplace un long parcours routier de bout en bout ; de ce point de vue, un seul convoi fluvial équivaut à 250 camions, soit une file de circulation ininterrompue de 10 km ;
- il rapproche les villes intérieures des ports maritimes et contribue ainsi à un aménagement équilibré du territoire, il fait pénétrer le mer à l'intérieur des terres ;
- transport en site propre, il est économe d'espace et faible générateur de nuisances.

Tout ceci explique que l'aménagement d'une grande voie fluviale soit un facteur décisif de développement : les industries s'installent de préférence sur un axe desservi par tous les modes de transport en raison de la complémentarité des services rendus.



APRÈS L'AMÉNAGEMENT DES VALLEES, LA FRANCE, COMME L'ALLEMAGNE QUI RÉALISE DÉJÀ LA LIAISON ENTRE LE RHIN ET LE DANUBE, DOIT RELIER ENTRE EUX SES PRINCIPAUX BASSINS :

- LA SEINE, LE NORD ET L'ESCAUT
- LA SEINE ET LA MOSELLE
- LE RHONE ET LE RHIN

Ce n'est qu'à cette condition qu'elle pourra participer efficacement aux échanges européens.

Plus que jamais, en une période où il nous faut réduire les coûts, économiser l'énergie, développer nos industries régionales, promouvoir nos exportations, désenclaver

nos villes, protéger notre environnement, nous avons besoin de la voie d'eau.

Regardez cette carte des grandes voies d'eau européennes : elle montre ce qui existe, ce que réalisent nos partenaires, et l'effort que nous avons à accomplir dans la phase d'urgence du schéma directeur des voies navigables.

Cet effort raisonnable est enfin à notre portée : grâce à lui, nous ferons l'Europe de l'eau, de la Manche à la Mer Noire et de la Mer du Nord à la Méditerranée.

CET EFFORT NECESSAIRE ET RAISONNABLE, ENTREPRENONS-LE AVEC LE 7^e PLAN.

COMITE DE LIAISON POUR LA PROMOTION DE LA VOIE D'EAU

CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

- Assemblée Permanente des Présidents de Chambres de Commerce et d'Industrie.
- Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.
- Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie du Nord - Pas-de-Calais.
- Chambre de Commerce et d'Industrie de Metz.
- Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon.

PORTS AUTONOMES MARITIMES ET FLUVIAUX

- Association pour le Développement des Grands Ports Français.
- Port Autonome de Paris.
- Port Autonome de Dunkerque.
- Port Autonome de Strasbourg.
- Port Autonome du Havre.
- Port Autonome de Rouen.

UTILISATEURS DE LA VOIE D'EAU

- Conférence Nationale des Usagers des Transports.
- Union des Chargeurs Fluviaux du Nord.
- Union des Chargeurs Fluviaux de l'Est.
- Union Nationale Interprofessionnelle des Carrières et Matériaux de Construction.
- Union Nationale des Coopératives Agricoles.
- Syndicat des Producteurs de Sables et Graviers de la Région de Paris.

CONSORTIUMS D'AMENAGEMENT

- Consortium pour la Modernisation du Réseau Navigable du Nord.
- Association pour l'Etude des Liaisons Fluviales Seine-Est de la France.
- Association « Seinsalnor ».

TRANSPORTEURS FLUVIAUX

- Consortium pour la Modernisation du Réseau Navigable du Nord.
- Association pour l'Aménagement et la Modernisation de l'Oise et des Voies Adjacentes.
- Association pour les Ports de la Région de Paris.
- Consortium pour la Modernisation et le Développement des Voies Navigables Atlantique-Méditerranée.
- Conseil National de la Navigation Fluviale.
- Comité des Armateurs Fluviaux.
- Association Nationale de la Navigation Fluviale.
- Communauté de Défense et d'Expansion de la Batellerie.
- Caritel Artisanal.
- Union Fédérale des Chambres Syndicales des Courtiers de Fret.

Pour tous renseignements : PORT AUTONOME DE PARIS - 2, quai de Grenelle 75732 PARIS CEDEX 15 - Tél. 578.61.92 Poste 332

Jeune de LISD

le portier

EN

et Etats-Un

de la product

MICHEL BOURGAND S.A.

صوتنا من الاعمال

DES CHANCES NOUVELLES POUR LA VOIE D'EAU ?

LES GENS DU FLEUVE

Le portier du canal

4 000 tonnes au bout de l'étrave

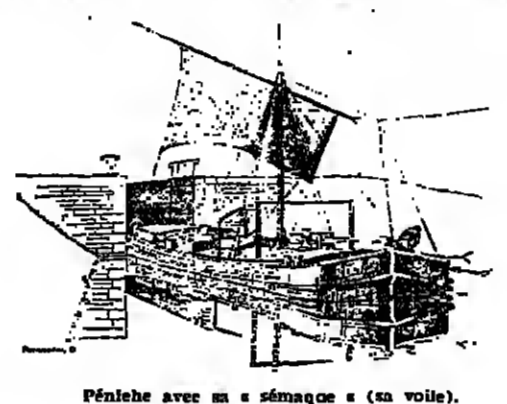
POUR trouver l'image d'un pays industriel moderne il faut aller ailleurs. Ici, c'est de l'arrière. Comparé aux grandes écluses de la Seine aux lourds vantaux commandés électriquement, celle-ci à l'air d'un jouet. La goulotte en briques de l'écluse fait 4 mètres carrés et son équipement se limite à un bureau d'écluseur, près d'un poêle jamais allumé.

remple de tourteaux. Pas question de se mettre à l'abri : porte amont, porte aval. Remplissage. Sortie. Arrivée derrière, déjà, un bateau vide mais lesté de 100 tonnes d'eau pour permettre le passage sous les ponts. L'écluseur, reste à sa place, dehors, de 7 h. 30 à 17 h. 30 en hiver. En été, il est là treize heures d'arrêt. Un jour de repos toutes les semaines, un

APPAREMMENT, le « pousseur » c'est la monda et la péniche à l'envers. La remorqueur connaît son train comme une locomotive. La pousseur l'a devant lui. En fait, hormis la taille des barges, rien n'est changé. Solidaires, pousseur et barges se tordent après tout qu'une seule (grosse) péniche. Et jamais nulle péniche n'au d'hélice à l'avant ! Toute la différence, c'est

attendant la hausse manœuvre. Le choc « ferait mal ». Il n'aura pas lieu. Le commandant Prévoist est mortier depuis 1934. Il a débuté comme mousse sur la péniche de son père.

qui lâcheront volontiers la chaîne ou la bureau morte pour cette vie finalement plus libre. Encore que, évidemment, si les lois sociales ont amélioré la condition des maritimers solitaires, la vie d'arrière, la vie des péniches familiales a laissé quelques nostalgiques. Sur six hommes à bord, quatre sont nés sur une péniche - et le cinquième est fils d'écluseur... On s'arrête à midi pour faire manger les chevaux... et nous On prend le temps d'aller aux écuries ou aux pissenlits. Le temps de vivre. Mais la médaille avait aussi son revers : « Surtout les problèmes de scolarité pour les gosses. Et toutes les larmes n'allaient pas toutes vides. On n'avait pas de maison à terre. »



Péniche avec sa sémaphore (sa voile). (Document Musée de la batellerie, Confians-Salote-Boorloo.)

blais. « Des hauts, des bas... La vérité, c'est que ça change mais le canal vit toujours. » Il a vu les chevaux tirer les péniches en bois, plus tard les tracteurs sur les chemins de halage où l'on ne rencontre plus aujourd'hui que chasseurs et pêcheurs et enfin les automoteurs.

Plus de mouvement, moins de mouvement ? « Ça dépend comment on compte. Les péniches en bois portaient davantage mais elles allaient tellement plus lentement ! Il y a moins de bateaux ? C'est vrai. Il en part chaque année un « déchetage » — on encourage la destruction des vieux radeaux et la retraite des maritimers âgés — mais la rotation est plus accélérée. « Moins de bateaux, oui, mais plus de passages. Songez qu'autrefois pour aller de Saint-Mammès aux ports du Nord il fallait vingt et un jours contre huit aujourd'hui. »

dimanche sur six. Les bateaux ne s'arrêtent jamais, sauf par temps de brouillard. « Ici, ils n'ont pas de radar. » C'est dur. Mais à dix-huit mois de la retraite, l'écluseur de Bourgogne ne se plaint pas de sa vie. Il a « une bonne place ». Il a sa bonne maison (fournie par l'administration des ponts et chaussées), un grand jardin, son auto. Et puis, malgré froid, vent ou neige, il n'aurait jamais pu vivre entre quatre murs ». Ici, il n'a pas de patron sur le dos, pas de petit chef, « et l'été, voyez-vous, il y a de si beaux matins si tranquilles, si clairs. »

La gigantesque, lequel entraîne quelques problèmes. Vite posés. « Ah ! Ici, C... 81 », pousseur au service de la règle Fenouil. « Ici, écluse de Suresnes. Le bassin est libre. Vous pouvez vous engager. » L'énorme masse avance : deux barges de 900 tonnes chacune, 157 mètres de long, quatre cent quatre-vingt-six voitures à bord réparties sur trois étages. Entre le qual et le convol il reste quelques centimètres à peine (L'écluse spéciale mise en service il y a deux ans est actuellement en panne). « Niveau fait » en trois ou quatre minutes. Les portes des vanes avant s'ouvrent (électriquement). Il s'agit pour le convol de tirer du loureau de l'écluse ses 157 mètres, rigides comme une lame. Pas question d'amorcer le moindra virage avant que l'arrière — le pousseur lumineux — ne soit totalement délogé. Et au bout de ces 157 mètres d'acier en mouvement le qual en courbe

Volontiers, le bief s'apaise. On peut « causer ». La cabine claire de la timonerie ne ressemble plus à celle des vieilles péniches. Chauffage central, téléphone, radar, un tableau de bord de Boeing... La fameuse grande roue a disparu, remplacée par des leviers courts et chromés. « La vie des maritimers ? « Dix jours de service, dix jours de repos. » Mais pendant les dix jours le service est interrompu : on mange à bord (cuisine, réfrigérateur bien équipé), on dort à bord (cabines, couchettes, douches). Le recrutement devient difficile en raison de ces servitudes. « Mais surtout les jeunes ne sont pas informés sur ce métier. » On en connaît pourtant

JEAN RAMBAUD.

J. Rd.

EN FAMILLE A LA BARRE

Le tourisme fluvial prend sa vitesse de croisière. Longtemps tenus à l'écart, peu exploités, n'ayant fait l'objet que de rares enquêtes ou études, les canaux français n'intéressaient pas, du moins n'intéressaient-ils pas en tant que formes nouvelles de vacances ou de loisirs. Ce temps est passé.

représentent que la face « molle » de la navigation et ne séduisent que les nostalgiques de la lenteur et d'un certain romantisme. Il n'est pas sûr que beaucoup de touristes soient possédés de la vague remuante à la berge douce. Un public pour lequel, grâce à un certain nombre de passionnés, tout sera fait pour lui faire prendre conscience des avantages et de l'intérêt qu'il aurait à abandonner des formes trop classiques de vacances pour essayer — sans risques — de vivre une « expérience enrichissante ». C'était le pari, et on peut dire aujourd'hui qu'il a été tenu.

deux cent une embarcations en 1973 était passé l'année suivante à trois cent vingt-sept, et offrira ainsi près de mille huit cents lits. Jamais autant que durant cette dernière saison estivale on n'aura entendu vanter les mérites du tourisme fluvial. C'était comme un retour à la nature, à la sagesse, et bien au-delà de marins d'eau douce n'auraient pas été admirativement écoutés quand ils racontèrent leurs aventures. La sagesse était tout entière contenue dans leur démarche, et c'est avec envie qu'on suivait leur circuit et leur émerveillement.

intérêts bretons avait né, en son temps, un autre aspect, et non des moindres, du développement de la navigation intérieure. Les régions devront consentir un effort important sur le plan de l'équipement pour que leurs canaux présentent un visage moins rébarbatif : c'est une des conditions qui feront que la plaisance fluviale pourra devenir une carte véritable avec laquelle les municipalités isolées auront l'occasion de jouer.

Des chiffres ? En 1973, environ dix mille personnes avaient loué des bateaux pour la navigation intérieure ; en 1974, ils étaient plus de vingt mille. Capacité moyenne d'un bateau : cinq personnes. Le parc, lui, de

Ministère de l'Équipement - Direction des ports, canaux et voies navigables - Sous-direction de l'exploitation - notes navigables (2° bureau), 24, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 225-24-23.

Allemagne et États-Unis :

rubans bleus de la productivité

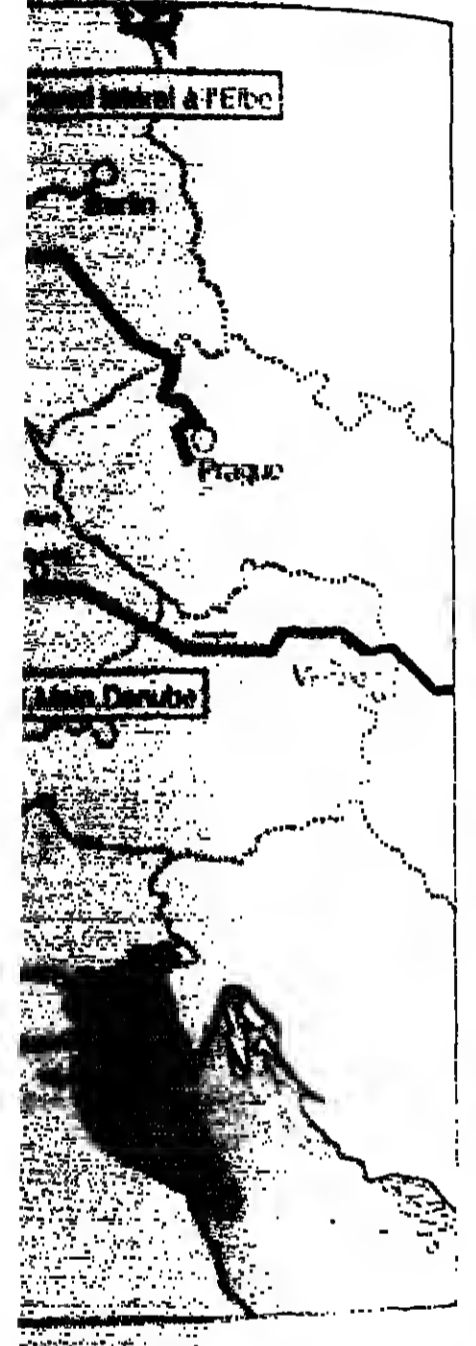
Table with 4 columns: Country, Length (km), Traffic (millions of tons/km), Productivity (voies). Rows include France (1973), Allemagne fédérale (1970), Belgique (1970), Pays-Bas, U.R.S.S., États-Unis.

Advertisement for SANARA (Compagnie Générale de Navigation et de Transports). Includes address: Siège social à PUTEAUX (92806), 30, quai National, Téléphone : 776-41-00, Tél. : 62-620, SANARA PUTAU. Also lists services: TRANSPORTS INTERNATIONAUX - FLUVIAUX, TERRESTRES - MARITIMES - AERIENS, COMMISSIONNAIRE EN DOUANE.

TROIS TAXES PROFESSIONNELLES

Le budget d'investissement des voies navigables a la particularité d'être alimenté pour partie (environ 15 %) par le produit de taxes perçues sur les transports fluviaux. Ce système a été créé par la loi Mérieux, votée en 1953.

MAIS, NE D'EAU



protéger notre environnement... la voie d'eau... elle montre ce qui nous réunit nos partenaires... à la Mer Noire et de la...

ET NECESSAIRE ET RAISON... AVEC LE

DES CHANCES NOUVELLES POUR LA VOIE D'EAU ?

La péniche inoffensive

DU chemin de fer, du camion, de l'auto, de l'avion ou de la péniche, quel est le moyen de locomotion et de transport qui porte le moins atteinte à la nature et à l'environnement ? Question importante à une époque où les choix politiques ne dépendent pas moins de la qualité de la vie que de la rentabilité économique.

C'est la voie d'eau qui est la moins « agressive ». Telle est du moins l'opinion d'experts suisses qui ont rédigé un rapport à ce sujet pour l'Office fédéral des transports de Berne.

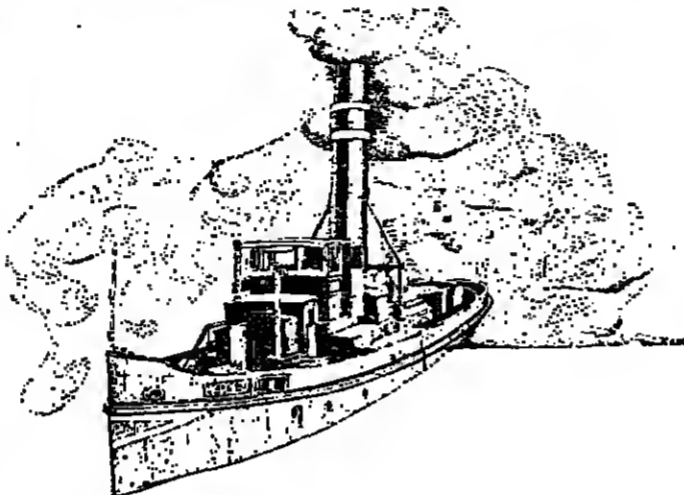
L'automobile au pilori

Les atteintes à l'environnement peuvent être mesurées par la consommation d'énergie, la pollution de l'air, l'utilisation de l'espace, le bruit, et aussi... les morts par accidents. Les moyens de transports qui, en fonction de la prestation fournie, utilisent le plus grand quantifié d'énergie sont le véhicule de tourisme et le camion léger dans le trafic local, et l'avion dans le trafic régional, esiment les experts helvétiques.

Les moyens de transport qui polluent le plus l'air sont la voiture de tourisme et le camion léger. Ceux qui occupent le plus grande surface sont la voiture de tourisme dans le trafic local, le bateau à voyageurs dans le trafic régional, et le camion léger dans celui des marchandises. Les plus bruyants sont le remorqueur (suivi de près par la voiture de tourisme) dans les agglomérations, la voiture dans le trafic régional, et le camion sans celui des marchandises.

Les plus dangereux sont le véhicule particulier et les camions.

Alors que les véhicules automobiles sont classés au piri, la péniche, elle ne semble, au contraire, vouloir de mal à rien ni



Remorqueur du milieu du dix-neuvième siècle (Document Musée de la batellerie, Cooftan-Sainte-Monolie.)

à personne. Il faut alors en tirer les conditions, et, si l'on veut mettre au point une planification générale du trafic, prendre en compte tous les modes de transport.

Jusqu'à ce jour, la fixation des objectifs de trafic n'a pratiquement tenu compte que de la rapidité, le capacité et le rendement des moyens et des systèmes de transport. Il faut désormais introduire un nouveau paramètre : l'allergie - de la nature et des hommes à certaines agressions du progrès. Et avoir à l'esprit que la péniche est inoffensive...

RHIN-RHONE : féconder l'arrière-pays

EN 1975, le Rhône sera aménagé de la Méditerranée à Saint-Rambert-d'Albon-Drôme. En 1978, cet aménagement devrait être réalisé jusqu'à Lyon, tandis qu'au nord de la ville, la Saône, de son côté, sera prête au futur trafic jusqu'au seuil de Bourgogne. Et quatre ans plus tard, on espère avoir entièrement domestiqué la voie fluviale sur les 725 km de Mulhouse à Fos-sur-Mer. Sans doute le conseil régional ne se désintéresse-

t-il pas de l'événement puisqu'en 1974 il avait décidé la constitution d'une commission spécifique. Celle-ci aura cette année à sa disposition pour compléter sa réflexion une étude provisoire réalisée par l'ORSAM Rhône-Alpes et les services de l'équipement des régions Languedoc-Roussillon et Provence-Côte d'Azur. Si ses auteurs considèrent que la mise à grand gabarit de la voie navigable entre Lyon et Fos-sur-Mer doit entraîner une augmentation importante du trafic fluvial, ils se montrent assez sceptiques sur le développement industriel qui pourrait en résulter en dehors des pôles urbains Lyon et Marseille-Fos, aux extrémités de la vallée. Ils écrivent : « Les analogies entre le Rhin et la vallée du Rhône apparaissent douteuses car les processus d'industrialisation que les régions du nord de l'Europe ont connus ne se reproduiront vraisemblablement pas dans la vallée du Rhône, région à faible densité économique et démographique. »

Il n'empêche qu'à Lyon même, l'association « Environnement-Expansion », qui a pour but « le développement harmonieux de la région lyonnaise », vient de se manifester pour exprimer certaines préoccupations à la fois économiques et écologiques. Certes, ses animateurs limitent leur intervention puisqu'il s'agit seu-

lement pour eux de traiter des effets de la liaison fluviale dans sa partie « lyonnaise », c'est-à-dire entre Mâcon et Péage-de-Roussillon. Il apparaît au groupe lyonnais que pour utiliser au mieux l'axe fluvial, il conviendrait d'abord bien préparer à l'avance l'événement. Or il lui semble notamment que « l'articulation avec l'arrière-pays restera aléatoire si les décisions ne tenaient pas compte de tous les critères socio-économiques ».

Des questions précises sont posées : les darses ne seront-elles conçues pour l'accueil de produits lourds et de matières en vrac ? Les liaisons commerciales avec les zones industrielles situées en dehors de l'axe resteront-elles l'exception ? La politique d'aménagement ignorera-t-elle encore longtemps le rôle primordial auquel est appelé la voie d'eau dans l'économie de demain ?

Priorité

aux réserves foncières

Ce que redoute, en définitive, l'association Environnement-Expansion, c'est que l'on se contente d'aménagements immédiats au bord de la rivière ou du fleuve, alors qu'en aval, il conviendrait de diffuser certains équipements et de se contenter, pour le moment, de réserves fon-

cières en coordination avec les schémas d'aménagement à venir. « Il ne faut pas craindre, explique-t-on dans un rapport de bousculer la notion de rentabilité immédiate chère aux aménageurs d'aujourd'hui. » Autrement dit, il est plus urgent d'étudier avant d'équiper. Voilà pour l'économie. Reste l'environnement. Là encore l'association s'inquiète : quelles mesures seront prises pour éviter la multiplication des zones industrielles, l'occupation des berges par une suite ininterrompue d'usines de ports et de quais ? Et qu'en sera-t-il avec ces courants poussés à grand gabarit européens se succédant jour et nuit, de la tranquillité des riverains ? Qu'en sera-t-il encore des berges, de la navigation de plaisance, des campings de l'été, du côté de Trévoux ? A-t-on prévu les sites qui pourront les accueillir ? S'est-on soucisé des conséquences biologiques sur la vie de la rivière elle-même, des érosions que ne manqueront pas de provoquer les hélices et les vagues ?

Ce sont des inquiétudes parmi d'autres, mais qui justifient deux chiffres. Actuellement, le trafic fluvial dans la région lyonnaise est de l'ordre de 3 millions de tonnes par an. On attend de l'axe Rhin-Rhône 15 millions à 25 millions de tonnes.

JEAN-MARC THEOLLEVERE.

DES INVESTISSEMENTS CONSIDÉRABLES

Voici quelques ordres de grandeur du prix des matériels et des travaux sur les voies navigables, en 1974.

I. - LE MATERIEL DE NAVIGATION

	T.T.C.
Automoteur 38,50 m. capacité 300 T	450 000 F
» » » 1 000 T	1 200 000 F
» » » 2 000 T	2 000 000 F
Barge hydrocarbures, » 2 000 T	2 700 000 F
» marchandises générales 2 000 T	1 300 000 F
Pousseur 1 200 CV, Seine,	5 000 000 F
» 2 500 CV, Rhône	6 500 000 F
Contrôl hydrocarb. Rhône 4 000 T, 2 800 CV	11 900 000 F
» march. gén. » » »	9 100 000 F
» hydrocarb. Seine 4 000 T, 1 200 CV	10 400 000 F
» march. gén. » » »	7 600 000 F

II. - LES EQUIPEMENTS PUBLICS (PRIX HORS TAXES)

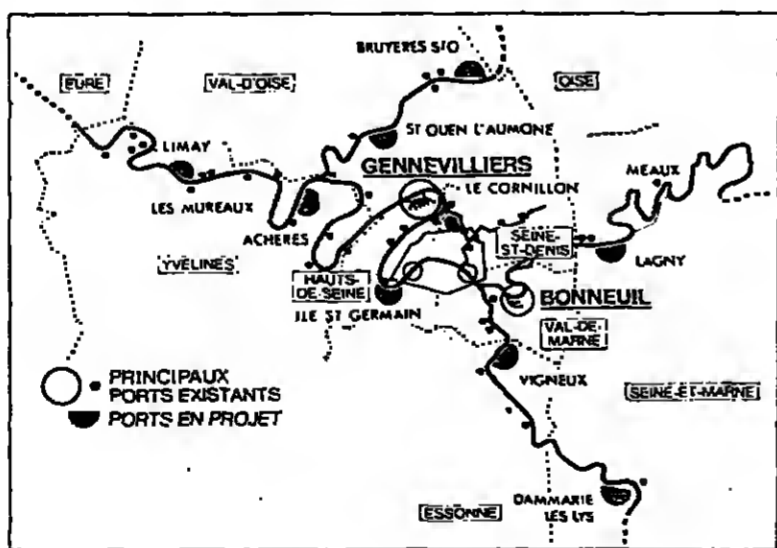
Ecluse 185 x 24 m :	
- avec 5 m de chute	26 000 000 F
- avec 25 m de chute	120 000 000 F
Prix du km de voie navigable à grand gabarit :	
- Sur la Saône	5 à 10 000 000 F
- Dans la vallée du Doubs	13 300 000 F
- Canal à grand gabarit	22 000 000 F

III. - LES DEPENSES BUDGETAIRES

Il s'agit des crédits budgétaires, en autorisations de programme, pour les voies navigables et les ports fluviaux (en francs courants) :

1971	234 000 000 F
1972	313 000 000 F
1973	342 000 000 F
1974	343 000 000 F
1975	386 000 000 F

Si de nombreuses entreprises ont choisi le transport fluvial c'est d'abord parce qu'il est économique



Sans encombrement, sans risque, sans pollution : le transport par voie d'eau utilise la plus faible consommation d'énergie. Ces avantages peuvent être demain les vôtres puisque le Port Autonome de Paris met à votre disposition de nouveaux terrains portuaires pour le stockage, la transformation et la distribution de vos marchandises.

Quels sont les terrains disponibles et leurs conditions d'occupation ? Comment utiliser la voie d'eau ? Quel est le coût du transport fluvial ?...

Les Services Commerciaux du Port Autonome de Paris sont à votre disposition pour répondre à ces questions.



PORT AUTONOME DE PARIS SERVICES COMMERCIAUX
2, quai de Grenelle, 75732 Paris Cedex 15
Téléphone 578.61.92 poste 348

Un **MODE** de TRANSPORT, FAVORABLE à l'ENVIRONNEMENT ÉCONOME en ÉNERGIE et BON MARCHÉ :

le TRANSPORT FLUVIAL

Un ÉTABLISSEMENT PUBLIC au SERVICE du TRANSPORT FLUVIAL et à la DISPOSITION des CLIENTS de la VOIE D'EAU :

l'OFFICE NATIONAL de la NAVIGATION

Services centraux : 2, boulevard de Latour-Maubourg 75007 PARIS - Téléph. : 551-88-50
Directions régionales : Services de Navigation de PARIS, ROUEN, COMPIÈGNE, LILLE, NANCY, STRASBOURG, LYON, NEVERS, NANTES, TOULOUSE.



1er distributeur agréé en France des calculatrices électroniques Hewlett-Packard vous présente le HP-35, le HP-45, le HP-30

HP-35 : 27 fonctions 1245 F.N.T. 1494 F.L.T.C. dans un nouveau magasin 65 Boulevard St-Germain 75005 Paris Tél. 033.02.63 démonstration - vente sur stock crédit CETELEM

HEWLETT-PACKARD

Société française de pointe, à caractère international (secteur métaux non ferreux) recherche un JURISTE - ÉCONOMISTE en qualité de

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

En coopération étroite avec le Président et le Directeur Général, l'annonceur se voit de conseil et d'assistance juridique auprès des Directeurs des sociétés du groupe (France et étranger) dans la gestion, la mise au point et la réalisation de leurs projets. Il devra résoudre les problèmes juridiques liés à tous les aspects de l'activité du groupe, entre autres, à la commercialisation des nouveaux produits, aux investissements techniques à consentir, à la gestion des affaires sociales et à l'administration fiscale. Il représentera la société auprès des divers organismes officiels et professionnels.

Four faire face aux hautes responsabilités de ce poste, la société fait appel à un universitaire, familiarisé avec les problèmes d'économie et de gestion d'entreprise, pouvant faire valoir une expérience de conseiller juridique et s'exprimant couramment en anglais et en allemand.

Il exercera ses activités à partir du siège social situé au Haute-Savoie, à proximité de Genève.

Prière d'adresser vos offres détaillées (curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et prétentions de salaire) à l'adresse ci-dessous en mentionnant la référence SEGE.

Nous nous portons garant auprès des intéressés de la plus entière discrétion.

J.-B. et M. DUPONT-HUBER, par. cons. Centre de Formation professionnelle, 121, avenue Bel-Air - CE-1814 LA TOUR-DE-PEILZ (Suisse).

Handwritten signature or stamp.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES DIFFICULTÉS DE LA SIDÉRURGIE

UN ENTRETIEN AVEC LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE SOLMER

L'arrêt d'un des deux hauts fourneaux de Fos ne remet pas en cause le développement de l'aciérie

Marseille. — « La raison unique profonde de l'arrêt d'un des hauts fourneaux de Fos est la chute des commandes transmises par les trois adhérents de Solmer : Usinor, Sacilor-Sollac et Thyssen, nous a confirmés le directeur général de l'entreprise, M. Durand-Rival. « A la fin novembre, lorsque la conjoncture est devenue très mauvaise, j'avais obtenu l'assurance que l'on nous donnerait en priorité les commandes nous permettant de maintenir notre niveau de marche ou moins jusqu'au 1^{er} avril ».

Mais la situation sur le marché international de l'acier a continué à se dégrader en décembre ainsi qu'en janvier. Sur le plan social et humain, il est très difficile et, disons-le, assez injuste que seuls fussent touchés par une réduction d'activité les salariés des usines sidérurgiques du Nord et de l'Est (cinquante mille dans chaque région contre six mille à Fos). Et ce d'autant plus que Solmer est actuellement subventionné à fonds par ses adhérents.

Sur le plan économique, les réalités imposent également la décision qui a été prise. Les installations sidérurgiques de Lorraine sont en effet proches des usines de Fos et de l'Est (haute fourneau, aciérie, trois à bande à chaud, trains à chaud, trains à froid). Mieux valait faire travailler cet outil que d'avoir fait venir à grands frais de Solmer des bobines à chaud qui sont également produites sur place.

Aurait-on voulu faire tourner à tout prix Solmer à son rendement maximum que l'on aurait, selon M. Durand-Rival, aggravé les pertes d'exploitation et de traitement des investissements et des salaires. L'usine de Fos, qui n'a qu'une seule production, celle des tôles laminées à chaud de 1 à 11 millimètres, n'est pas plus vulnérable que les autres aux effets du resserrement du marché. Le P.D.G. de Solmer estime qu'en fait, si la société avait été isolée, dans la période de démarrage qu'elle se trouve — deux à trois années — humainement, techniquement et financièrement très dures — elle se serait déjà effondrée.

Une unité sidérurgique qui se crée ne peut embrasser toute la gamme des productions. Dans l'hypothèse la plus optimiste, nous savons qu'il fallait attendre plusieurs années avant de lancer pour tout d'une certaine ai-

De notre correspondant régional

sance de travail. Il n'a jamais été question de mettre, avant, à Fos une aciérie forte ou un train à froid que l'acier ne serait pas en mesure d'alimenter.

Une reconversion partielle ? Impossible. « Nous sommes tenus par les caractéristiques de notre train à bandes. Nous ne pouvons faire ni plus ni moins large, ni plus ni moins épais. Nous ne pouvons que développer encore un peu, par des mises au point, certaines qualités d'acier. Quant à la recherche de nouveaux débouchés, elle incombe aux seuls adhérents des actions commerciales. « La vérité est qu'ils ne trouvent même pas de commandes pour eux ».

Les répercussions sur les firmes sous-traitantes

Afin sans doute d'éviter de trop vives réactions syndicales, la direction de Solmer n'a pas annoncé de mesures entraînant — sinon par suppression des heures supplémentaires — de pertes de salaires. Le spectre du chômage technique n'est pas écarté pour autant.

« Nous ne licencierons personne, affirme cependant M. Durand-Rival. La crise n'est en tout état de cause que conjoncturelle et notre personnel est rare et précieux par le potentiel de compétences qu'il représente. Les entreprises de sous-traitance de Solmer, dont les tâches vont du balayage des bureaux au traitement des sous-produits sidérurgiques en passant par la récupération des huiles ou le transport sur le site de l'usine, subiront en revanche le contre-coup de l'arrêt momentané du haut fourneau. Elles emploient environ sept mille salariés. A leur activité, estime M. Durand-Rival, sera affectée de façon très variable, voire pour certaines pas du tout. Combien de personnes seront touchées dans leur emploi ? Je l'ignore ».

Ces petites et moyennes entreprises travaillent pour Solmer dans des conditions techniquement dures mais économiquement privilégiées. Elles se retrouvent maintenant dans la même situation que les autres.

Pour le P.D.G. de Solmer la perte sèche résultant de l'arrêt

du haut fourneau n° 1 est, en tout cas, moins lourde que si les deux hauts fourneaux avaient été maintenus en activité. Il s'agit, à vrai dire, d'un supplément de perte, puisque l'exploitation devait être encore déficitaire en 1974. Nous n'avons, de plus, pas prévu d'utiliser les deux hauts fourneaux à pleine capacité, l'aciérie étant seulement en train d'atteindre son rendement de 220 000 tonnes. La différence de production ne sera que d'environ 30 %.

L'avenir

A moins que la crise ne se prolonge et s'amplifie, la réalisation de la deuxième tranche du complexe sidérurgique de Fos ne devrait cependant pas être remise en cause. Selon M. Durand-Rival, la croissance des besoins européens et mondiaux en produits sidérurgiques est, en effet, régulière et continue. Au-delà des perturbations actuelles du marché, tout indique qu'elle se poursuivra ; l'extension de l'usine conservera ainsi tout son intérêt. Aucune date n'a, pour le moment, été fixée, sinon celle du 1^{er} janvier 1975, avant laquelle il a été reconnu que le projet ne pourrait être effectivement réalisé. En la prenant pour référence, il faudrait que la décision de lancer les travaux intervienne au 1^{er} janvier 1976, ce qui est peu probable. Les préjudices viennent cependant de commencer conformément aux prévisions, et, à la fin de l'année, les principales options technico-économiques auront été définies.

« Il est toujours difficile de retenir un chemin de course, conclut M. Durand-Rival, mais je suis persuadé qu'il y aura une ferme reprise à l'automne. Si nous avons profité de ce ralentissement de nos activités pour parfaire la mise au point technique des installations et la formation des personnels, nous pourrions être d'autant plus réus- »

(1) En janvier, la production des deux hauts fourneaux de Fos est maximum avec 187 000 tonnes. Les prévisions pour les prochains mois sont de l'ordre de 125 000 à 150 000 tonnes.

CONJONCTURE

Face aux dangers d'aggravation de la récession

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'O.C.D.E. PRÉCONISE L'ADOPTION DE MESURES DE RELANCE RAPIDES ET VIGOUREUSES.

Les experts sont pessimistes et révisent en baisse leurs prévisions pour le proche avenir des économies occidentales. Il en est ainsi des analyses de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques), comme l'a souligné le secrétaire général de cette organisation, M. Emilio Van Lennep, au cours d'une conférence organisée, le 8 février, par la Chambre nationale des conseillers financiers.

« Il y a deux mois nous étions optimistes, nous prévisions un redressement des économies occidentales, nous prévisions des mesures de relance assez vigoureuses et assez rapides », déclare-t-il. « La stagnation, dont il est illusoire de penser que certains pays peuvent échapper », entrainera toutefois pas l'arrêt de l'inflation, puisque la hausse des prix serait encore de 10 % en 1975, contre 14 % en 1974. Quant à la balance des paiements, le déficit global diminuera légèrement, mais les exportations stagnent en volume, leur développement vers des pays de l'OPEP étant compensé par une baisse vers les nations en développement qui souffriront de l'effondrement du cours des matières premières industrielles.

Face à ces menaces, « la priorité immédiate doit, a souligné M. Van Lennep, être donnée aux efforts visant à enrayer un processus de déclin cumulatif de l'économie. Toutefois, ces mesures de soutien devraient être de nature temporaire, souple et facilement réversible ». Il faut, par conséquent, poursuivre la lutte contre l'inflation.

Il s'agit aussi d'assurer une plus grande stabilité des prix des matières premières industrielles et des produits alimentaires, d'élaborer des stratégies permettant de canaliser les capitaux de l'OPEP vers les investissements productifs, d'adopter des politiques de monnaie équilibrées afin de promouvoir des changements, notamment qualitatifs, dans la structure des économies occidentales.

GUY PORTE.

SECTEURS PUBLIC ET NATIONALISÉ

S. N. C. F. : seule la Fédération des agents de conduite envisage une grève dans l'immédiat

Les départs du week-end seront assurés normalement.

Une ultime rencontre entre la direction de la S.N.C.F. et les fédérations de cheminots doit avoir lieu samedi 8 février au matin. La direction se contentera-t-elle d'enregistrer les réponses des syndicats au projet d'accord du 30 janvier ou acceptera-t-elle, comme le demandent en particulier Force Ouvrière et la Fédération générale autonome des agents de conduite (F.G.A.A.C.), de rouvrir la discussion sur plusieurs points ?

Il est peu probable en tout cas que la S.N.C.F. fasse des concessions telles que la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.G.A.A.C. reviennent sur leur refus de signer l'accord. Ces trois organisations ont tenu une réunion commune le 6 février ; si elles sont unanimes à juger notamment insuffisantes les dernières propositions de la direction, elles ne sont pas pour autant parvenues à s'entendre sur une plate-forme revendicative commune.

La F.G.A.A.C. s'en tient à des revendications catégorielles : tout en reconnaissant que l'ensemble des cheminots sont insuffisamment rémunérés, elle réclame un reclassement du personnel roulier. Si des réponses précises ne sont pas apportées par la direction à ses revendications, elle est disposée à lancer un ordre national de grève dès samedi soir qui pourrait porter sur plusieurs jours. Une telle mesure pourrait, certes, entraîner des perturbations dans le trafic ferroviaire au moment des vacances scolaires dans la région parisienne mais ne devrait pas désorganiser gravement le trafic voyageurs. Selon la direction, les départs de ce

week-end seront en tout état de cause assurés normalement. La F.G.A.A.C. n'est pas majoritaire parmi le personnel roulier, mais elle exerce une influence importante. Et les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. se refusent pour le moment à appeler à un mouvement de grève, estimant que dans sa majorité le personnel n'y est pas préparé.

Les cégétistes et les obédientes qui ont publié un communiqué commun le 6 février au soir, dénoncent « la paralysie de négociation » qui a eu lieu à la S.N.C.F. et réclament une « revalorisation du métier de cheminot » (minimum de 1 800 F net par mois, augmentation différentielle du pouvoir d'achat, réduction des zones de salaires, etc.). Ils appellent les cheminots à « organiser la riposte unitaire nécessaire à la politique d'austérité et, dans un premier temps, ils les demandent d'exprimer, les 12 et 13 février, leur adhésion dans le trafic ferroviaire au moment des vacances scolaires dans la région parisienne mais ne devrait pas désorganiser gravement le trafic voyageurs. Selon la direction, les départs de ce

M. Péronnet et les postiers F.O. se félicitent de l'accord dans la fonction publique

M. Gabriel Péronnet, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique, s'est félicité, jeudi 6 février, devant la presse, de la conclusion du contrat salarial chez les fonctionnaires.

Deux organisations syndicales, Force Ouvrière et la Fédération de l'éducation nationale, représentant selon lui 62 % des fonctionnaires et agents de l'Etat, ont déjà fait part de leur intention de souscrire à cet accord. La Fédération autonome l'a approuvée aussi, malgré des réserves, et il est probable que la Fédération C.F.T.C. en fera de même.

Cependant, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont refusé de le ratifier, ainsi que la C.G.C. Le secrétaire d'Etat a particulièrement regretté l'absence de la signature de la C.G.C., cet accord ne portant pas préjudice, à son avis, aux fonctionnaires des catégories les plus élevées.

De son côté, le bureau de la Fédération F.O. des postiers estime, dans un communiqué, que le contenu de la convention salariale de la fonction publique pour 1975 est positif, « compte tenu des concessions imposées par Force Ouvrière et la Fédération de l'éducation nationale ». Il insiste sur le succès obtenu pour les petits salaires grâce à une augmentation mensuelle qui portera le traitement minimum de l'agent de carrière au 1^{er} juillet à 1 684 francs, et la nouvelle intégration d'une partie de l'indemnité de résidence qui permettra une augmentation supplémentaire des retraites.

Mais le bureau national de la Fédération F.O. indique toutefois que son acceptation de la convention salariale ne ralentira pas son action pour une véritable réforme de la catégorie « A » (c'est-à-dire les cadres de la fonction publique).

AFFAIRES

Le nombre des faillites a augmenté de 27 % en 1974

Le nombre des jugements déclarant des règlements judiciaires, des liquidations de biens et des faillites publiées au BODAC (Bulletin officiel des annonces commerciales) pour l'ensemble de la France (1) a été de 11 874 l'an dernier et de 1 790 en janvier 1975, chiffre record pour un seul mois depuis 1968, annonce l'IN.S.E.E. dans sa revue mensuelle « Economie et statistique ».

Les chiffres publiés par l'INSEE font apparaître une progression en 1974 de 27 % des règlements judiciaires, liquidation de biens et de faillites. En janvier 1975 par rapport à janvier 1974. Toutefois, l'INSEE précise que ces progressions interviennent dans une conjoncture de hausse de la production nationale et de hausse des statistiques. Le niveau très élevé de janvier 1974, toutefois, est dû, en partie, aux retards entraînés par la grève du courrier dans les communications des jugements au Bodac.

Cependant, la tendance à l'augmentation du nombre des règlements judiciaires est certaine. Le niveau atteint en 1974 est légèrement supérieur à celui enregistré au cours de 1970, probablement à cause du sévère encadrement du crédit mis en place à l'époque. En fait, le nombre des règlements judiciaires a reculé au cours de l'année écoulée en 1971 et 1972, n'a pas cessé d'augmenter depuis le début de 1973.

Les secteurs les plus touchés, indique l'INSEE, sont l'industrie (+ 33 % de janvier 1974 à janvier 1975 et + 28 % de 1973 à 1974) les transports (+ 85 % et + 24 %), le bâtiment et les travaux publics (+ 19 % et + 37 %). Les hôtels-café-restaurants, très touchés l'année dernière (+ 33 %), enregistrent en revanche une diminution en janvier 1975 par rapport à janvier 1974.

Le commerce est moins atteint que l'ensemble des entreprises (- 19 % de 1973 à 1974, mais légère diminution de janvier 1974 à janvier 1975). Les secteurs de la distribution les plus éprouvés sont les commerces agricoles et alimentaires et les commerces non alimentaires. Les commerces non alimentaires sont toutefois très atteints.

L'étude de l'INSEE révèle, d'autre part, que le nombre de jugements prononcés par le tribunal de commerce de Paris qui représentent 20 % des jugements prononcés en France, a atteint une moyenne mensuelle, corrigée de variations saisonnières, de 203 en 1974 contre 172 en 1973.

(1) Dans le règlement judiciaire, un accord entre créancier et débiteur est constaté. La liquidation de biens est prononcée, elle, quand il n'y a pas eu d'accord ; la société disparaît alors.

Le groupe Sacilor-Sollac pourrait fermer plusieurs de ses usines entre le 20 mars et le 14 avril

De notre correspondant

Metz. — Le groupe Sacilor-Sollac pourrait être amené à mettre en chômage partiel une partie importante de ses salariés entre le 20 mars et le 14 avril prochains. C'est ce qu'a annoncé, le jeudi 6 février, M. Jean Gandois, directeur général, aux syndicats.

Un plan, dont le but est d'ajuster le programme de marche aux impératifs commerciaux, est actuellement à l'étude. Il sera soumis aux organisations syndicales dans les jours à venir. La direction du groupe Sacilor-Sollac prévoit, dans le cadre de ce plan, l'arrêt temporaire d'un certain nombre d'installations et un chômage de certains postes par rotation. Déjà, pour les fêtes de fin d'année, le groupe avait utilisé le système du chômage partiel.

Selon M. Gandois, ces nouvelles mesures ont pour origine « la phase dépressive que connaît actuellement le marché de l'acier ». Ainsi, pour le groupe lorrain, la vente des potretelles et des tôles à chaud aurait baissé de 60 %, celle des laminés marchands, des tôles à froid et des fils machine de 35 à 45 %. Enfin, les ventes vers le bâtiment auraient baissé

de 25 % et celles vers la transformation de 40 %.

En outre, en ce qui concerne les prix, la direction de Sacilor-Sollac souligne que, malgré les prix qui revient en baisse, elle a été obligée de procéder à des rabais temporaires ce qui les situe entre 15 et 25 % au-dessus de la C.E.C.A.

Il est prévu que le chômage conjoncturel sera payé à 60 % pour les dix premiers postes et à 50 % pour les suivants.

Il est à signaler que les organisations n'ont pas réifié ces propositions patronales faites dans le cadre de l'Assimilor. La C.G.T. a fait savoir qu'elle refusait ce plan. Elle propose une planification annuelle, un abaissement de l'âge de la retraite et une réduction de la durée du travail. — J.-C. B.

A Marseille

L'USINE TITAN CODER ROUVRE SES PORTES LE 10 FÉVRIER

L'intersyndicale de l'usine Titan-Coder de Marseille a annoncé, le 6 février, dans un communiqué, que l'usine, occupée depuis cinq mois par les ouvriers, rouvrira ses portes le 10 février. Le personnel sera réuni le 7 février en assemblée générale pour préparer cette reprise. L'intersyndicale précise néanmoins qu'elle ne s'oppose pas à la réouverture de l'usine mais qu'elle refuse totalement de cautionner de quelque manière que ce soit les conditions de salaires imposées par la nouvelle direction.

Le plan de l'embauche élaboré par M. Belleville, président du syndicat des réparateurs de matériel ferroviaire, chargé par le ministère de l'Industrie et de la recherche d'assurer le redémarrage de l'entreprise, prévoit le réemploi de sept cent trente personnes sur les mille deux cents que comptait l'ancienne société. L'intersyndicale estime cependant que de nombreux points du plan de redémarrage doivent être révisés, en ce qui concerne notamment le niveau des salaires et la possibilité de reconversion du personnel non repris. Elle réclame donc une « rencontre parlante entre les pouvoirs publics, la maîtrise et les représentants de la direction du personnel afin de réexaminer l'ensemble des propositions de la direction ».

REVUE PRATIQUE DE DROIT SOCIAL

N° 357 - JANVIER 1975

- LES SANCTIONS PÉNALES EN DROIT DU TRAVAIL (table ronde de la F.P.D.S.) :
- la constatation des infractions ;
- la transmission des procès-verbaux et la procédure ;
- la répression des infractions relatives ;
- relevé des infractions constatées par l'inspection du travail et des sanctions infligées (statistique 1972).

Et les rubriques habituelles actualité juridique, indices économiques, chiffres et taux en vigueur

Revue mensuelle. Le numéro : 10 F — Abonnements : 60 F par an C.C.P. PARIS 4780-27 — 33, rue Soufflot, 75004 PARIS — CEDEX 19

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



LA VIE ÉCONOMIQUE

AGRICULTURE

A Khartoum

Les pays de la faim ont cherché à s'entendre avec les États pétroliers pour faire reculer ensemble la sous-alimentation

M. LARDINOIS : les négociations sur les prix européens seront « très ardues ».

M. Pierre Lardinois, commissaire européen chargé des affaires agricoles, prévoit que les négociations reprenant lundi 10 février à Bruxelles sur les prix seront très ardues et que deux jours seront peut-être insuffisants pour parvenir à un accord. « Elles promettent d'être les plus ardues que j'ai jamais connues au cours de huit années d'expérience au Conseil », a-t-il déclaré le 6 février.

L'attribution d'aides nationales aux agriculteurs, que Paris décidera en complément des hausses de prix communautaires, suscite chez M. Lardinois de vives inquiétudes. « Si cette solution s'érigait en système, ce serait une bombe à retardement placée dans le fonctionnement de la politique agricole commune ».

FISCALITÉ

LA OATE LIMITE OU VERSEMENT OU PREMIER TIERS : PROVISIONNEL EST REPORTÉE AU 18 FÉVRIER

Les contribuables ont jusqu'au mardi 18 février pour payer le premier acompte provisionnel de leurs impôts sur le revenu, vient de faire savoir le ministère de l'économie et des finances.

Les versements envoyés par les services de l'impôt concernant ce premier tiers portait la date du 15 février comme date limite de paiement. Cette année, le 15 février tombant un samedi, cette date limite est reportée au mardi 18 février, de nombreuses perceptions des impôts étant fermées le samedi et le lundi.

Philippe Taieb*

conseil en haute-fidélité

145, rue de la Pompe, 75016 Paris
Tél. 553.58.46

*voir le Monde du 25 janvier, page 9

(PUBLICITÉ)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION DE LA PLANIFICATION
ET DE L'ORIENTATION UNIVERSITAIRES

SOUS-DIRECTION DES CONSTRUCTIONS
ET DES ÉQUIPEMENTS

Avis d'Appel d'Offres International Avis de Prorogation de délai

Un appel d'offres international, intitulé USTA Lot 1.9, est lancé en vue d'assurer la fourniture et l'installation d'équipements de cuisine destinés à la préparation et la distribution de 12.000 repas/jour.

Cette fourniture, destinée à l'Université Scientifique et Technique d'Alger, comprend les sections suivantes :

- Section 1 Stockage manutention
- Section 2 Boulangerie
- Section 3 Pâtisserie
- Section 4 Boucherie Poissonnerie
- Section 5 Légumerie
- Section 6 Préparations froides
- Section 7 Cuisson
- Section 8 Plonge Batterie
- Section 9 Conditionnement distribution
- Section 10 Laverie
- Section 11 Evacuation déchets
- Section 12 Divers
- Section 13 Petit matériel de cuisine - Batterie Vaisselle.

Les dossiers de soumission peuvent être retirés à compter de la parution du présent avis d'appel d'offres au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Direction de la Planification et de l'Orientation Universitaires, Sous-Direction des Constructions et des Equipements, 1, rue Bachir-Attar, Place du 1^{er} Mai, Alger.

Les offres devront parvenir, sous double pli cacheté, au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique avant le 10 mars 1975, délai de rigueur, l'enveloppe extérieure devra être anonyme et ne porter que la mention « ne pas ouvrir A.O.I. U.S.T.A. Lot 1.9 Equipements cuisine ».

Khartoum. — Le programme des cinq jours de conférence était alléchant : « De la nourriture pour le monde ». Après la verbosité mensuelle de l'alimentation, tenue à Rome en novembre, on allait enfin s'attaquer aux réalités.

Pourtant, il s'est passé quelque chose entre la Maison du peuple et le Soudan Hôtel où s'est déroulée successivement la conférence. Une honnête confrontation d'expériences et d'espérances entre des experts et des responsables politiques formés sur le terrain, ce qui est sans doute la meilleure façon d'aborder le sujet.

La « géopolitique » de la faim est maintenant bien connue. Un homme sur six est plus ou moins victime de carences protéiniques ou calorifiques dans les pays sous-développés ; nombre d'entre eux périssent et avant l'âge. On estime l'équivalent de 3 millions de tonnes de grains ne leur est pas distribué sous une forme ou une autre. Sécheresse, désertification, inondations, guerres sont, avec le lourd héritage du colonialisme, le cortège de la famine.

« L'agriculture est la base absolue de l'économie, mais elle a été déviée de son but par les colons qui l'ont orientée pour leur profit. Les meilleures terres ont été accaparées pour des productions d'exportation », a souligné le Camerounais M'boumou, secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine.

Le trait est caricatural ; mais il explique pour une bonne part que l'activité agricole ait été déconsidérée dans ce pays, le système d'éducation détournant d'ailleurs les élites des activités productrices de base. En Afrique, cinq sur six des experts qui étudient les problèmes de développement agricole sont nés sur un autre continent !

Comment inverser cette évolution pour écarter la menace qui pèse sur un dixième de l'humanité ? Il n'est plus temps de tergiverser sur le choix des moyens, a déclaré, en substance, M. Paul Maro-Renry, président du Centre de recherches de l'O.C.D.E. M. Aziz, directeur des échanges commerciaux à la F.A.O. et qui a été l'adjoint du rapporteur général de la conférence de Rome, s'est montré assez désenchanté quant à la possibilité d'un élan de solidarité internationale au cours des prochains mois, en raison des difficultés économiques que connaissent actuellement les pays industrialisés.

« A court terme, la possibilité de sauver des centaines de millions de personnes est très mince. (...) Les perspectives pour les prochains mois sont d'autant plus sombres que la sécheresse se prolonge dans le sous-continent indien et dans de nombreuses régions africaines, et que les balances de paiement des pays sous-développés les plus touchés sont très déséquilibrées. »

En revanche, compte tenu du nouvel équilibre politique et économique qui s'instaure, M. Aziz croit que les pays du tiers-monde doivent instaurer de nouveaux liens de coopération entre eux, plus spécialement entre les États pétroliers et les autres. Cela a bien paru finalement être la raison première de cette conférence.

Dans ce face-à-face, le Soudan a incontestablement une carte à jouer, bien qu'il soit encore dans le peloton des trottins pays les plus pauvres du monde. Ses capacités de développement sont assez considérables pour le blé, le sorgho, les arachides, la viande ; l'œuf et la terre arable ne manquent pas ; la surface irriguée et cultivée pourrait être rapidement doublée et, à plus longue échéance, décuplée. Reste à trouver le financement.

De notre envoyé spécial

Le programme des cinq jours de conférence était alléchant : « De la nourriture pour le monde ». Après la verbosité mensuelle de l'alimentation, tenue à Rome en novembre, on allait enfin s'attaquer aux réalités.

Pourtant, il s'est passé quelque chose entre la Maison du peuple et le Soudan Hôtel où s'est déroulée successivement la conférence. Une honnête confrontation d'expériences et d'espérances entre des experts et des responsables politiques formés sur le terrain, ce qui est sans doute la meilleure façon d'aborder le sujet.

La « géopolitique » de la faim est maintenant bien connue. Un homme sur six est plus ou moins victime de carences protéiniques ou calorifiques dans les pays sous-développés ; nombre d'entre eux périssent et avant l'âge. On estime l'équivalent de 3 millions de tonnes de grains ne leur est pas distribué sous une forme ou une autre. Sécheresse, désertification, inondations, guerres sont, avec le lourd héritage du colonialisme, le cortège de la famine.

« L'agriculture est la base absolue de l'économie, mais elle a été déviée de son but par les colons qui l'ont orientée pour leur profit. Les meilleures terres ont été accaparées pour des productions d'exportation », a souligné le Camerounais M'boumou, secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine.

Le trait est caricatural ; mais il explique pour une bonne part que l'activité agricole ait été déconsidérée dans ce pays, le système d'éducation détournant d'ailleurs les élites des activités productrices de base. En Afrique, cinq sur six des experts qui étudient les problèmes de développement agricole sont nés sur un autre continent !

Comment inverser cette évolution pour écarter la menace qui pèse sur un dixième de l'humanité ? Il n'est plus temps de tergiverser sur le choix des moyens, a déclaré, en substance, M. Paul Maro-Renry, président du Centre de recherches de l'O.C.D.E. M. Aziz, directeur des échanges commerciaux à la F.A.O. et qui a été l'adjoint du rapporteur général de la conférence de Rome, s'est montré assez désenchanté quant à la possibilité d'un élan de solidarité internationale au cours des prochains mois, en raison des difficultés économiques que connaissent actuellement les pays industrialisés.

« A court terme, la possibilité de sauver des centaines de millions de personnes est très mince. (...) Les perspectives pour les prochains mois sont d'autant plus sombres que la sécheresse se prolonge dans le sous-continent indien et dans de nombreuses régions africaines, et que les balances de paiement des pays sous-développés les plus touchés sont très déséquilibrées. »

En revanche, compte tenu du nouvel équilibre politique et économique qui s'instaure, M. Aziz croit que les pays du tiers-monde doivent instaurer de nouveaux liens de coopération entre eux, plus spécialement entre les États pétroliers et les autres. Cela a bien paru finalement être la raison première de cette conférence.

Dans ce face-à-face, le Soudan a incontestablement une carte à jouer, bien qu'il soit encore dans le peloton des trottins pays les plus pauvres du monde. Ses capacités de développement sont assez considérables pour le blé, le sorgho, les arachides, la viande ; l'œuf et la terre arable ne manquent pas ; la surface irriguée et cultivée pourrait être rapidement doublée et, à plus longue échéance, décuplée. Reste à trouver le financement.

tout particulièrement dans les régions tropicales, peut avoir des effets différenciés marquées.

Bref, si l'on n'a pas trouvé à Khartoum l'ensemble des solutions au problème de la faim, on n'en a pas moins touché du doigt plusieurs des aspects essentiels du problème alimentaire dans l'Afrique de l'Est et au Proche-Orient. Ce qui n'est déjà pas si mal.

ALAIN GIRAUDO.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE OPTORG

Dans une récente lettre aux actionnaires, le président a notamment annoncé que :

Le bénéfice net de l'exercice 1974 de la Compagnie Optorg, société mère, approchera 10 000 000 de francs, en augmentation d'environ 20 % par rapport à celui de l'an dernier.

Le bilan consolidé au 31 décembre 1974, qui sera présenté dans quelques mois, marquera, lui aussi, un nouveau croissant de croissance. Il devrait faire ressortir un bénéfice consolidé de l'ordre de 35 000 000 de francs et un actif de 13 488 000 francs.

INTERSELECTION

Les actionnaires se sont réunis le 3 février 1975 sous la présidence de M. François Taïeb, président de la Compagnie Interselection, pour approuver les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1974.

Dans son rapport, le conseil d'administration précise que, lors de l'exercice sous revue, la dégradation régulière des différents marchés financiers a incité le comité à remodeler la structure de son portefeuille, afin d'accroître le poste de valeurs à revenu fixe.

La valeur liquidative de l'action au 30 septembre 1974 est de 110 F le 30 septembre 1974, après détachement en janvier du coupon, soit net 3,44 F. Cette baisse résulte de la dépression des principaux marchés boursiers. Elle reste néanmoins inférieure à celle enregistrée par les indices du marché de Paris ou de New-York entre ces deux dates.

L'assemblée a fixé le dividende net par action à 5,13 F, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor de 0,28 F, pour un total de 5,41 F.

Le coupon n° 7, représentant les revenus d'obligations françaises non indexées, sera payable pour 2,61 F net et sera assorti d'un crédit d'impôt de 0,31 F.

Le coupon n° 8, représentant les autres revenus, sera payable pour 2,52 F net et sera assorti d'un crédit d'impôt de 0,51 F.

Les actionnaires d'Interselection pourront jusqu'au 8 mai 1975 réclamer leurs dividendes en souscrivant des actions de la SICAV sans droit d'émission.

ACCORD TECHNIQUE DOCKS DE NEVERS ÉCONOMATS DU CENTRE

Dans la lignée de la politique qui a conduit les Docks Lyonnais à conclure, le 15 décembre 1974 un accord technique de collaboration, les Docks de Nevers, filiale des Docks Lyonnais, et les Economats du Centre viennent de signer un accord similaire ayant pour objet de rationaliser leurs implantations de magasins de production et de mettre en commun après étude leurs moyens techniques.

Les conseils d'administration des Docks de Nevers et des Economats du Centre.

THOMSON-BRANDT

Le chiffre d'affaires consolidé provisoire de l'exercice du groupe Thomson-Brandt s'élève à 11 105 millions de francs (hors taxes) contre 8 946 millions de francs (hors taxes) au titre de l'exercice précédent.

(Publiart)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Industrie et de l'Énergie

Société Nationale des Industries Chimiques

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale des Industries Chimiques lance un appel d'offres international pour l'étude et la réalisation « Clés en main » d'une unité de meules et abrasifs qui sera située à SAIDA.

La capacité de production est :

- 1.800 t/an en abrasifs liés ;
- 1.000 t/an en abrasifs appliqués.

Les sociétés intéressées peuvent retirer les cahiers des charges auprès de la SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES, Département Ingénierie et Développement, 29, rue Didouche-Mourad, Alger, à partir de la publication du présent appel d'offres.

O.P.A.

Offre publique d'achat des actions de la

COMPAGNIE DES COMPTEURS

au prix de F 175 par action

La Banque de Paris et des Pays-Bas agissant pour le compte de la Société SCHLUMBERGER Ltd, qui détient déjà 90,6 % du capital de la CIE DES COMPTEURS, s'engage à acquérir la totalité des titres offerts au prix de F 175 l'action jusqu'au 10 Mars 1975.

Visa COB n° 75-12 du 23.1.1975

DOLLFUS-MIEG Et Cie

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du groupe Dollfus-Mieg pour l'exercice 1974 s'élève provisoirement à 2 029 millions de francs — chiffre sans doute très proche du chiffre définitif — contre 1 674 millions de francs en 1973, soit une hausse de 21,4 %.

Quant à l'activité du groupe en 1975, il est extrêmement difficile de prévoir ce qu'elle sera, tant est mouvante la situation actuelle. Encore faible au mois de janvier, elle risque de se maintenir pendant quelques semaines. Cependant, des éléments enregistrés pendant les deux premiers mois de l'exercice 1974 (+ 33,9 %) — en effet, pâtissent du ralentissement économique, accentué entre autres par la grève des postes, l'activité ultérieure.

ACTIVITÉS	EXERCICE 1974	EXERCICE 1973 (chif. définitifs)	VARIATION en %
Filature	646 767	503 679	+ 28,4
Tissage	1 090 730	850 333	+ 27,9
Parasourtees et diverses	292 540	311 163	+ 13,6
TOTAL	2 029 037	1 674 197	+ 21,4

Par secteurs d'activité, ces chiffres se décomposent comme suit (en milliers de francs) :

Si cette progression est conforme à celle annoncée à la presse au début de cette année, elle est toutefois sensiblement inférieure à celle enregistrée pendant les deux premiers mois de l'exercice 1974 (+ 33,9 %). En effet, pâtissent du ralentissement économique, accentué entre autres par la grève des postes, l'activité ultérieure.

castaigne SA

un des 10 premiers groupes pharmaceutiques français

chiffre d'affaires consolidé : 226 millions de francs en 1973-1974

change sa dénomination sociale et devient

PARCOR

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. **AFRIQUE**
— La rébellion en Erythrée : l'armée éthiopienne occupe repris le contrôle d'Asmara.
- 2. **MADAGASCAR** : le parti socialiste estime que la nomination du nouveau chef de l'Etat est anticonstitutionnelle.
- 3. **PROCHE-ORIENT**
— Après avoir fui les raids de représailles israéliens, les habitants du Liban du Sud envisagent de réintégrer leurs foyers.
- **LIBRES OPINIONS** : « Changement ou détonateur ? », par Claude Bardet.
- 3 à 5. **AMÉRIQUES**
— **PEROU** : le calme revient lentement à Lima.
- 6-7. **EUROPE**
— **UNION SOVIÉTIQUE** : la « Pravda » accuse le régime chinois de « s'appuyer sur les bonnettes ».
- 8. **POLITIQUE**
— **LES CHES** a renoué avec le succès.
- 9. **ÉDUCATION**
— La majorité à dix-huit ans : les propositions des commissions académiques.
- 10. **RELIGION**
— La chambre d'accusation de Paris va examiner les six plaintes déposées contre Paul Tournier par « crimes contre l'humanité ».

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS
Pages 18 à 21.

- **PROMENADE DANS L'AUTRE SIÈCLE** : quand les chateaux habitent Paris. Point de vue : Nous commentons à comprendre, par M. Elbot.
- **LA SAISON PROCHAINE EN ESPAGNE** : Les signes cachés de Hongkong. Pas de trou d'air pour le catier.
- **SPORTS** : Le ping-pong monte au fil.
- **Mode, Maison, Plaists de la table, Jeux, Hippisme, Philatélie.**

- 22 à 25. **ARTS ET SPECTACLES**
— **THEATRE** : *Domage* qu'elle soit un pain, à Ivry.
- 29 à 32. **VIE DE L'INDUSTRIE**
— Des chances nouvelles pour la voie d'eau ?
- 33. **ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS**
— **AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE** : les difficultés financières des communes.
- 34 à 36. **LA VIE ÉCONOMIQUE**
— **SECTEUR PUBLIC ET SECTEUR NATIONALISÉ** : seule la Fédération des agents de conduite de la S.N.C.F. envisage une grève dans l'immédiat.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (27)
Annuaire classés (27 et 28)
Aujourd'hui (14) ; Carnet (13) ;
« Journal officiel » (14) ; Météorologie (14) ; Mots croisés (14) ;
Finances (27).

Européen, loue des voitures et pas seulement aux hommes d'affaires. 645.21.25

ACTUELLEMENT GRANDE VENTE EXPOSITION DE TISSUS D'AMEUBLEMENT
Un panorama complet de tous les nouveaux tissus-décoration, du style « Haute Epoque » au contemporain, en stock, à des prix très intéressants.
de 10 F à 175 F le mètre
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A C D E F G H

EN ORDRE DISPERSÉ

Syndicats et partis de gauche relancent l'offensive contre le chômage

Après une longue et relative pause sociale, du moins au niveau national, une série d'initiatives politiques ou syndicales viennent d'être prises, en ordre dispersé il est vrai, sur le thème de la défense de l'emploi : à la proposition du P.S. d'organiser des actions communes avec les partis signataires du programme commun s'ajoutent celle du parti communiste ainsi que la déclaration commune des syndicats de cadres C.G.T. et C.F.D.T. et, dernière en date, l'annonce par M. Georges Séguin d'une centaine de meetings que la C.G.T. va prochainement organiser dans toute la France. Selon le dirigeant cégétiste, l'initiative appartient en premier lieu aux syndicats, ce qui n'exclut pas une convergence avec les initiatives des partis de gauche.

Au cours d'une conférence de presse, ce vendredi 7 février, le secrétaire général de la C.G.T., M. Georges Séguin, a annoncé le lancement d'une campagne d'explication et d'action, à tous les niveaux, contre la politique actuelle du gouvernement et du patronat. Une centaine de meetings seront organisés prochainement dans toute la France afin de démontrer que la chômage et la politique d'austérité ne sont pas une fatalité. Les cégétistes proposent pour relancer la croissance et réduire le chômage l'augmentation du pouvoir d'achat, la réduction des horaires et la retraite à soixante ans. Pour la C.G.T., il appartient aux syndicats de prendre l'initiative de l'offensive ; la campagne d'action qui vient d'être déclenchée n'exclut pas la participation ni des autres centrales ni des partis de gauche.

Mais pour l'instant les propositions sont faites en ordre dispersé : après la décision du parti socialiste de proposer aux partis signataires du programme commun de la défense de l'emploi, le parti communiste a relancé son projet, déjà ancien, d'organiser des meetings.

Les élus communistes manifestent le 11 février

Le bureau politique du P.C.F., qui a siégé, jeudi 6 février, a décidé d'organiser dans tous les départements des délégations d'élus et de dirigeants communistes qui se rendront, le 11 février, dans les préfectures où ils seront les interprètes de la population laborieuse.

Une déclaration commune des cadres C.G.T. et C.F.D.T.

Une exception dans ce faisonnement d'initiatives séparées, la déclaration commune que les syndicats de

cadres C.G.T. (l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens) et C.F.D.T. (l'Union confédérale des cadres) ont publié, jeudi 6 février. La plate-forme commune que les deux organisations ont présentée consacre tout d'abord les retrouvailles des cadres C.G.T. et C.F.D.T., après trois années d'une petite guerre froide, marquée par les vaines tentatives des cégétistes de se rapprocher de la C.G.C.

S'appuyant sur l'accord des Confédérations C.G.T. et C.F.D.T., les deux syndicats de cadres ont précisé les revendications spécifiques de leurs adhérents et ont décidé d'organiser dans les entreprises, les fédérations et les unions départementales des rencontres ou des manifestations communes.

Le chômage des cadres, affirment l'U.G.I.C.T. et l'U.G.C., augmente à un rythme plus rapide que le chômage total : 8 % d'adhésions aux Assedic en 1974, au lieu de 5 % en 1970. Afin d'y remédier, les deux organisations proposent une série de mesures, et notamment : faire engager la responsabilité collective du patronat en cas de disparition d'entreprise ; obtenir la suspension des licenciements en cas de litiges, et ensuite le reclassement « immédiat » ; donner les pressions qui amènent les cadres à démissionner ; mettre en place un véritable service public de placement impliquant pour l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) un relèvement de son budget d'environ 30 à 40 % ; fixer à 1,7 % et non pas à 1 % la taxe sur la formation permanente. Ni les cadres P.O. ni les cadres C.G.C. n'ont été associés à la préparation de cette déclaration, mais les dirigeants de l'U.G.I.C.T. et de l'U.G.C., MM. Le Guen et Faist, ont affirmé leur souci de faciliter l'unité d'action en ajoutant toutefois que celle-ci ne pouvait « se réaliser à n'importe quel prix ». — J.-P. D.

Selon l'agence Chine nouvelle

LE SÉISME DU 4 FÉVRIER A ÉTÉ UNE « CATASTROPHE »

Le très violent tremblement de terre qui s'est produit le 4 février dans le nord-est de la Chine a sûrement fait de nombreuses victimes et provoqué de très importants dégâts matériels : la magnitude du séisme était de 7 et l'épicentre (39,6 degrés de latitude nord et 12,8 degrés de longitude est) était situé à moins d'une quarantaine de kilomètres au sud-ouest d'Anshan, grand centre sidérurgique chinois. Les villes les plus proches de l'épicentre sont Yingkou et Haicheng, situées respectivement à 70 et 28 kilomètres au sud-ouest d'Anshan. Les secousses ont été nettement ressenties, sans faire de dégâts, à Pékin, c'est-à-dire à plus de 300 kilomètres au sud-ouest de l'épicentre.

Comme toujours, après un très violent séisme, les autorités chinoises ont donné d'autres précisions que la magnitude et les coordonnées de l'épicentre. Toutefois, l'agence Chine nouvelle, dans son communiqué du 4 février, parle de « catastrophe », de « sinistrés » et de « pertes à divers degrés », à déplorer dans la zone de l'épicentre. Elle rapporte que les hôpitaux de la province du Liaoning (le séisme a frappé le sud de cette province) ont envoyé des équipes médicales, montrant ainsi que le tremblement de terre a fait de nombreuses victimes (blessés ou morts). Elle dit aussi que le commandement militaire de Shenyang (la capitale provinciale) a dépêché des troupes pour participer aux secours, ce qui donne à penser que les dégâts matériels sont très importants.

M. BLANCARD QUITTERAIT SON POSTE DE DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL POUR L'ÉNERGIE

Nommé en décembre 1973 délégué général pour l'énergie, M. Jean Blancard pourrait prochainement quitter son poste. Nommé président du Gaz de France, il serait remplacé par M. Paul Mentré, actuellement directeur général du Crédit national. Par ailleurs, le président-directeur général de la Société générale, M. Maurice Lauré, pourrait être nommé président de la commission qui sera chargée d'étudier la réorganisation du marché pétrolier français.

Au sultanat d'Oman

Importante opération héliportée contre les maquisards du Dhofar

Mascate (A.F.P.). — Une grande opération héliportée contre les positions rebelles dans le secteur ouest du Dhofar (sultanat d'Oman) a été menée mardi 4 février par les forces armées omanaises appuyées par des éléments irréguliers fidèles au sultan. Un communiqué militaire omanais publié jeudi soir révèle que le but de l'opération était de déloger les maquisards du F.P.L.O. (Front populaire pour la libération d'Oman) du secteur de Al-Moumar, situé à cinq heures de marche de la base omanaise la plus proche, Mughayzel, sur la côte du Dhofar.

Un grand nombre d'hélicoptères ont participé à cette opération. Les appareils ont débarqué les troupes gouvernementales par surprise dans une région considérée comme un « bastion de la rébellion ». Selon le communiqué omanais, la force héliportée a « atteint tous ses objectifs sans aucune difficulté, tombant sur l'ennemi par surprise et retournant sans pertes à ses bases ». L'utilisation, pour la première fois dans le Dhofar, d'une force d'hélicoptères est considérée par les observateurs à Mascate comme un signe évident du renforcement considérable des forces armées omanaises ces derniers temps. Les forces omanaises inaugurent, d'autre part, une nouvelle tactique, consistant à utiliser leur mobilité au maximum, en vue de soumettre les guérilleros à une pression continue et en différents endroits du Dhofar à la fois. Un communiqué militaire indique, d'autre part, que des obus de mortiers ont été dirigés jeudi dernier par les maquisards contre la ville de Sarfait (près de la frontière sud-yéménite).

QUAND LES POLICIERS MANIFESTENT... LES GENDARMES FONT LA POLICE

Une délégation groupant une centaine de responsables des fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la police nationale s'est rendue, dans l'après-midi du jeudi 6 février, au ministère de l'Intérieur, afin d'exprimer le profond mécontentement des fonctionnaires de police, du fait que ni les problèmes généraux qui leur sont communs avec les autres fonctionnaires ni les problèmes particuliers à la profession ne sont pris sérieusement en considération. Le ministre de l'Intérieur n'a pas reçu les représentants syndicaux. En revanche, ces derniers se trouveront, en arrivant place Beauvau, face des forces de gendarmerie mobile qui interdisent l'accès au ministère. La délégation se rendit, ensuite, au secrétariat d'Etat à la fonction publique sans plus de succès. Dans leur programme revendicatif, les deux organisations insistent particulièrement sur les traitements — les décisions budgétaires pour 1975 n'apportant pas, selon elles, « à la très grande majorité des fonctionnaires, le maintien et la progression du pouvoir d'achat » — et la réunion du comité technique paritaire de la police (dont elles sont exclues) qui n'apporte rien de concret aux différentes catégories de policiers.

Le numéro du « Monde » daté 7 février 1975 a été tiré à 562 264 exemplaires.

COILS FAMILIAUX HUILE D'OLIVE VERGE EXTRA « OLIVOLI »
Produit naturel de l'olive fraîche
Garantie extraite par PREMIERE PRESSION A FROID et clarifiée par simple décantation et filtration
FRANCO DE PORT A PARTIR DE 5 LITRES
Demandez Documentation gratuite N° 9 à :
STE PROVENCE OLEOIL 13 — SALON-DE-PROVENCE

assurez-vous sans vous déranger

des **Intérêts**
au taux actuariel annuel brut de **10,50 12,50%**
en ouvrant un compte bancaire à échéance de 6 à 12 ans.
à partir de 5000 F

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
25, bd d'Italie MONTE CARLO (Principauté de Monaco)
Société anonyme au capital de 100 millions de francs
Régistree au Tribunal de Commerce de Paris le 15/05/1964
N° 129 710 (ancienneté du 15/05/1964)
Société à capital entièrement libéré

VOUS ÊTES ACTIF. VIVEZ AU CALME.

A quoi bon se donner tant de mal pour vivre à l'étroit dans un Paris invivable (loyers catastrophiques, garages impossibles, pollution, bruit, écoles bondées) ? A quelques minutes de plus de votre bureau, vous pouvez habiter une grande et luxueuse maison, dans un grand jardin. Dans un domaine privé comprenant club-house, tennis, commerces, écoles. Dans un site magnifique et préservé. Réagissez vite. Demain, des maisons comme celles-là, si proches de Paris, seront aussi rares et chères que les appartements du Bois de Boulogne.




«Chêne», 230 m², 7 pièces, 3 s. de b., garage 2 voitures.
DOMAINE DE MARSINVAL
78540 Vernouillet.
Tél. 965.87.00 et 88.60.
à 27 km
du Pont de St-Cloud
par l'Autoroute A 13

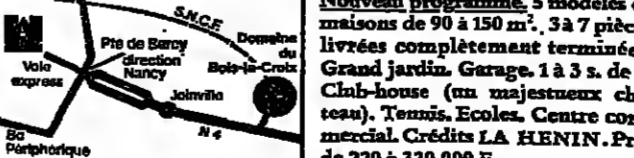


«Chelsea», 120 m², 5 pièces, 2 s. de b., garage.
DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX
77340 Pontault-Combault.
Tél. : 406.53.56 et 64.63.
à 18 km
du Bd Périphérique.
A 12 mn à pied de la gare.

Livrables immédiatement : maisons de 161, 182, 230 m², 5, 6, 7 pièces. Façade brique. Garage double. Jardin 800 à 1800 m². Cuisine équipée (réfrig. 390 l., lave-vaisselle), 2 à 3 s. de b., Club-house, Tennis, Ecoles. Piscine chauffée. Crédits LA HENIN.



Nouveaux programmes, 5 modèles de maisons de 90 à 150 m², 3 à 7 pièces livrées complètement terminées. Grand jardin. Garage. 1 à 3 s. de b., Club-house (ou majestueux château), Tennis, Ecoles, Centre commercial. Crédits LA HENIN. Prix de 220 à 320 000 F.



VISITE DES MAISONS MODÈLES TOUS LES JOURS DE 10 A 19 H.
Téléphonez ou écrivez pour recevoir une documentation gratuite.
Breguet Constructions

سكنيا من الامارات